

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

De la Personnalité Juridique en Droit Roumain

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue
LE VENDREDI 6 JUIN 1930

PAR

JEAN TENCHEA

MM. LÉVY-ULLMANN *Président.*

RIPERT

NIBOYET

} *Suffragants*

PARIS

IMPRIMERIE DU MONT-PARNASSE ET DE PERSAN-BEAUMONT

—
1930

De la Personnalité Juridique en Droit Roumain

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue
LE VENDREDI 6 JUIN 1930

PAR

JEAN TENCHEA

MM. LÉVY-ULLMANN *Président.*
RIPERT
NIBOYET } *Suffragants*

PARIS

IMPRIMERIE DU MONT-PARNASSE ET DE PERSAN-BEAUMONT

1930

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses : ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.



A MES PARENTS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

I. — AUTEURS

- ALEXANDRESCO (Dimitrie). — Explicatiune reoretică si practică a Dreptului civil român, in comparatiune cu legile vechi (Traité de droit civil roumain). — Iassy, 1886, T. I.
— Droit ancien et moderne de la Roumanie. — Paris, Bucarest, 1898.
- BERTHELEMY (H.). — Traité élémentaire de droit administratif. — 12^e édit. Paris 1930.
- BONACH (Mihai). — Persoana morala in codicele Calimach (La personne juridique dans le code Calimaque), sans date.
- BRINZ (Alois Dr.) — Lehrbuch der Pandekten, t. I, 2^e éd. 1873.
- BUJOREANU (J. M.). — Collection de lois roumaines. — Bucarest, 1873.
- CANTACUZINO (Matei B.). — Elementele dreptului civil (Eléments de droit civil). — Bucarest, 1921.
— Despre libertatea individuală si persoanele juridice. (La liberté individuelle et les personnes juridiques.) Bucarest, 1924.
- CLERQ (A. de). — Code civil général de l'Empire d'Autriche. Paris, 1836.
- COLIN ET CAPITANT. — Cours él. de droit civ. fr., 3^e éd., tome III.
- CONGRÈS INTERNATIONAL DE DROIT COMPARÉ, tenu à Paris du 31 juillet au 4 août 1900, Documents, T. II, Paris 1907, p. 1-113.
- CONGRÈS POUR LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION des 25-26 janvier 1927, Rapports de MM. P. Cuhe (p. 29) et H. Toussaint (p. 59). Paris, Godde, 1927.
- CUQ (Edouard). — Manuel des institutions juridiques des Romains, 2^e éd., Paris, 1928.
- DEGRE (A.). — Persoanele juridice (Les personnes juridiques) dans la Revue « *Dreptul* » (*Le Droit*), de 1874, n^{os} 75, 76, 77 et 79 ; 1875, n^o 1.
- DISSESCO (C. G.). — Cours de drept public român (Cours de droit public roumain). T. III, Bucarest 1891.
— Dacă Persoanele morale streine au de drept funta in România (La condition des personnes juridiques étrangères en Roumanie). Bucarest, 1895.

II

- DISSESCO ET DUMITRESCO (M. A.). — *Istoria si principiile dreptului public român* (Histoire et principes du droit public roumain), T. I. 2^e éd. Bucarest 1903.
- DUGUIT (Léon). — *Traité de droit constitutionnel*, 3^e éd. en 5 volumes, T. I, 1927, T. II, 1928.
- DUVERGIER (J. B.). — *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements et avis du Conseil d'Etat.*
- FOTINO (Georges). — *Contribution à l'étude des origines de l'ancien droit coutumier roumain*, thèse Paris 1926.
- GARRAUD (R.). — *Précis de droit criminel*, 14^e éd., Paris 1926.
- GIRARD (Paul Frédéric). — *Manuel élémentaire de droit romain*, 7^e éd., Paris 1924.
- GUETZEVITCH (B. Mirkine). — *Les constitutions de l'Europe nouvelle*, Paris 1928.
- HAURIU (Maurice). — *Principes de droit public*, 2^e éd. 1916.
— *Précis de droit administratif*, 10^e éd. Paris 1921.
— *La théorie de l'institution et de la fondation. Cahiers de la nouvelle journée* n° 4, 1925, p. 2-45.
— *Précis de droit constitutionnel*, 2^e éd. 1929.
- HAYEM (Henri). — *Domaines respectifs de l'association et de la société*, Paris 1907.
- HEUVEL VAN DEN. — *De la situation légale des associations sans but lucratif en France et en Belgique*, 2^e éd., Paris 1884.
- IHERING. — *Esprit du droit romain*, traduc. Meulenaere, 3^e éd., Paris 1887, T. III.
- IOANITESCO (D. R.). — *Legea Sindicatelor* (La loi des Syndicats. Bucarest 1921.
- IORGA (Nicolae). — *Istoria Românilor* (Histoire des Roumains), 6^e éd. Valenii de Munte, 1926.
— *Histoire des Roumains et de leur civilisation*, Paris 1920.
- JELLINEK (Georg. Dr.). — *System der subjectiven öffentlichen Rechte*, Freiburg, 1892.
- KAYSER (Pierre). — *Société ou Association ?*, Paris, 1928.
- LADAY (St.). — *Codul civil austriac* (Code civil autrichien) Cluj. 1924.
- LAPRADELLE (G. de). — *Théorie et pratique des fondations perpétuelles*, Paris 1895.
- LEVY-ULLMANN (Henri) et GRUNEBaum-BALLIN (Paul). — *Essai sur les fondations par testament* (Revue trimestrielle de Droit Civil) 1904, n° 2.
- LEVY-ULLMANN. — *Cours de droit civil approfondi* (Les principaux problèmes de l'héritage au premier quart du XX^e), professé à la Faculté de Droit de Paris, 1928-29.
- MANITIU (Ovidiu). — *Persoanele morale de drept administrativ* (Les personnes juridiques de droit administratif). Bucarest 1929.
- MESTRE (Achille). — *Les personnes morales et le problème de leur responsabilité pénale*, Thèse Paris, 1899.

III

- MICESCO (Istrati-N). — La personnalité morale et l'indivision comme constructions juridiques, Thèse Paris 1907.
- MICHOUD (Léon). — La théorie de la personnalité morale et son application au droit français, 2 vol. 2^e éd. mise au courant par Louis Trotabas, Paris, 1924.
- NACU (C.). — Dreptul civil Rumân (Droit civil roumain). T. I, Bucarest 1901.
- NAST (Marcel). — Le problème de la personnalité juridique (Revue critique de législation et de jurisprudence, 1911, T. 78, p. 534.
- NEGULESCO (Dem.). — Le problème juridique de la personnalité morale et son application aux sociétés civiles et commerciales, Thèse Paris 1900.
- NEGULESCO (Paul). — Tratat de drept administrativ român (Traité de droit administratif roumain), 3^e éd. T. I. Bucarest, 1925.
- NIBOYET (J. P.). — Manuel de droit international privé (2^e éd. du manuel de PILLET et NIBOYET), Paris 1928.
- NICOLAU (Ioan S.). — Note sous Cass. Roum. I, 4 novembre 1925, (Pandectes roumaines 1928, I, p. 37).
- PERETZ (Ion). — Curs de istoria dreptului român (Cours d'histoire du droit roumain) I, Bucarest, 1915.
- PETRESCO (G. P.). — Studiu asupra persoanelor civile, juridice sau morale (Etude sur les personnes juridiques). Bucarest, 1904.
- PHEREKYDE (M. G.) et PANTAZI (M. Em.). — Loi du 6 février 1924, sur les personnes juridiques (Bulletin de législation comparée, tome 54, année 1924-25, p. 477 et suiv.).
- PILLET (Antoine). — Cours de droit international privé, professé à la Faculté de droit de Paris, 1925-26.
- PLANIOL (Marcel). — Traité élémentaire de Droit civil, T. I, 10^e éd. 1925 ; T. III, 9^e éd. 1924.
- PLASTARA (G.). — Curs de drept civil român (Cours de droit civil roumain), I, Bucarest 1925.
- PLOPU (Dr. Georgiu). — Parti alese din dreptul privat ungar (Parties choisies du droit hongrois), T. I, Oradea, 1929.
- POPP (Stefan Sbarcea). — De la condition juridique des sociétés étrangères en Roumanie, Thèse Paris 1929.
- RADULESCO (Marius N.). — La fondation privée (Stiftung) dans le droit allemand, Thèse Paris, 1924.
- Problema fondatiunilor după noua legé a persoanelor juridice (Le problème des fondations d'après la nouvelle loi des personnes juridiques). Pandectes roumaines, 1925, IV, p. 17.
- RAFFAI (Ferencz Dr.). — A magyar magánjog kézikönyve (Précis de droit privé hongrois). T. I, Győr, 1909, 3^e éd.
- SALEILLES (Raymond). — De la personnalité juridique. Histoire et Théorie, 2^e éd. avec préface de M. Henri Capitant, Paris, 1922.
- De la déclaration de volonté, Paris 1901.
- SAVIGNY (M. F. G. de). — Traité de droit romain traduit de l'allemand par Ch. Guénoux, T. II, Paris 1841.

- TANOVICEANO (I.). — *Tratat de drept si procedură penală* (Traité de droit et de procédure pén.). T. I et III, 2^e éd., Bucarest, 1924.
- TEODORESCO (Anibal). — *Notiuni drep administrativ* (Notions de droit administratif), 1^{re} partie, Bucarest, 1912.
- THALLER (E.). — *Traité élémentaire de droit commercial*, 7^e éd., mise à jour par I. Percerou, Paris, 1925.
- TRUCHY (Henri). — *Des fondations*, Thèse Paris 1888.
- VAREILLES-SOMMIÈRES. — *Les personnes morales*, Paris, 1902.
- *Du contrat d'association*, Paris 1893.
- WINIWARTER (Joseph). — *Das osterreichische bürgerliche Recht*. T. I, Wien, 1831.
- WORMS (René). — *Organisme et société*, Paris 1896.
- ZAMFIRESCO (Henry). — *Les origines du droit privé roumain*, Thèse, Paris, 1923.
- ZEILLER (Franz Edlen von). — *Commentar über das allgeméine bürgerliche Gesetzbuch für die gesammten Deutschen Erbländer der Oesterreichischen Monarchie*, T. I, Wien et Trieste 1811.
- ZITELMANN. — *Begriff un Wesen der Sogenanten juristischen Personen*, Leipzig, 1873.

II. — DOCUMENTS OFFICIELS

- A. — *Loi du 6 février 1924. — Session parlementaire 1923-24. — Texte*, Moniteur Officiel, I, n° 27/924.
- Exposé des motifs*, Moniteur Officiel (Débats parl. Sénat). III n° 14, p. 173 et suiv. — Ministre de la Justice : G. Marzesco.
- Dissesco* (C.). — *Rapport au Sénat* (Mon. Off. n° 14, p. 148).
- Djuvara* (M.). — *Rapport à la Chambre* (Mon. Off. n° 46, p. 1285 et suiv.).
- Débats Parlementaires Sénat*, Séances des 27-28-29 et 30 Novembre 1923 (Mon. Off. n° 14, 15, 16 et 17).
- Débats Parlementaires Chambre*, Séances des 29, 30 et 31 janvier et 1^{er} février 1924 (Mon. Off. n° 46, 47 et 48).
- B. — *Loi du 22 avril 1927. — Session parlementaire 1926-27. Texte*, Moniteur Officiel, I, n° 90/1927.
- Exposé des motifs*, Moniteur Officiel (Débats parlementaires Sénat) III, n° 50, p. 947. — Ministre du Travail : Gr. Trancu-Iasi.
- Severin* (Dr. Em.). — *Rapport au Sénat* (Mon. Off. III, n° 50, p. 946).
- Popesco* (Lazar). — *Rapport à la Chambre* (Mon. Off. III, n° 89, p. 2391).
- Débats parlementaires Sénat*, Séance du 24 mars 1927 (Mon. Off. III, n° 50, p. 949 et suiv.).
- Débats parlementaires Chambre*, Séance du 4 avril 1927 (Mon. Off. III, n° 89, p. 2396 et suiv.).

AVANT-PROPOS

Nous nous proposons par la présente étude de préciser les solutions données au problème de la personnalité juridique en droit roumain, des origines jusqu'à nos jours. Nous essaierons de dégager les idées maîtresses qui gouvernaient le droit des associations et des fondations roumaines au cours des siècles et de présenter une analyse de la loi du 6 février 1924, qui renferme pour la première fois, en Roumanie, une réglementation générale de cette matière vaste et controversée.

Cette loi pourrait d'ailleurs fournir à elle seule matière à un laborieux travail, tant par la richesse de son contenu, que, et surtout, par l'importance de ses innovations. Mais nous avons cru utile de réduire les développements qu'elle comporterait, au profit de la partie historique dont l'étude nous aidera à mieux comprendre cette loi de 1924 et à expliquer l'hésitation du législateur d'adopter d'une manière intégrale la doctrine réaliste, dont il se réclame pourtant dans son exposé des motifs. Ne pas accorder à l'historique l'attention qu'il mérite, équivaldrait aussi à négliger la meilleure occasion de montrer le rôle considérable qu'a joué l'initiative privée dans l'épanouissement et l'évolution de la société roumaine.

Cette étude comprendra donc deux titres, le premier consacré à l'étude de la personnalité juridique jusqu'à la loi de 1924 et le second à l'examen analytique de cette loi.

Dans la partie historique, nous insisterons plus particulièrement sur le problème de la création des personnes juridiques qui est le côté dominant de toute cette matière, en nous demandant auquel des trois systèmes pratiques s'était arrêté le droit roumain pour appeler à la vie juridique les institutions dûes à l'initiative privée : *système de la concession*, en vertu duquel la collectivité n'est investie de la capacité juridique que par un acte du pouvoir public ; *système de la liberté corporative*, qui permet aux individus de se grouper librement et de constituer une personne juridique dès que leur volonté de s'organiser corporativement a été suffisamment manifestée ; système à caractère mixte de la *réglementation légale* qui fait acquérir la personnalité juridique aux associations et fondations qui remplissent certaines conditions légales, moyennant inscription sur un registre tenu par l'autorité compétente ?

Pour bien situer dans la ligne d'évolution du droit roumain les monuments du droit qui nous intéressent et pour éclairer leur extrême laconisme concernant la personnalité juridique — car ces monuments, y compris le code civil de 1865, en parlent à peine — nous croyons utile de donner tout au début de ce premier titre un court aperçu des sources du droit roumain.

Quant à la loi du 6 février 1924, nous avons fait de notre mieux pour l'étudier en nous écartant le moins possible des intentions du législateur et en montrant, chemin faisant, ses lacunes ou ses insuffisances.

Mais notre étude eût été incomplète si nous avions négligé l'examen de la doctrine. La loi roumaine de 1924 est en grande partie le reflet des résultats de la doctrine et surtout des travaux admirables de Saleilles et Michoud. C'est à ceux-ci que le législateur roumain emprunte sa substance, permettant ainsi d'insuffler un renouveau de vie à la personnalité juridique. Il est donc logique que nous prenions pour guide ces deux auteurs français. Nous ferons dans un chapitre préliminaire état de la doctrine sur cette question.

Afin de mettre en relief certaines parties de notre étude et mieux expliquer certaines solutions adoptées par le législateur nous ferons, au moment opportun, des incursions dans le droit comparé, en insistant un peu plus particulièrement sur le système des codes civils allemand et suisse.

Enfin, pour les parties que nous n'avions pas le loisir de traiter ou que nous croyons suffisamment éclairées par les textes, nous renvoyons aux ouvrages respectifs et aux articles correspondants de la loi de 1924, publiée en annexe.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

LE CONCEPT DE LA PERSONNALITE JURIDIQUE

SECTION I

LA GENESE ET LA CLASSIFICATION DES PERSONNES JURIDIQUES

§ I. — *La genèse des personnes juridiques.*

N°1. — *Leur fondement social.*— Isolé en face de la nature l'homme est impuissant à donner satisfaction complète et continue à ses différents besoins d'ordre moral et matériel et remplir ainsi sa destinée. Ayant pris de bonne heure conscience de cette faiblesse et naturellement porté à la vie sociale il a de tout temps cherché à y porter remède, en associant ses efforts à ceux de ses semblables. Il en est résulté une collaboration fructueuse des énergies individuelles et de faible et

opprimé qu'il était, l'homme est devenu fort et libre et s'est dressé victorieusement contre les obstacles qui s'opposaient à l'épanouissement harmonieux de son être. Le résultat de ce travail collectif, soutenu avec une tenacité inébranlable par les générations successives, est le spectacle merveilleux de la civilisation moderne, suprême témoignage de la puissance de domination de l'homme sur la nature environnante.

Le droit, protecteur suprême des individus et des sociétés, ne pouvait se désintéresser d'un pareil fait. Il devait mettre entre les mains des collectivités qui se proposaient de collaborer à une œuvre si grandiose le moyen juridique propre à assurer le succès de leur entreprise.

Le droit est fait pour l'homme, qu'il a pour mission de placer dans les conditions extérieures les plus favorables à son bien être matériel et à son perfectionnement moral et intellectuel. C'est pourquoi l'homme est considéré comme le sujet de droit par excellence. Mais il est un être essentiellement social et la vie en société n'est que collaboration, association et synthèse de pouvoirs. Si le droit veut correspondre aux besoins de l'humanité, dégager la formule exprimant aussi exactement que possible les rapports existant dans la société humaine, il ne doit pas seulement protéger l'intérêt individuel, il doit garantir aussi et élever à la dignité des droits subjectifs les intérêts collectifs et permanents des groupements humains. C'est pourquoi, à côté des personnes physiques participant à la vie juridique du fait même de leur existence, il y a dans les sociétés humaines des sujets de droit dépourvus de substance matérielle et issus uniquement de la collaboration de plusieurs énergies ou de la puissance créatrice d'une seule volonté individuelle, en vue de procurer satisfaction à certains besoins collectifs ou pour atteindre un but déterminé. Ce sont les personnes juridiques ayant des droits propres. La personnalité

juridique qui leur est attribuée apparaît ainsi non comme quelque chose d'artificiel, créé arbitrairement par l'Etat, mais comme une réalité dégagée de l'expérience et imposée par les nécessités sociales, correspondant à un besoin de synthèse et de solidarité.

§ 2. — *La classification des personnes juridiques.*

N° 2. — *Personnes juridiques de droit public et de droit privé.* — Selon le mode d'activité qu'elles déploient, on distingue deux grandes catégories de personnes juridiques : les personnes juridiques de droit public et celles de droit privé.

Cette distinction est parfois difficile à établir, d'une part à cause de la tendance de plus en plus marquée de l'Etat d'absorber les pouvoirs autonomes des personnes juridiques privées et d'autre part, à cause de la création par l'Etat lui-même d'organes spéciaux, appelés à recueillir les biens des particuliers destinés à la réalisation de certains buts sociaux. Mais malgré l'identité des buts sociaux qui animent les deux catégories d'établissements, et tout en tenant compte qu'à l'origine de leur développement historique ils pouvaient se confondre en une seule et même notion, la différence reste profonde lorsqu'on se place sur le terrain strictement juridique.

L'Etat, ses subdivisions et les établissements publics de toute sorte, sont des créations du droit public, tandis que les sociétés, les associations et les fondations, même subventionnées par l'Etat, sont des créations du droit privé. Les premières émanent des pouvoirs de l'Etat et correspondent à l'une de ses fonctions ; ont des privilèges et des moyens d'action étendus ; elles sont aussi moins libres, par cela même qu'elles appartiennent à un domaine étroitement surveillé par l'Etat. Les secondes émanent du droit subjectif, de l'autono-

mie individuelle, et ne participent du droit public que pour les limitations auxquelles les assujettissent les nécessités d'ordre public. Ce contrôle sera d'autant plus énergique qu'elles poursuivent plus directement la satisfaction d'un intérêt général.

Mais, quelque accentuée que soit cette immixtion de l'Etat, le droit public ne peut et ne doit intervenir que pour déterminer les limites dans lesquelles les établissements d'origine privée seront autorisés à se mouvoir sur le terrain des intérêts collectifs. C'est au droit privé de résoudre le problème de leur création, en tant que fragments et synthèses de l'autonomie individuelle, et de fixer l'étendue et l'exercice de leurs droits. Car il entre dans le domaine du droit privé « tout ce qui touche à la jouissance des droits patrimoniaux » considérés comme une application ou une extension du « droit individuel, sans que l'on doive voir dans l'exercice « qui s'y rapporte une fonction dérivant de la puissance publique. Et il en doit être ainsi, même si cette reconnaissance du droit patrimonial, faite en considération du droit « individuel, implique à certains égards que les intérêts d'ordre public puissent y être engagés » (1).

N° 3. — *Sociétés, Associations, Fondations.* — Suivant leur structure intime, les personnes juridiques de droit privé se divisent en *associations* et *fondations*. Nous les analyserons au titre II, réservé à l'étude de la loi du 6 février 1924, mais il est nécessaire d'établir dès maintenant une classification à l'intérieur de l'un de ces groupes, celui des associations, et d'écarter dès le début tout ce qui n'entre pas dans le champ de nos recherches.

(1) SALEILLES : *De la Personnalité Juridique* (2^e éd., p. 51). Ce point de vue réaliste a été soutenu dans la doctrine roumaine par le professeur MATHIEU CANTACUZÈNE, *Elementele dreptului civil român*, Bucarest 1921, I, ch. III, § 2.

Toutes les collectivités de personnes privées se rapprochent par ce fait qu'elles représentent des groupements d'efforts personnels, concertés en vue d'un but commun. Ces efforts peuvent consister en éléments immatériels, tels le travail, l'habileté professionnelle, la compétence technique ou le crédit des associés. Leur fusion en un faisceau distinct et indépendant constitue le trait essentiel de toute association. Mais le but poursuivi pouvant être de nature variable, sa diversité réagit sur la vie juridique de la collectivité. Le déplacement de valeurs spirituelles et matérielles peut être le résultat d'un calcul économique de la part des fondateurs qui cherchent à en obtenir une contre partie, ou bien avoir le caractère d'un abandon total et définitif au service d'une œuvre d'intérêt général. De ce chef, on range les fins que peuvent se proposer les collectivités organisées en deux catégories, auxquelles correspondent deux formes nécessaires, celle des associations ayant un but lucratif, économique ou patrimonial, que l'on appelle des *sociétés*, civiles ou commerciales, suivant le genre de leur activité juridique, et les associations à but non lucratif, ou associations proprement dites. Et ceci pour deux raisons : d'abord parce que même dans les relations entre les associés, les deux catégories de collectivités ne peuvent être soumises à un régime identique et que, nécessairement, l'organisation des premières comportera pour les associés des droits sur le patrimoine social qui seront inconnus dans les associations proprement dites ou qui n'y apparaîtront que subsidiairement ; ensuite parce que la politique de l'Etat ne peut et ne doit être la même dans les deux cas. Des associations à but lucratif l'Etat ne s'en est jamais méfié et il n'a pas lieu de le faire. Il ne craint pas qu'elles accumulent outre mesure leurs richesses, car leurs biens sont destinés non à se perpétuer comme bien de mainmorte, mais à se fondre tôt

ou tard dans les patrimoines privés. Par contre, l'Etat a toujours cru nécessaire de soumettre les collectivités sans but lucratif à une certaine surveillance, par crainte de l'accumulation des biens de mainmorte et de leur trop grande influence sur l'esprit public. C'est cette considération qui a commandé toute la politique restrictive et méfiante de l'Etat français à l'égard des associations jusqu'à la loi du 1^{er} juillet 1901.

Ainsi donc, seront considérées comme des sociétés, les collectivités d'origine privée poursuivant un *partage de bénéfices*, et comme des associations celles dont le but est dépourvu de tout caractère lucratif. Les associations visent un intérêt général ou idéal ; elles agissent dans l'intérêt d'autrui et non dans l'intérêt personnel de leurs membres, tandis que les sociétés ont un objet essentiellement égoïste : elles se proposent un but pécuniaire restreint à ceux qui en font partie ; elles veulent l'amélioration matérielle de leurs membres. Cette distinction entre les associations et les sociétés, nettement établie en France par l'article 1832 du Code civ. et l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1901, acceptée par la doctrine, consacrée par la jurisprudence et adoptée également par le droit roumain (art 1491, C. civ. ; art. 31 L. du 6/2/24) domine tout le droit des collectivités de personnes privées. Reste à savoir cependant si le critère sur lequel elle repose est applicable à toute la variété de combinaisons que les énergies individuelles coalisées créent pour la réalisation de buts communs. C'est notamment ce que se demande M. Pierre Kayser dans un livre récent, préfacé par M. François Gény (1). Le bénéfice à partager comprend-il toute espèce d'avantages patrimoniaux ? Doit-il, au contraire, être restreint, comme

(1) PIERRE KAYSER : *Société ou association ?* Paris, Sirey 1928.

c'est le cas dans la pratique commerciale, aux sommes d'argent distribuées par une entreprise ? Peut-il consister en une économie, en un manque à perdre, ou doit-il nécessairement constituer un gain, un profit de caractère positif ? Suivant le parti qu'on prend, le domaine de la société s'étend ou se restreint, celui de l'association se restreint ou s'étend. Des groupements qui auraient été des sociétés dans une doctrine extensive deviennent des associations dans une doctrine restrictive. Un groupement constitué pour défendre les propriétés des membres contre une inondation est assurément une association ; il ne fait que les maintenir dans leur valeur. Mais comment qualifier celui qui a en vue l'irrigation de ces propriétés ou leur remembrement et qui aboutit à une augmentation de valeur ? Que décider des coopératives de consommation qui ne sont en dernière analyse que des unions défensives, de nature à diminuer la dépense, à permettre des économies plutôt qu'à augmenter la fortune de leurs adhérents ? La même question se pose pour les groupements d'assurance mutuelle et les associations d'obligataires, et d'une manière générale pour tous ceux qui ont en vue l'intérêt privé de leurs membres, mais qui ne leur distribue pas des sommes d'argent qui augmentent leur patrimoine.

La distinction des associations et des sociétés reposant sur l'idée du partage de bénéfices se comporte de manière insuffisante en face des exigences morales et sociales qui la dominent et en présence des réalités économiques et pratiques qu'elle doit satisfaire. M. Kayser propose de l'abandonner. « Il faut réunir le faisceau artificiellement séparé des groupements économiques et l'intégrer à la société », dont le domaine naturel s'étend des entreprises commerciales qui distribuent des dividendes à celles qui, sans distribuer de dividende, cherchent aussi l'avantage pécuniaire de leurs membres,

et comprendre sous le nom d'associations, tous les groupements qui ne poursuivant pas de pareils buts, « qui vont au delà des besoins de l'économie individuelle ». La distinction des deux catégories est donc celle de l'intérêt particulier et de l'intérêt général. Distinction traditionnelle, qui remonte aux origines du développement des forces collectives, et distinction actuelle qui correspond exactement aux formes organisées par le droit moderne. Il faut « établir un compromis délicat entre la compréhension formelle de l'association, qui ne va pas au delà des groupements formés dans l'intérêt général, et sa compréhension objective, qui s'étend jusqu'à certains groupements d'intérêt privé. Une formule semble réaliser l'équilibre des directions un peu contradictoires qui s'imposent à l'interprète : celle de *groupement d'intérêt patrimonial* pour la société, de *groupement d'intérêt extra-patrimonial* pour l'association » (1).

Mais M. Kayser juge même ce critère insuffisant, car il propose de frayer un nouveau chemin à l'assaut montant des énergies individuelles coalisées, en admettant l'introduction dans l'ordre juridique positif d'une nouvelle catégorie de groupements à caractère mixte, participant en même temps de la nature des associations et des sociétés, et poursuivant par conséquent des fins à la fois patrimoniales et extra-patrimoniales. Il s'explique longuement sur ce point dans les pages 158 et suivantes de son livre et analyse, à titre d'exemple, la structure juridique de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, de la Société des gens de lettres, des sociétés corporatives de consommation, des syndicats et de la société d'économie mixte. Au sein de tous ces groupements, la satisfaction des intérêts privés, patrimoniaux et extra-patrimoniaux

(1) PIERRE KAYSER. *Op. cit.*, pp. 150 à 157.

des membres, marche de pair avec celle d'un intérêt qui débordé le cadre individuel. Ainsi, la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, fondée par Scribe en 1828, commencée en syndicat, se poursuit en entreprise commerciale, pour se terminer en société de secours mutuels ; la Société des gens de lettres poursuit sous la forme d'une association reconnue des fins que la Cour de cassation a considérée comme sociales dans la Société des auteurs et compositeurs dramatiques ; les coopératives de consommation, quoique ne paraissant avoir qu'un but matrimonial : procurer la vie à meilleur marché à leur adhérents, envisagent un état économique dont la réalisation modifierait complètement la structure de la société, où les moyens de production et de répartition appartiendrait, non plus aux capitalistes, comme dans la société actuelle, mais à la masse organisée des consommateurs. C'est la doctrine officielle de la Fédération nationale des Coopératives de consommation de France ; les syndicats présentent une ambiguïté analogue ; formés d'abord pour défendre les intérêts matériels de leurs membres, ils se sont transformés par la suite en collectivités représentant la profession et s'arrogeant de ce chef des droits et obligations propres ; enfin, dans les sociétés d'économie mixte, l'Etat collabore avec les particuliers à la possession et au contrôle de certaines entreprises, qui sont, suivant les personnes par rapport auxquelles on les considère, des entreprises privées ou publiques. Par l'Etat, elles appartiennent au droit public ; par le reste de ses représentants, au droit privé. Dans ces sociétés, l'Etat a pris en mains la part d'intérêt général que comportait l'entreprise, en la transformant en entreprise publique. Mais par rapport aux autres individus qui y participent, elle reste d'intérêt privé.

Par leurs fins générales, ces collectivités appartiennent à la catégorie des associations ; par leurs fins privées, au contraire,

elles ressortissent du domaine des sociétés. Le problème est de donner de leur nature économique la traduction juridique la plus exacte.

La solution idéale serait de créer pour les collectivités mixtes, une nouvelle catégorie juridique; mais M. Kayser ne va pas jusqu'à la préconiser. Ces collectivités n'ont pas encore été assez analysées pour que se dégagent les caractères communs qui permettent de constituer un droit du genre. Il propose, pour y parvenir, d'élargir le domaine de la société en y comprenant d'abord toutes les initiatives émanant de groupements formés dans un intérêt patrimonial, quels qu'en soient le mode d'agir et le résultat dernier, et en leur accordant ensuite « la faculté de s'élever de l'intérêt personnel de ceux qui la constituent à l'intérêt plus général de ceux qu'elle emploie et même à un intérêt très général qui dépasse les uns et les autres » (1). Dans l'attente d'une généralisation, toutes les collectivités mixtes se revêtiront ainsi, provisoirement, de la forme de la société qui leur offre un moyen de réalisation satisfaisant de leurs fins patrimoniales et extra-patrimoniales à la fois.

Ce progrès serait possible en s'écartant du système de classement des personnes juridiques suivant le critère objectif de la fin poursuivie, et en adoptant le système du classement formel, plus souple et plus approprié aux besoins de la vie. Dans cet état du droit, les formes collectives seront vidées de leur objet et ne subsisteront que comme de purs schémas, parmi lesquels les fondateurs choisiront celui qui sera le mieux approprié aux fins qu'ils se proposent de poursuivre. D'après ce nouveau système, les sociétés et associations seront distinguées non suivant leurs buts lucratifs ou non, mais suivant leur forme, suivant leur organisation respective, « La liberté

(1) *Op. cit.*, PIERRE KAYSER, p. 333.

des particuliers ne serait plus limitée par l'imposition d'un moyen déterminé pour la poursuite collective d'une fin déterminée. Elle disposerait à sa guise des formes collectives, sous réserve toutefois de respecter ses formes elles-mêmes, de s'en vêtir exactement et de les garder tout au long de l'existence d'une collectivité » (1). La forme qu'a revêtue une collectivité sera ainsi irréfragable : « elle vaut par elle seule, elle ne peut être ruinée que par une contradiction interne de cette collectivité avec sa forme même » (2).



SECTION II

LES PRINCIPALES THÉORIES

N° 4. — *Classification*. — Saleilles (3) classe les théories émises sur la nature des personnes juridiques en trois catégories : système de la fiction, systèmes de la négation de la personnalité et systèmes de la réalité ou de la personne réelle.

§ 1. — *Le système de la fiction*:

N° 5. — *Exposé*. — Pour les partisans du système de la fiction fortement influencés par la philosophie individualiste de la Révolution, le point de départ de la personnalité juridique se trouve dans l'axiome que l'homme seul peut avoir des droits et que la juxtaposition de plusieurs droits parallèles est incapable de créer un droit nouveau et distinct de

(1) Pierre KAYSER, *op. cit.*, p. 336.

(2) *Ibidem.*, p. 339. V. également pour la distinction des sociétés et associations : THALLER : *Traité élémentaire de droit commercial*, 7^e éd. Paris 1925, n° 220 et suiv. HENRI HAYEM : *Domaines respectifs de l'association et de la société*, Paris 1907.

(3) *De la personnalité juridique*, p. 310.

celui des individus. On ne peut donc expliquer que par une fiction juridique l'idée de personnalité appliquée à d'autres choses qu'à des êtres humains. Le sujet de droit ainsi créé n'est qu'un produit de l'imagination qui échappé à toute réalité. C'est une construction juridique, un être idéal, qui jouit des droits uniquement parce qu'il est assimilé aux individus par un procès de fiction.

Cette théorie fondée sur le droit romain fut systématisée pour la première fois par Savigny (1) mais c'est surtout chez ses successeurs que les conséquences qui en découlent ont pris la rigueur d'une déduction mathématique (2).

N° 6. — *Conséquences* : 1). — L'Etat reste le maître absolu de la fiction dont il se sert. La personnalité juridique est une faveur de la loi, accordée aux établissements qui en paraissent dignes, et ne prendra naissance qu'au jour de la concession légale. La personne fictive n'existera qu'autant que l'autorité publique consent à lui reconnaître une existence artificielle et la même autorité qui l'a créée peut à tout instant la faire disparaître. 2). — Cette personne fictive n'a de personnalité qu'en vue d'une sphère d'action déterminée, au delà sa personnalité n'existe plus. Elle ne compte que dans les limites qui lui ont été tracées par l'acte de concession. Les actes qu'elle peut valablement accomplir sont préalablement déterminés, aussi bien que le rôle social qu'elle se propose d'accomplir. C'est ce qu'on appelle le principe de la *capacité restreinte* et de la *spécialité*. 3). — Au point de vue de la responsabilité pénale, la personne juridique n'étant qu'une fiction, par con-

(1) *Traité de droit romain*. Trad. GUÉNOUX, Paris 1841, T. II, p. 234 et suiv.

(2) Pour la bibliographie v. MICHOD : *La Théorie de la personnalité morale*, T. I, p. 16, note 1.

séquent n'étant pas susceptible d'une intention délictueuse personnelle, ne peut encourir aucune responsabilité pénale : seuls, ses agents, coupables du délit, seront punissables. De même en ce qui concerne la responsabilité civile, la personne ne sera jamais tenue en vertu de l'article 1382 du Code Civil, puisqu'elle n'a aucune existence juridique réelle. Elle ne sera jamais responsable que du fait de ces agents, par application de l'art. 1384 du Code Civil. 4). — Enfin, en droit international privé, l'idée de la fiction conduit à admettre que des personnes juridiques étrangères ne peuvent avoir de capacité sur le territoire de l'Etat qu'après une attribution de personnalité de la part de l'autorité locale (1).

§ 2. — *Les systèmes qui nient la personnalité.*

N° 7. — *Caractères.* — Ce groupe comprend les théories qui rejettent toute idée de personnalité réelle ou fictive. Il n'y a dans les prétendues personnes juridiques — affirment les tenants de cette théorie, que les personnes individuelles de leurs membres réunis en collectivité, collectivité de membres liés par contrat au cas d'association, ou de bénéficiaires anonymes désignés par leurs qualités s'il s'agit de fondation, laquelle n'est qu'une collectivité élargie. Et alors, la théorie de la personnalité juridique n'est qu'une modalité de la théorie de l'association pour les uns, ou de la théorie de la copropriété pour les autres.

(1) V. sur tous ces points : M. NAST : *Le Problème de la personnalité juridique*, dans la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1911. T. 78, p. 734 et suiv. V. aussi La Critique de la théorie de la fiction, dans MICHOUX, *op. cit.*, T. I, n° 8 et suiv. ; SALEILLES, *op. cit.*, p. 361 et suiv.

N° 8. — *Théorie de l'association.* — Cette théorie développée par Van den Heuvel (1) et reprise par de Vareilles-Sommières soutient que la personnalité juridique est purement et simplement une expression qui sert à désigner le groupement des individus intéressés. Les biens de la prétendue personne juridique appartiennent en réalité aux personnes physiques qui les gèrent et qui sont les seuls sujets de droits (2). La personnalité juridique devient chose inutile parce que tous les phénomènes que l'on a coutume d'y rattacher ne sont que des modalités des droits des personnes physiques. L'homme seul et a des droits. La personnalité des êtres juridiques n'est qu'une apparence. Elle ne constitue qu'un artifice des juristes, une somme d'échafaudage que l'on peut supprimer quand on s'est rendu compte qu'au fond, tous les droits qu'il soutient appartiennent à des individus.

Les personnes juridiques ne sont au fond que des associations en faveur desquelles la loi a admis, pour favoriser leur développement, certaines règles dérogatoires au droit commun et les biens que l'on considère comme leur appartenant ne sont en réalité que la copropriété de leurs membres. Seulement, c'est une copropriété soumise à des règles particulières. C'est le *régime personnifiant* caractérisé par les traits suivants : 1) un associé ne peut pas, sans le consentement de tous ou, ce qui revient au même, sans le consentement de l'administrateur, soustraire à la masse sociale, par des aliénations, sa part dans tout ou partie des objets communs ; 2) un associé ne peut pas poursuivre ni recevoir séparément le paiement de sa part dans le montant de la créance sociale ; 3) un associé ne peut pas être poursuivi isolément, soit par voie judiciaire,

(1) *De la situation légale des associations sans but lucratif en France et en Belgique*, 2^e éd. Paris, 1884.

(2) VAREILLES-SOMMIÈRES : *Les personnes morales*, Paris 1902, p. 147. « La personne morale est une personne fictive, d'origine purement doc.

soit par voie extra-judiciaire, pour sa part dans une dette sociale. Dans les rapports de l'association avec les tiers, tout se passe comme si les associés ne formaient qu'une personne unique, propriétaire du patrimoine social (1). Mais en réalité l'association n'est pas davantage une personne fictive qu'une personne réelle. « Il n'y a rien autre chose dans l'association « qu'un groupe d'individus reliés par une convention, c'est-à-dire rien autre chose que les associés. »(2)

La personne juridique ainsi comprise n'est pas une création législative mais le résultat du régime même auquel les associés se sont soumis.

N° 9. — *Théories se rattachant à l'idée de copropriété.* — Ces théories cherchent à réaliser l'unité patrimoniale sur le terrain et par les éléments constitutifs de la propriété.

a) La première voie est celle où se sont engagés à la suite de Brinz et Becker (3) les partisans de la théorie des droits sans sujet.

D'après ces auteurs la personnalité juridique se réduit en réalité à l'existence d'une masse de biens, d'un patrimoine affecté à un but déterminé. Un bien peut appartenir, non pas seulement à quelqu'un, mais aussi à quelque chose, à un but qui n'est pas pour cela une personne. Le patrimoine de la personne morale devient ainsi le patrimoine du but (*Zweckvermoege*n).

trinale, et qui, pour les seuls besoins de la pensée et du langage est censée titulaire de droits et d'obligations qui appartiennent en réalité à des personnes véritables ».

(1) VAREILLES-SOMMIÈRES, *op. cit.*, pp. 152-153.

(2) *Idem.*, *Du Contrat d'Association*, p. 36.

(3) BRINZ : *Lehrbuch der Pandekten*, § 59 et s. ; BEKKER : 1° *Zur Lehre von Rechtssubject*, dans *Jahrbücher für die Dogmatik* (1873), T. XII, p. 1 et s. (cité par MICHOUX, I. p. 38) ; 2° *Goldsmidts Zeitschrift des gesammten Handelsrechts*, IV, p. 499 (cité par V. Som. *Les personnes morales*, p. 124, note 3).

b) Une autre théorie débarrassée de toute fiction abstraite et compliquée, et excluant l'idée de personnification a été présentée par M. Planiol (1).

D'après M. Planiol l'idée de personnalité juridique n'est qu'une conception simple, mais superficielle, qui cache aux yeux la persistance, jusqu'à nos jours, de la propriété collective à côté de la propriété individuelle. Ce que l'on désigne sous le nom de personne juridique ne vise en réalité qu'une forme particulière de copropriété. C'est comme une sorte de tenure particulière, un mode de gestion patrimoniale. L'idée de personnalité juridique se ramène ainsi à la notion de patrimoine collectif.

Cette propriété collective ne doit pas être confondue cependant avec la propriété individuelle dans son état de copropriété indivise. L'indivision laisse subsister l'autonomie des parts individuelles. La propriété indivise c'est toujours la propriété individuelle avec confusion matérielle des parts. Au contraire, la propriété collective n'est rien de semblable. « Elle
« est un état particulier de la propriété, qui a en lui-même
« sa raison d'être et qui repose sur le groupement nécessaire
« des personnes auxquelles elle appartient ». La propriété collective supprime l'autonomie des parts individuelles.

Mais cette propriété parce qu'elle est collective ne cesse pas pour cela d'appartenir aux associés. Les droits individuels subsistent, mais tellement serrés et concentrés qu'on n'en peut disjoindre aucune part personnelle, tant que dure l'association. Tous ces droits individuels en se réunissant arrivent à ne faire qu'un droit unique, tellement ils sont inséparables.

Quant à la gestion de cette propriété collective, M. Planiol insiste sur la nécessité d'admettre un régime spécial, ayant

(1) PLANIOL : *Traité élémentaire de droit civil*, 10^e éd., T. I, N^o 3005 et suiv.

comme caractère principal d'être un régime *unitaire*, c'est-à-dire, de soustraire le patrimoine collectif aux volontés individuelles des membres, ce qui le différencie nettement du patrimoine possédé à l'état d'indivision.

La théorie de la propriété collective a été également adoptée par M. Berthélemy dans son *Traité élémentaire de droit administratif* (1), avec cette seule différence qu'il considère l'attribution de la personnalité aux collectivités comme une *fiction de droit*, tandis que pour M. Planiol la personnalité juridique est l'expression même de la propriété collective.

N° 10. — *Théorie d'Ihering*. — Les théories qui nient la personnalité se trouvaient déjà comme en germe dans l'explication que Ihering avait esquissée dans l'*Esprit du droit romain*. Pour lui déjà les véritables sujets de droit, ce ne sont point les personnes juridiques comme telles, ce sont leurs membres isolés. La personnalité juridique n'est que la forme spéciale dans laquelle ceux-ci manifestent leurs rapports juridiques avec le monde extérieur. Pour les associations, les véritables sujets de droit, ce sont les associés ; quant aux fondations ce sont les destinataires de la fondation, c'est-à-dire les malades, orphelins, indigents, etc.... (2).

Mais Ihering n'est pas aussi radical que ses successeurs. D'après lui, la personne juridique n'est, au moins pour le droit privé, qu'un instrument technique destiné à corriger le manque de détermination des sujets (3).

(1) 12^e édition 1930, p. 34 et suiv.

(2) IHERING *Esprit du droit romain*. Trad. MEULENAERE, 3^e éd. 1887, III, n. 58. « La personne juridique n'est pas elle-même le destinataire des droits qu'elle possède, ce sont les personnes physiques qui se trouvent pour ainsi dire derrière elle, qui les détiennent; elle ne fait que les représenter, elle est l'ayant cause technique nécessaire, peu importe qu'il s'agisse d'un cercle déterminé d'individus (*Universitas personarum*) ou d'une quantité indéterminée (*Universitas bonorum*) ».

(3) V. L'extension du système négatif de la personnalité aux personnes de droit public, encadré dans une philosophie générale du droit, dans DUGUIR : *Traité de droit constitutionnel*, I, 3^e éd. 1927, p. 451 et suiv. ; II, (3^e éd. 1928), p. 1 et suiv. ; 34 et suiv. ; 68-69 ; 82.

§ 3. — *Les systèmes de la réalité.*

N° 11. — *Traits caractéristiques.* — Cette troisième catégorie comprend les doctrines d'après lesquelles les personnes juridiques, loin d'être des fictions de la loi, ou de simples artifices derrière lesquels se cachent des patrimoines sans maîtres ou des individus, sont des êtres collectifs réels (reale Gesamtpersonnen). Dès qu'une association ou une fondation se trouve être licite d'après le droit public, elle acquiert une personnalité de fait concrète, sans aucune concession légale. L'Etat ne fait qu'enregistrer la naissance d'un nouveau sujet du droit. Et si la loi, pour des motifs tirés des circonstances, croit devoir subordonner la formation de l'institution, ou son attribution de capacité, à une concession de l'Etat, cette dernière ne fera jamais que reconnaître un fait juridique pré-existant, une réalité de droit qui existait déjà en fait avant d'être légalement consacrée. L'autorisation n'aura plus le caractère d'une concession de capacité mais celui d'une reconnaissance de personnalité, qui existera dès le jour où les éléments de fait qui la constituent se seront trouvés réunis. Elle datera par exemple du jour de l'acte de fondation.

La personne juridique ainsi conçue aura pleine capacité de poursuivre et de défendre ses droits, alors même qu'il ne s'agit pas de droits patrimoniaux proprement dits.

Elle se rencontrera cependant avec le système de la fiction sur le point de la spécialité. La personnalité est bien une réalité mais une réalité conditionnée par les éléments qui la constituent. Elle n'a d'effet que dans la mesure où la personne ainsi réalisée agit dans les limites qui lui sont tracées par le but qu'elle poursuit. Seulement, le principe de spécialité s'interprètera avec plus de largeur que dans le système de la fiction parce qu'il aura un autre fondement.

Au point de vue des infractions, délits et quasi-délits civils, que les organes représentatifs peuvent commettre, la logique du système exige une responsabilité directe de la personne juridique elle-même. La peine sera évidemment de nature pécuniaire.

De plus, la personnalité juridique d'une association ou d'une fondation régulièrement constituée dans son pays d'origine, doit être reconnue comme telle dans les pays étrangers, sauf prohibition ou limitation possible dictée par les règles d'ordre public du pays intéressé.

N° 12. — *Théories de la volonté.* — Un premier groupe d'auteurs essaye de démontrer la réalité de la personne juridique en la basant sur la volonté. La personne juridique est une personne réelle parce qu'elle a une volonté collective distincte de la volonté des individus.

Cette volonté collective, d'aucuns la prouvent à l'aide de la théorie organique des sociétés, dont les partisans attribuent aux sociétés des volitions semblables à celles qui se produisent dans l'organisme humain. Tout groupement organisé et hiérarchisé est considéré comme un être vivant, autonome, un vaste corps organique, semblable au corps humain et dont chacun des individus qui le composent serait au groupement ce qu'est la cellule à l'organisme humain (1). Il est doué de volonté dans la même mesure que les individus, et sa volonté a le même degré de réalité. Tout organisme pouvant être considéré comme capable de volition, sera apte à devenir une personne juridique.

D'autres, tel Zitelmann (2), prennent un point de départ différent de celui de l'assimilation des groupes sociaux aux organismes biologiques.

(1) WORMS : *Organisme et Société*, Paris 1896.

(2) *Begriff und Wesen der sogenannten juristischen Personen*, Leipzig 1873 (p. 62 et suiv.).

Zitelmann présente une théorie toute idéaliste, il parle bien d'unité organique, mais il entend par là simplement l'unité des diverses parties concourant à former un tout. Ce qui est uni dans les personnes collectives ce ne sont point les hommes mais les volontés (Willenstheorie). Car ce n'est pas l'homme qui est le véritable sujet du droit, mais la volonté humaine. Les volontés ainsi groupées ont en elles un principe d'unité qui est la communauté du but. Leur réunion constitue donc un tout organique distinct des parties qui le composent et possédant la qualité commune à chacune d'elles, c'est-à-dire comme elles, il est une volonté.

En matière de fondation, la volonté, sujette du droit, sera celle du fondateur lui-même.

En France, la théorie de la personnalité juridique basée sur la volonté a trouvé sa première expression dans le Contrat Social de Rousseau, qui n'en donne cependant pas une théorie générale et complète.

La théorie de la volonté est représentée dans la doctrine roumaine, par M. Istrati Micesco, professeur à l'Université de Bucarest, qui développe ses idées dans une remarquable thèse de doctorat soutenue devant la Faculté de droit de Paris en 1907 (1).

L'analyse découvre dans toute personne juridique l'existence d'un patrimoine de création technique, jouissant d'une individualité propre et ayant un siège social pareil au domicile des personnes physiques. Or, comme tout droit implique à titre de ressort, sans lequel il ne saurait exister, un sujet actif, ce patrimoine, dont la seule raison d'être est sa destination, doit

(1) *La personnalité morale et l'indivision comme constructions juridiques*, Thèse, Paris, 1907, p. 88 et suiv.

Comp. DEM. NEGULESCO : *Le problème juridique de la personnalité morale et son application aux sociétés civiles et commerciales*, Thèse, Paris, 1900, p. 50 et suiv.

nécessairement avoir un sujet. Ce sujet, c'est la volonté qui l'administre. « L'identité d'une volonté comme sujet d'un patrimoine ne s'établit par la synthèse des manifestations « poursuivant le même but, accompagnées de signes conventionnels dont l'emploi constant est pourvu d'une sanction » (1). Mais comme les droits n'ont pas en eux-mêmes leur finalité, celle-ci leur étant extérieure, « résidant tout entière dans « les buts reconnus justes et utiles à la vie par la conscience collective », cette volonté, en tant que sujet actif, n'est qu'un instrument aussi bien que le droit en question (2). Le sujet des personnes juridiques n'est donc que le moyen par lequel un droit fonctionne pour servir son destinataire, ce n'est que la volonté qui déclanche et met en œuvre la puissance sociale incluse dans un droit. Le patrimoine et son sujet juridique, *la volonté agissante*, ne sont que des moyens existant à raison des destinataires et pour servir leur utilité. En conséquence ce n'est pas l'Etat qui crée le droit mais l'utilité reconnue légitime par la conscience collective dont l'Etat est l'organe. Le rôle de l'Etat ne doit être autre que celui d'un contrôleur officiel de la conformité de cette volonté individuelle avec l'ordre public. Son intervention n'aura plus lieu avant la formation du patrimoine technique, pour ériger le fait en droit, mais après, pour retirer le caractère de droit au fait reconnu nuisible, en refusant d'accorder à ses manifestations la vertu de créer des effets de droit, par une théorie appropriée à la nullité.

N° 13 . — *Théorie institutionnelle de M. Hauriou*. — M. Hauriou met à la base de toute personnalité juridique un élé-

(1) I. MIESCO, *op. cit.*, p. 93.

(2) « Les droits ne sont autre chose que des moyens octroyés par les organes de la conscience collective aux besoins reconnus légitimes, des puissances sociales au service des hommes » (*Op. cit.*, p. 95).

ment objectif. « La personnalité juridique a pour support l'individualité objective d'une institution, prise dans son ensemble, et dans cette individualité objective, se trouvent à la fois un centre de volonté, un centre d'intérêt, un centre de fonction, et il n'y a pas de raison pour rattacher la personnalité à l'un de ces éléments plutôt qu'à l'autre ». (1) La personnalité s'appuie à la fois sur les trois éléments qui forment une synthèse, une substance homogène.

Partant de cette individualité objective, M. Hauriou fait une distinction importante entre la personnalité *morale* et la personnalité *juridique*. La personnalité juridique est ce que le droit saisit du sujet, mais il ne saisit pas tout. C'est « le « sujet envisagé en tant que capacité d'acquérir des biens « dans les relations du commerce juridique » ou le « sujet « envisagé en tant que sujet de droits ». (2) Tandis que la personnalité morale, c'est « l'idée de l'œuvre sociale, en tant qu'elle aspire à se réaliser comme un sujet conscient dans la volonté commune des membres du groupe » (3). C'est le sujet lui-même, et toute organisation sociale constituant un être social distinct, dans une certaine mesure, des individus qu'elle enferme peut revêtir cette qualité. « Une personne morale est « essentiellement une entreprise collective organisée corpo-
« rativement, qui, s'étant approprié par l'élément de son grou-
« pe des associés, le capital de compétence et de pouvoir accu-
« mulé dans ses organes a acquis à la fois le sens propre et
« la liberté intérieure et ainsi est devenue un sujet » (4). Le phénomène de la personnification relève donc de la psychologie positive et ne présente aucun caractère métaphysique.

(1) HAURIOU : *Principes de droit public*, 2^e éd., p. 89.

(2) *Op. cit.*, p. 253.

(3) *Ibidem*, p. 267.

(4) *Précis de droit administratif*, 10^e éd., p. 86.

« La personnalité morale des corps constitués est une *institution sociale et morale*, tandis que la personnalité juridique « n'est qu'une *institution juridique* ». (1) Partant, la personnalité morale des corps constitués peut avoir une réalité *en qualité d'institution sociale et morale*, alors même que la personnalité juridique serait considérée comme un simple moyen de la technique, destinée à adapter aux exigences du droit l'être moral de ces institutions sociales. Mais la réalité de la personnalité morale une fois admise, la personnalité juridique elle-même devient indiscutable; elle ne découle, car « elle « n'est qu'une retouche et une stylisation de la personnalité « morale et par conséquent elle repose sur le même fond de « réalité » (2).

En opérant le rapprochement du sujet moral et du sujet juridique, M. Hauriou donne de la personnalité juridique qu'il appelle la *personnalité subjective des institutions sociales*, la *formule suivante* : « C'est l'idée de l'œuvre sociale, en tant « qu'elle aspire à se réaliser dans la volonté commune des « membres du groupe comme un sujet moral et comme une « capacité d'acquérir des biens ».

Dans les personnes subjectives reconnues par le droit, les deux éléments du sujet moral et du sujet juridique coexistent, mais d'une façon plus ou moins apparente, et, tantôt c'est le sujet moral qui fait présumer le sujet juridique, tantôt c'est l'inverse. Tel est le sens de la distinction classique entre les associations et les fondations.

Ainsi, la personne juridique complète est constituée par trois éléments : 1° l'idée de l'œuvre sociale à réaliser ; 2° une volonté d'aspiration qui est la volonté commune des membres du groupe ; 3°/ une volonté de puissance ou de réalisation

(1) *Précis de droit constitutionnel*, 2^e éd., p. 205.

(2) *La théorie de l'institution et de la fondation*, *Cahiers de la nouvelle journée*, n° 4, 1925, p. 43.

qui est la volonté de l'organe de direction (1). Cette réalité sociale qu'est la personnalité juridique se manifeste par la volonté collective qui se dégage de l'ensemble des volontés individuelles associées et qui est mise ainsi au service de l'institution elle-même à titre fonctionnel. Ainsi ne faut-il pas commettre l'erreur de croire que c'est la volonté commune qui sert de sujet dans l'institution sociale ; c'est l'*idée sociale*, en tant qu'acceptée par la volonté commune, qui doit être soigneusement distinguée de la prétendue *volonté générale* de Rousseau (2). La volonté commune n'est qu'un élément du sujet, elle n'est qu'une volonté d'aspiration et d'adhésion, comme elle n'est aussi qu'une volonté de sujétion. Suivant M. Hauriou, la doctrine de la réalité des personnes morales implique une certaine croyance philosophique à la vie propre des idées et à la nature foncièrement idéale des êtres.

Cette théorie se rapproche de la doctrine de Michoud, pour qui les personnes juridiques sont « des centres d'intérêts juridiquement protégés », en ce que les deux écartent la volonté commune comme fondement de la personnalité, et en ce que le centre d'intérêts collectifs et l'idée d'œuvres sociales sont deux façons de traduire une même réalité qui est celle du but social. Mais elles comportent des différences : le centre d'intérêt collectif est un élément matérialisé, tandis que l'idée de l'œuvre sociale est un élément spiritualisé ; Michoud ne distingue pas l'individualité objective de la personnalité subjective.

N° 14. — *Théorie de Gierke* (3). — C'est une théorie organiciste mais elle ne s'identifie pas avec la théorie biologique.

(1) Sur le développement de ces trois idées, V. *Cahiers de la nouvelle*

(2) *Principes*, p. 269.

(3) V. SALEILLES, *op. cit.*, p. 528 et suiv.

D'après Gierke, l'organisme que constitue une collectivité organisée n'est pas identique à celui de l'individu humain.

Il suffit de se trouver en présence d'une organisation constituée en vue de réaliser une volonté qui lui appartient en propre, pour avoir un nouveau sujet de droit. Peu importe qu'il n'y ait, pour lui servir de cause originaire, aucun centre vital qui en soit le siège, comme ce qui existe chez l'homme. La volonté collective suffit, au point de vue juridique, à justifier l'attribution de personnalité à l'être en qui elle se réalise.

N° 15. — *Théorie de Saleilles*. — La théorie de Saleilles repose sur une philosophie du droit à base sociale. « Le droit « subjectif est un pouvoir mis au service d'intérêts de caractère social et exercé par une volonté autonome » (1). Ainsi, contrairement à ce que disaient les partisans de la Willens-théorie, la volonté n'est qu'un instrument au service du droit et non un but. Les droits n'impliquent aucun lien d'attache forcée à une volonté qui s'y rattache pour en procurer la réalisation. Sera donc considéré comme sujet du droit « tout ce « qui sur le terrain du droit sera constitué de façon à réaliser « un pouvoir de la nature de ceux qui ont le caractère de droits subjectifs » (2).

Tout être juridiquement organisé, capable d'être investi d'un pouvoir constitutif de droit subjectif, sera, par suite une personne au sens juridique du mot. Le type en est la personne humaine, laquelle est, en elle-même, le but et la fin de tous les droits, puisque la société n'existe que pour assurer à ses membres le développement de leur personnalité. Mais de ce que le droit implique un sujet, ce sujet ne s'identifie pas forcément avec la personne humaine. Toute entité constituée à titre suffisamment autonome et productive d'activité juridique devient un sujet de droit, dès qu'elle a une volonté capable d'exercer

(1) SALEILLES, *op. cit.*, p. 549.

(2) *Ibidem*.

les pouvoirs qui lui sont attribués à titre de droits. L'individu est sans doute organisé pour exercer et réaliser le droit ; mais un groupe d'individus lorsque ceux-ci sont organisés de façon à vouloir, à décider et à agir, sera de beaucoup supérieur à l'individu comme organisme juridique, comme instrument producteur de droit. La personnalité repose ainsi sur une conception essentiellement juridique comportant la réunion dans une synthèse individuelle qui en réalise l'unité juridique, des trois éléments suivants : un élément objectif (organisme), un élément subjectif (volonté), un élément social (but) (1).

Le système de Saleilles implique par conséquent que le droit n'est pas une réalité de l'ordre matériel mais un concept de l'esprit, une relation qu'il établit entre une réalité de l'ordre externe et les objets soumis à son appropriation ou à sa dépendance. Et la personnalité, considérée au point de vue de ses caractères constitutifs est une relation analogue, établie par l'esprit entre une réalité de même ordre et la possibilité de servir d'attributaire à ces sortes de rapports juridiques que l'on appelle des droits. La volonté ne sert que de moteur juridique, pour la mise en train du droit. Elle n'est qu'un élément secondaire, capable de s'adapter à toute la gamme de rapports dérivés des nécessités de la pratique, sans qu'il y ait lieu à se préoccuper si l'être organisé pour agir sous la forme juridique possède lui-même une volonté psychologique ou n'est qu'un ensemble composé de plusieurs volontés coordonnées.

La théorie de Saleilles vient en ligne directe des études de Gierke, et se rapproche de la doctrine de Jellinek (2), qui tout en maintenant comme indispensable dans la notion de personne celle d'une volonté lui appartenant en propre, prend cependant fermement position contre la théorie de la volonté et de

(1) V. Les développements : SALEILLES, *op. cit.*, p. 584.

(2) *System der subjectiven. öffentlichen Rechte, allgemeiner Theil*, III, p. 12 et suiv.

l'organisme et fait ressortir la nature essentiellement juridique de la personnalité.

N° 16. — *Théorie de Michoud*. — Michoud prend comme point de départ de sa théorie de la personnalité juridique une conception du droit basée sur l'intérêt, au sens d'Ihering, mais en y ajoutant la notion de volonté chargée d'en assurer la garantie. Il définit le droit subjectif : « l'intérêt d'un homme » ou d'un groupe d'hommes juridiquement protégé au moyen « de la puissance reconnue à une volonté de le représenter et « de le défendre » (1).

D'après cette définition sera considéré comme sujet de droit tout être, collectif ou individuel, dont l'intérêt se trouve ainsi garanti, alors même que la volonté qui le représente ne lui appartiendrait pas en propre, au sens métaphysique du mot. Il suffit que cette volonté puisse lui être socialement ou pratiquement attribuée pour que la loi, *sans s'écarter de son rôle d'interprète des faits sociaux* doive la considérer comme la sienne. L'attribution de la personnalité à des groupements humains ou à une œuvre idéale sera donc subordonnée à la réunion des conditions suivantes : un intérêt distinct des intérêts individuels ; une organisation capable de dégager une volonté collective qui puisse représenter ou défendre cet intérêt. Mais le fondement de la personnalité n'est pas dans l'élément volonté ; celui-ci n'est que le moyen qui permet à la personne collective d'agir et d'exercer les droits qu'on lui attribue. Par ce côté la théorie de Michoud marche de pair avec celle de Saleilles et reste comme celle de ce dernier sur le terrain juridique.

(1) *La théorie de la personnalité morale*, 2^e éd. (1924), I. p. 103. Cette définition est aussi celle de JELLINEK, qui dans la première édition de son *System der subjectiven öffentlichen Rechte* (1892, p. 42) définissait le droit « Le bien ou l'intérêt protégé par une force de volonté appartenant à l'homme ou plutôt par un pouvoir de vouloir appartenant à l'homme ».

Mais cet être n'est pas, vis-à-vis du milieu dans lequel il prend naissance, sujet du droit, du seul fait de la réunion des deux conditions. Il faut pour cela que ce milieu juridique reconnaisse sa personnalité. L'organe du droit autorisé à exercer ce pouvoir de reconnaissance, c'est l'Etat.

Pour l'individu lui-même, dont la personnalité juridique est aujourd'hui reconnue comme découlant de son existence même par les législations de tous les peuples civilisés, cette condition a été nécessaire. La reconnaissance des groupes qui lui sont subordonnés est une opération de même nature. L'être collectif résulte de certaines relations qui appellent une réglementation juridique. L'Etat, organe du droit, et gardien de l'ordre public aura à régler ses relations et à vérifier si les règles posées par lui ont été observées. Il appartient à l'Etat de fixer pratiquement la limite entre les domaines d'application des divers concepts juridiques, et par conséquent dans une certaine mesure, de choisir parmi les associations ou les fondations celles qui doivent être placées en deça ou au delà de la limite du concept de la personnalité. Mais son rôle ne sera jamais un rôle de créateur.

N° 17. — *Etat de la doctrine en Roumanie.* — La doctrine roumaine n'a pas encore dégagé de théorie originale en matière de personnalité juridique. L'époque moderne ne commençant pour le droit roumain qu'aux environs de l'année 1865, cette élaboration n'a pas eu le temps de se produire, et les jurisconsultes, soucieux de donner à la vie juridique du peuple roumain un rythme plus adéquat aux besoins de la vie moderne, ne pouvaient s'imposer d'autres tâches que de travailler à l'adaptation, dans le pays, des institutions juridiques modernes.

La plupart de ces jurisconsultes, formés à l'école individualiste française et influencés par la pratique de l'ancien droit roumain ont adopté la théorie de Savigny. La jurisprudence moderne ne s'est pas rangée sans quelques hésitations à leur avis, et il n'est pas sans intérêt de rappeler, — et nous le ferons plus loin, — les retours offensifs de sa résistance. (1)

Mais, quelque ancrée fût dans les esprits la théorie de Savigny, des voix autorisées ne manquèrent pas de souligner de toute l'autorité qui s'attachait à leurs noms la nécessité de s'engager dans la voie d'une plus grande liberté corporative. Nous avons déjà rappelé la thèse de M. Micesco ; nous résumerons, pour terminer ce chapitre préliminaire, la pensée d'un des plus illustres représentant de la science juridique roumaine, le professeur Mathieu Cantacuzène, dont la disparition a laissé un vide difficile à combler dans l'enseignement du droit, et dont les convictions réalistes ont beaucoup contribué à la formation de l'état d'esprit favorable à la réforme de 1924. Ses idées, que nous partageons entièrement, se trouvent exposées dans une remarquable étude consacrée aux personnes juridiques et la liberté individuelle (2).

D'après lui, le concept de la personnalité juridique ne reflète de manière exclusive ni l'idée de pouvoir unitaire, c'est-à-dire de titulaire doué des pouvoirs inhérents au droit de propriété, ni celle d'intérêts collectifs, c'est-à-dire des destinataires bénéficiaires des droits patrimoniaux. Ce concept, issu des nécessités inéluctables de la vie sociale, à travers toute la complexité de leurs manifestations pratiques, réside dans la synthèse concrète et réelle de ces deux éléments. Cette synthèse prend corps dans les institutions créées par la libre

(1) V. *Infra*, n° 50.

(2) M. CANTAGUZÈNE : *Despre libertatea individuală și persoanele juridice*, Bucarest 1924.

manifestation des pouvoirs individuels autonomes, exercés dans les limites permises par l'ordre public. Ces institutions auront pour mission de personnifier les besoins collectifs permanents et pourvoir à leur satisfaction par une volonté statutaire, institutionnelle et autonome. Cette volonté est mise en mouvement par l'organe représentatif, chargé de faire participer à la vie juridique les pouvoirs enlevés au domaine des droits individuels et unis en un faisceau distinct et indépendant.

En cas d'association le pouvoir autonome distinct se matérialise dans l'activité et la volonté collectives des associés pris dans leur unité corporative. Pour la fondation, ce pouvoir réside dans l'établissement même et dans le patrimoine affecté à la réalisation du but visé par le fondateur.

Ces organismes auront la qualité de sujets de droit, non en vertu d'une concession de l'Etat mais par la puissance d'une cause initiale résidant dans la ou les volontés individuelles, où les organes puisent leur pouvoir de vie juridique et sociale autonome (1).

(1) Telles sont, très sommairement exposées, les principales théories par lesquelles la doctrine cherche la solution du difficile problème de la personnalité juridique. Et encore sommes-nous loin de nous être arrêté à tous les auteurs que préoccupe cette question et plus particulièrement aux conceptions de Ferrara, de Hoelder, de Binder et d'Otto Mayer, pour l'exposé desquelles nous renvoyons à l'ouvrage de MICHoud (*op. cit.*, p. 183 à 189). Pour les théories concernant spécialement les fondations nous renvoyons à la thèse de M. MARIUS RADULESCO (*La fondation privée (Stiftung) dans le droit allemand*, thèse, Paris, 1924, p. 24-47). Le cadre restreint de ce chapitre préliminaire ne nous permettant pas de faire un examen critique de toutes ces théories, — et voudrions-nous le faire, ce ne serait qu'un résumé bien imparfait des pages magistrales qui leur ont été consacrées par des juristes aussi éminents que Michoud, Saleilles, Ferrara et d'autres encore, — nous renvoyons à cet égard à leurs ouvrages.

TITRE I

LA PERSONNALITE JURIDIQUE AVANT LA LOI DU 6 FEVRIER 1924

CHAPITRE I

L'HISTOIRE DE LA LEGISLATION

SECTION I

LES SOURCES DU DROIT ROUMAIN (1)

N° 18. — *Introduction des lois romaines.* — Lorsque la Dacie, après la défaite du roi Décébale par l'Empereur Trajan

(1) V. sur les Sources du droit roumain : D. ALEXANDRESCO : *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, Paris-Bucarest 1898, p. 466 et suiv. ; *Explicațiune teoretică și practică a dreptului civil roman*, Jassy 1886, t. I, Introduction. J. PERETZ : *Istoria dreptului român*, Bucarest 1915. HENRI ZAMFIRESCO : *Les origines du droit privé roumain*, Thèse, Paris, 1923.

Pour l'intelligence complète de l'évolution du droit roumain il serait nécessaire de présenter également un tableau succinct de l'histoire politique de la Roumanie. Cela dépasserait cependant les cadres de cette étude. V. sur ce point N. JORGA : *Histoire des Roumains et de leur civilisation*, Paris, 1920. GEORGES FORTINO : *Contribution à l'étude des origines de l'ancien droit coutumier roumain*, Thèse, Paris, 1925, p. 37 à 58.

(106) et la dispersion de la nation dace, fut réduite en province romaine et repeuplée par l'élément latin, elle reçut de ses nouveaux habitants les lois de Rome. Ces lois restèrent en vigueur aussi longtemps que le pays fut soumis aux Empereurs de Rome et de Constantinople.

Après la chute de l'empire romain, l'invasion des barbares couvrant d'un voile d'incertitudes la vie du nouveau pays, seules, des anciennes institutions, l'Etat et l'Eglise se maintinrent. Mais les lois de Rome y gardèrent toute leur vigueur, même après l'invasion des barbares, sous forme de coutumes (*obiceiu*), et furent investies de leur majesté originelle par les codifications postérieures au XV^e siècle.

N^o 19. — *Code d'Alexandre Le Bon*. — La codification du droit roumain commença en Moldavie sous le règne d'Alexandre Le Bon (1400-1432). Démètre Cantemir (Prince de Moldavie en 1693 et de 1710 à 1711) dit, dans sa « Description de la Moldavie », qu'Alexandre Le Bon reçut de l'Empereur Jean Paléologue, avec le diadème royal, les lois impériales contenues dans les *Basiliques*. De ces livres volumineux il tira l'extrait qui constitua la première collection de lois du pays (*Pravila*) et qui, malheureusement, ne nous est pas parvenue.

N^o 20. — *Code de Basile Loupou* — (*Le Loup*). — (Prince de Moldavie de 1634 à 1653) — Deux siècles plus tard, en 1646, Basile Loupou fit imprimer à Jassy un nouveau Code, emprunté comme le précédent aux *Basiliques*. Ce Code, fort incomplet, ne contenait que des lois pénales et agricoles. Quant aux lois civiles il ne contenait que ce qui était nécessaire aux besoins de l'époque.

N° 21. — *Code de Mathieu Bassarabe* (1632-1654). — Le Prince Mathieu Bassarabe de Valachie, contemporain et ennemi mortel de Basile Loupou, ne voulant se montrer en rien inférieur à son rival, fit imprimer en 1652 son grand Code, ou « Guide de la loi », qui n'était qu'une traduction des Basiliques et du *Nomocanon* ou commentaire d'Alexis Aristhène sur l'*Epitome canonum*, et qui a eu force de loi en Valachie jusqu'au Code civil (1865).

N° 22. — *Sort de ces codifications* — A l'avènement des Princes phanariotes dans le pays (1711) tout changea ; la corruption arriva à son comble ; le pillage et l'abus furent à l'ordre du jour. L'idée de droit paraissait à jamais bannie et la justice était, comme tout le reste, à l'encan. Le Code Basile Loupou était tombé en désuétude et ne se trouvait même presque plus, comme l'atteste le Prince Charles Calimaque dans le décret de promulgation de son Code. Les juges et les Princes s'appuyaient pour rendre la justice et pour donner à leurs sentences un semblant de légalité, sur les *Constitutions impériales*, les *Novelles* de Justinien et de Léon, l'abrégé des Basiliques (*synopsis*), la paraphrase des *Institutes* de Justinien faite par Théophile et le *Manuale legum dictum Hexabiblos* (Promptuarium Juris civilis) d'*Harménopule*.

N° 23. — *Code Thomas Carra*. — Pour remédier au mal, Alexandre C. Morouzi, (Prince de Moldavie 1802-1806), l'un des Princes phanariotes, ordonna à l'échanson Thomas Carra de traduire en grec moderne le manuel d'Harménopule, ce qui fut fait en 1804. Mais le Prince Morouzi, comprenant que les Basiliques étaient la vraie loi du pays et non le Promptuaire d'Harménopule, connu depuis peu en Moldavie, ordonna de nouveau à Carra de composer un Code civil et un code pénal en

prenant pour modèle les Basiliques. Mais, Thomas Carra décédé en 1806, n'eut plus le temps d'achever cette œuvre.

N° 24. — *Code d'Andronaki Donitch*. — L'écrivain Andronaki Donitch, grand jurisconsulte et véritable savant pour son époque, regrettant l'absence d'une législation positive, rédigea en roumain un manuel de droit ou extrait des livres du droit de l'Empire, avec des renvois aux Basiliques et au Promptuaire d'Harménopule. Ce livre, imprimé à Jassy en 1814, eut force de loi jusqu'en 1817, époque de la mise en vigueur du code Calimaque. Dans ce Code, les peines sont très dures et aussi barbares qu'au Moyen-Age. Elles ne furent abolies qu'en 1832 par le Règlement Organique.

N° 25. — *Code d'Alexandre Ypsilanti*. — Cette même absence de lois se présentait aussi en Valachie où le Code de Mathieu Bassarabe était depuis longtemps tombé en désuétude et où les juges appliquaient les Constitutions Impériales, ainsi que l'atteste le Prince Alexandre Ypsilanti (1774-1782), dans le préambule de son Code de 1776.

Le fond de l'ouvrage d'Ypsilanti, publié en grec et en roumain, est toujours le droit romain, mais il y a cette fois ci à mentionner de notables modifications dues à la coutume et aux opinions du Prince lui-même, homme à l'esprit juridique très développé.

N° 26. — *Codes Calimaque et Caragea*. — Les Codes Andronaki Donitch (en Moldavie) et Ypsilanti (en Valachie) eurent une courte durée, car en 1817 les deux principautés furent dotées chacune d'une nouvelle législation : la Moldavie, du code Calimaque ; la Valachie, du code Caragea.

Ces deux Codes ont été promulgués en langue grecque et élaborés, le premier par le jurisconsulte Anania Couzanos,

et le second par Athanase Christopoulo et Nestor Kraïovesco.

Le code Calimaque, qui a plus de 2.000 articles, et qui est de beaucoup supérieur au Code Caragea, reproduit en grande partie le Code autrichien, lequel ne lui est antérieur que de quelques années (1811). Ce Code écrit en langue grecque, imprimé pour la première fois à Jassy, en 1816, a été traduit en roumain en 1831, sous le gouvernement provisoire du Général Kisselef, par trois jurisconsultes, Flechtenmacker, Bojinca et Assaki. La seconde édition est de 1851, la dernière de 1862.

Quant au Code Caragea (Prince de Valachie, 1812-1818), imprimé pour la première fois à Vienne en 1818, toujours en grec moderne et traduit en roumain par Vacaresco, il se rapproche davantage du manuel d'Harménopule. Il est beaucoup moins systématique et moins complet que le code Calimaque.

Les Codes Calimaque et Caragea ont été en vigueur jusqu'au 1^{er} décembre 1865, date de la promulgation du Code civil actuel. Ils ont été néanmoins modifiés en partie par des lois postérieures et notamment par le Règlement Organique.

N° 27. — *Règlement Organique.* — C'est l'œuvre du protectorat de la Russie sur les principautés roumaines, institué par le traité d'Andrinople du 14 septembre 1829. Ce Code fut voté par les Assemblées et mis en vigueur en 1831. Durant trente-sept années, il devait tenir lieu de Constitution dans les principautés roumaines.

Le Règlement Organique a profondément modifié les Codes Calimaque et Caragea. Mais, quoique tendant à favoriser la classe des Boyards, il constitue néanmoins un incontestable progrès sur l'état de choses antérieur. Cette législation contient en effet, en germe, tous les principes du droit moderne. Ainsi, c'est lui qui introduisit en Roumanie la séparation des pouvoirs, le régime parlementaire, l'instruction publique, les

actes de l'état civil, la publicité, dans l'intérêt des tiers, du transfert des droits réels immobiliers, l'autorité de la chose jugée, etc...

La réunion des deux principautés et l'unification de la législation qui devaient avoir lieu trente ans plus tard, y sont formellement prévues (art. 425, 426).

N° 28. — *Code civil.* — Après le coup d'Etat de 1864, le Prince Alexandre Jean Couza (1859-1866) voyant que le moment était venu de doter le pays d'une législation uniforme, se décida à introduire cette réforme radicale, en invitant le Conseil d'Etat d'élaborer un Code civil. De ce travail est sorti le Code civil roumain de 1865, qui reproduit presque entièrement, les dispositions du Code Napoléon.

*
**

SECTION II

A PERSONNALITE JURIDIQUE ET LES TEXTES JUSQU'AU CODE CALIMAQUE

N° 29. — *Silence des textes.* — L'examen des monuments législatifs que nous avons indiqués révèle que jusqu'au Code Calimaque de 1817, la personnalité juridique n'avait reçu aucune consécration légale. Les anciennes lois roumaines à quelques rares exceptions près, se rapportent plutôt à des privilèges reconnus aux églises, aux monastères et à quelques institutions de bienfaisance, existant déjà. Ainsi, le Code Matheiu Bassarabe, parle dans son paragraphe 116 des biens affectés par des particuliers à la fondation des monastères et de l'autorisation que les fondateurs devaient obtenir, à cet

effet, de l'autorité religieuse supérieure. Le Code Ypsilanti institue « l'Ephorie de la Caisse de Bienfaisance » et le Code d'Andronaki Donitch accorde aux monastères le droit de recevoir des donations (1).

Le Code Caragea lui-même, quoique contemporain du Code Calimaque, ne s'occupe nulle part des associations et fondations. Il mentionne seulement les sociétés de commerce au chapitre XIV de la troisième partie.

N° 30. — *Explication du silence des textes.* — Ce fait nous conduit naturellement à nous demander pourquoi les anciennes lois roumaines, inspirées directement de la législation de Rome (2) se désintéressaient-elles, jusqu'au Code de Calimaque, d'une institution qui se trouvait pourtant réglementée en droit romain ? Car celui-ci, à côté des êtres humains ayant une vie physique, reconnaissait bien comme pouvant avoir une existence juridique d'autres personnes dont l'existence n'était admise que par abstraction et qui, groupées sous les noms de *Universitates Personarum* et *Universitates Rerum*, correspondaient à nos associations et fondations d'aujourd'hui (3).

La réponse nous paraît pouvoir être donnée par l'existence de deux causes également puissantes et décisives. Une cause générale, tenant à l'état rudimentaire de la science juridique dans les anciennes principautés valaque et moldave, et une cause particulière, due à la pratique de l'ancien droit public roumain.

(1) V. OVIDE MANITIU : *Persoanele Morale de Drept Administrativ*, Bucarest, 1929, page 18 à 19.

(2) La Moldavie a vécu depuis Alexandre Le Bon (1401) jusqu'au 1^{er} décembre 1865, c'est-à-dire durant 464 ans, sous l'empire des lois d'origine essentiellement romaines.

(3) Voir note de la page 42.

L'élaboration doctrinale du concept de la personnalité juridique étant une œuvre relativement récente, on ne pouvait exiger des anciens compilateurs des *Basiliques* qu'ils lui fissent une place d'honneur dans leurs Codes, pour la plupart très confus et incomplets. Les Princes-législateurs ne connaissaient peut être même pas cette notion, qui est d'ailleurs loin d'avoir trouvé aujourd'hui son expression claire et définitive même dans les législations les plus avancées. Sans doute ces Princes étaient-ils tous de grands fondateurs, mais ils procédaient poussés uniquement par l'élan généreux de leur cœur et s'embarrassaient peu des concepts et de leur consécration législative.

D'autre part, le principe de la séparation des pouvoirs étant inconnu dans l'ancien droit public roumain, le Prince réunissait en lui le triple pouvoir législatif, exécutif et judiciaire.

Ses attributions n'étant ni déterminées, ni limitées, son autorité politique allait jusqu'à lui arroger à son profit exclusif un droit de propriété absolu sur le pays, d'où l'habitude de distribuer des terres et des villages à certaines personnes, à titre de récompense. Les gratifiés devenaient ainsi des boyards, avec droit de commander les soldats, levés dans leur village, et de faire des actes de juridiction comme les moines à l'intérieur de leurs propriétés monastiques.

La justice était rendue, non seulement au nom du Prince mais par lui-même, en personne. Il siégeait à cet effet dans l'Assemblée appelée « *Divan* » et composée des membres du Haut clergé et des boyards. Le principe de l'indépendance du pouvoir judiciaire était inconnu. Aussi le pouvoir juridictionnel du Prince était-il illimité et comportait-il le droit discrétionnaire de vie et de mort.

(2) GIRARD : *Manuel Élémentaire de Droit romain*, 7^e édition, p. 247.

Le pouvoir législatif, le Prince l'exerçait dans l'Assemblée du pays composée de l'évêque métropolitain, des évêques, des membres du Bas-Clergé, des boyards, des propriétaires ruraux, des capitaines de guerre et autres (1).

Investis de pareils pouvoirs, les Princes pouvaient se dispenser de régler la personnalité juridique d'autant plus, que les premières institutions de ce genre avaient été créées par eux-mêmes. Et d'ailleurs ils avaient pris l'habitude d'intervenir personnellement chaque fois qu'il s'agissait d'une personne juridique créée par un particulier, pour en déterminer le mode de création, le but, les moyens de fonctionnement, etc..., par un écrit spécial appelé *hrisov*. Chacun de ces écrits constituait une « *lex singularis* » pour la personne juridique en question (2).

*
**

SECTION III

LA PERSONNALITE JURIDIQUE DANS LE CODE CALIMAQUE (3)

§ 1. — *Les sources du Code Calimaque par rapport aux personnes juridiques.*

N° 31. — *Enumération.* — Le Code Calimaque de 1817 reproduisant en grande partie le Code civil autrichien de 1811 se fonde, comme celui-ci, sur le droit romain. La personne juridique du Code moldave est identiquement celle des Institutes et des Pandectes (4).

(2) V. *Infra*, N° 49.

(1) V. DISSESCO ET DUMITRESCO : *Istoria si principillé dreptului public roman*, Bucarest. 1903, T. I, p. 310.

(3) Charles Calimaque, Prince de Moldavie de 1812 à 1819.

(4) MIHAI-BONACHI : *Persoana Morala in codicele Calimaque*, p. 17.

N° 32. — *Droit romain.* — Au début, le droit romain ne semble pas avoir subordonné la création des personnes juridiques à une autorisation préalable de la part de l'Etat. Jusqu'au dernier siècle de la République, la liberté d'association fut entière à Rome, sous la seule restriction de ne pas heurter le droit public (1).

Plus tard, à ce régime de liberté succéda un régime de contrôle sévère. Une loi Julia de César ou d'Auguste dirigée contre les associations politiques, ne laissa subsister qu'une partie des anciennes associations, les corporations ouvrières, les collèges de prêtres, les sociétés de publicains, et subordonna la création des associations nouvelles à une autorisation préalable (2). De ce moment, le droit romain suivit le système de la *concession*, selon lequel la personnalité juridique n'existait qu'en vertu d'une concession du législateur. Le droit de créer des personnes juridiques appartient d'abord au Sénat et ensuite à l'Empereur (3).

N° 33. — *Code civil autrichien.* — Le Code civil autrichien du 1^{er} juin 1811, (*Bürgerliches Gesetzbuch für die deutschen Erbländer der österreichischen Monarchie*) réglemente la personnalité juridique dans ses articles 26 et 27. L'Autriche possédant cependant bien avant la promulgation de son Code civil des lois politiques spéciales à la création, et des constitutions, statuts règlements et décrets spéciaux, émanés de la Chancellerie de la Cour Impériale, relatifs au fonctionnement des per-

(1) GAIUS, *Dig.*, 47, 22, *De collegiis et corporibus*, 4: *Sodales sunt, qui eiusdem collegii sunt: quam Graeci etaireian vocant. His autem potestatem facit lex pactioem quam velint sibi ferre, dum ne quid ex publica lege corrumpant.*

(2) GIRARD, *op. cit.*, p. 429; CUQ: *Manuel des Institutions Juridiques des Romains*, 2^e éd., Paris, 1928, p. 117.

(3) GAIUS, *Dig.*, 3, 4, *Quod cuiuscumque universitatis nomine vel contra eam agatur*, 1: *Neque societas neque collegium ne, que huiusmodi corpus passim omnibus habere conceditur: nam et legibus et senatus consultis et principalibus constitutionibus ea res coercetur.*

sonnes juridiques, les textes des articles 26 et 27 y renvoient pour toutes les dispositions appelées à assurer la bonne application des principes généraux qu'ils établissent.

Voici la traduction, d'après A. de Clerq (1) des deux textes du Code civil autrichien :

Art. 26. — « Les droits respectifs des membres d'une société
« autorisée sont réglées par le contrat ou par le but de l'asso-
« ciation et par les dispositions réglementaires spéciales qui
« concernent ces sortes de sociétés. A l'égard des tiers, les
« sociétés autorisées jouissent en général des mêmes droits
« que les simples particuliers. Les sociétés non autorisées
« n'ont aucun droit à ce titre, soit à l'égard de leurs membres,
« soit à l'égard des tiers et elles sont incapables d'acquérir
« des droits. On considère comme sociétés non autorisées
« celles qui sont spécialement défendues par les lois politiques,
« ou qui sont évidemment contraires à la sûreté, à l'ordre
« public et aux bonnes mœurs ».

Art. 27. — « Les lois politiques déterminent jusqu'à quel
« point les communes se trouvent placées, en ce qui concerne
« leurs droits, sous la surveillance spéciale de l'administra-
« tion publique ».

De l'examen des commentaires de ces articles, faits par les juristes Winiwarter (2) et Zeiller (3), nous pouvons tirer ce qui suit :

(1) *Code civil général de l'Empire d'Autriche*, Paris, 1836, p. 41.

(2) *Das österreichische bürgerliche Recht*, Wien, 1834, T. I, § 55 et 56.

(3) *Commentar*, T. I, p. 128 et suiv.

1^{er} L'article 26, d'accord avec la doctrine et la jurisprudence entend par « sociétés autorisées » (erlaubte Gesellschaften) les sociétés poursuivant d'une manière perpétuelle la satisfaction d'un intérêt général. Elles sont douées de personnalité juridique par la loi et fonctionnent sous la surveillance de l'Etat. Sont considérées comme non autorisées (unerlaubte Gesellschaften) les sociétés prohibées par les lois pénales et en général toutes les sociétés qui n'ont pas acquis la personnalité. Ces dernières sont inexistantes au point de vue juridique.

2^e Seules les sociétés visant la réalisation d'un but perpétuel d'utilité publique, sans fin lucrative et qui peuvent continuer, au besoin, leur existence juridique, en la personne d'un seul individu, peuvent être considérées de la part de l'Etat comme susceptibles d'acquérir la personnalité juridique.

3^e On refuse la personnalité juridique aux sociétés à buts lucratifs et à toutes sociétés de commerce en général.

4^e Le fonctionnement et la vie juridique des sociétés à personnalité reconnue se trouvent limités par des constitutions et statuts spéciaux et leur surveillance assurée par des règles 337 du code galitzien (Galizisches Gesetzbuch) (1). Ce Code considèrerait comme non autorisées non seulement les sociétés prohibées par la loi, mais toutes celles qui ne pouvaient justifier leur existence par une confirmation spéciale de l'autorité compétente. Ce système du Code autrichien quant à la personnalité juridique n'est autre que celui du Digeste. La seule différence entre les deux est la suivante : tandis que les lois romaines accordent le droit de créer des personnes juridiques au Sénat et à l'Empereur, le législateur autrichien confie ce soin aux lois politiques spéciales.

(1) Ce code a été promulgué en 1797 pour la Galitzie de l'Ouest.

Cette différence est à retenir pour bien comprendre le système du Code moldave qui dans son article 43 met la création des personnes juridiques entre les mains du Prince.

§ 2. — *Le système du Code Calimaque.*

N° 34. — *Textes.* — Le Code moldave s'occupe en plusieurs endroits des personnes juridiques, dont les plus importants sont les articles 15, 38, 39, 40, 41, 42 et 43 (1).

Les articles 38, 41 et 42 correspondent à l'article 26 du Code autrichien et l'art. 43 moldave à l'art. 27. Ils constituent une création originale du législateur moldave.

Les articles 15, 39 et 40 n'ont pas d'équivalents dans le Code autrichien.

Le texte principal est l'article 15 : « Les statuts que les corporations ou autres collèges se donnent, dans leur intérêt et en vue de leur bonne organisation, auront force obligatoire si après examen préalable, ils auront été approuvés et confirmés par le Gouvernement ».

L'absence d'une pareille disposition dans le Code autrichien s'explique. En Autriche, les personnes juridiques étant placées, dès avant la promulgation du Code civil, sous le contrôle direct de l'administration publique, leur fonctionnement faisait l'objet de dispositions spéciales (besonderen für dieselben bestehenden Vorschriften) auxquelles renvoie l'art. 26

Il en est de même en ce qui concerne leur mode de création. Or, la Moldavie ne possédant ni lois politiques concernant la création, ni d'autres dispositions correspondant aux constitutions, décrets, statuts, règlements et ordonnances autrichiens, visant le fonctionnement des personnes juridiques, le législateur de 1817 devait créer un texte à cet effet ; c'est l'article 15.

(1) J. M. BUJOREANU : *Collection des Lois, Bucarest, 1873, T. I, p. 556.*

N° 35. — *Economie du Système.* — Le législateur moldave n'accorde pas la personnalité juridique, exactement comme le législateur autrichien, aux associations non autorisées (*neiertate*), qu'il définit dans l'article 42 de la même manière. Ces associations sont exclues de la vie juridique comme indignes d'avoir des droits et de contracter des obligations (art. 41). Le législateur se montre ainsi d'une sévérité exceptionnelle à leur égard.

Les rapports des membres d'une association autorisée se déterminent par les statuts et le but poursuivi. Ce but, en vertu de l'article 15, doit être connu du gouvernement. Le Code Calimaque place ainsi les personnes juridiques, non pas sous le contrôle des règlements, mais directement sous celui du Gouvernement et fait dépendre leur création même de la volonté de l'autorité souveraine. L'art. 15 a une étrange ressemblance avec l'art. 4 du décret du 3 Messidor, an XII, de la période révolutionnaire qui décidait que : « aucune agrégation » ou association d'hommes ou de femmes ne pourra se former « à l'avenir sous prétexte de religion, à moins qu'elle n'ait été formellement autorisée par un décret impérial, sur le » « vue des statuts et règlements selon lesquels on se propose- » « rait de vivre dans cette agrégation ou association (1) ».

La personne juridique du Code Calimaque est une fiction de la loi, surveillée par l'Etat, et encadrée de règles rigides. C'est exactement celle de la loi romaine, par conséquent un être invisible, sujet de droit intellectuel, création de l'imagination juridique (2).

Dans les principes qu'il consacre, le Code Calimaque donne corps de loi aux usages et coutumes qui régissaient taci-

(1) Collection I. B. DUVERGIER, Paris 1826, T. XV, n. 34.

(2) C'est par les lois de Rome que nous sont conservées les expressions *permissum*, *concessum est*, et *illicitum est*, retrouvées dans les codes autrichiens et Calimaque.

tement la matière auparavant. Le législateur moldave suivant l'exemple des lois romaines, qui confiait le soin de créer ces êtres fictifs à l'Empereur, accorde ce pouvoir au Prince souverain dont les écrits prennent ainsi le rôle des anciennes constitutions impériales.

Le Code Calimaque connaît le principe qu'il ne peut y avoir de personnes juridiques sans sujet (art. 717). D'après D. Alexandresco ce fait indique que le législateur a bien su déterminer le véritable substratum des personnes juridiques qui, en cas d'association est constitué par les personnes associées, et en cas de fondation par les destinataires (1). C'est ce même texte qui reconnaît la capacité des personnes juridiques de recevoir des dons et legs (v. aussi l'article 843).



SECTION IV

LA PERIODE DU CODE CIVIL

N° 36. — *Enumération des textes principaux.* — Le Code civil roumain, comme son modèle le Code Napoléon, ne renferme pas de théorie générale de la personnalité juridique. Les dispositions qu'il lui consacre sont très peu nombreuses et loin de donner une solution à ce problème. Il réalise tout de même un progrès en adoptant l'expression de « personne juridique » (art. 96, 817) qui ne figure pas dans le Code civil français. L'explication de cette innovation doit être cherchée dans les circonstances sociales plus favorables dont profita le législateur roumain. Tandis que le Code Napoléon reflète l'esprit

(1) D. ALEXANDRESCU : *Drept civil roman*, T. I, p. 129 et note 3.

révolutionnaire manifestement hostile aux personnes juridiques, les rédacteurs du Code civil roumain s'inclinent avec respect devant une institution connue et respectée dans les pays roumains (1).

Toute la matière est dominée au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle par l'article 27 de l'ancienne Constitution roumaine de 1866, qui reconnaît le droit de réunion et d'association comme un droit public (2). Mais ce principe était trop vague pour pouvoir inspirer une réglementation générale.

Les textes du Code civil s'occupant de notre institution sont les suivants : l'article 96, portant que le domicile de la personne juridique est au lieu où cette personne a le centre de son administration ; les articles 811 (fr. 910) et 817 (fr. 937) relatifs à l'acceptation des libéralités faites aux personnes juridiques et l'article 1491 (fr. 1832) et suivants, concernant les sociétés civiles.

Plusieurs textes du Code civil supposent en outre l'existence des personnes juridiques, telles qu l'Etat, les communes, les établissements d'utilité publique, et statuent sur la capacité de chacune d'elles (3). L'article 67 du Code de procédure civile, copié sur l'art. 2 du Code de procédure civile du canton de Genève, appelle les personnes juridiques des corps ou corporations (*corpuri*). Mais aucun texte ne vise le problème de la création, du fonctionnement et de la dissolution des personnes juridiques, qui était résolu uniquement par l'application du principe traditionnel confiant ce soin à la loi. Pour chaque

(1) JEAN S. NICOLAU. Note sous Cass. Roum. I, du 4 Novembre 1925, *Pandectes roumaines* 1928, 1^{re} partie, p. 36.

(2) « Les Roumains ont le droit de s'associer en se conformant aux lois qui réglementent l'exercice de ce droit ».

(3) V. les articles 475 à 478, 559, 1308, 1706, 1753, 1786, 1845 Code civil (franc. 537 à 540, 619, 1596, 2045, 2121, 2154, 2227).

association ou fondation devait intervenir, individuellement, une loi, comme dans l'ancien droit un écrit du Prince (1).

(1) V. *Infra*, N° 46 et suiv.

CHAPITRE II

LES PERSONNES JURIDIQUES LES PLUS IMPORTANTES LEUR NATURE ET MODE DE CREATION

N° 37. — *Rôle des personnes juridiques dans le développement de la société roumaine.* — Les personnes juridiques, malgré le peu d'attention que leur accordait le législateur au cours des siècles, ont pris un essor remarquable dans les pays roumains. C'est qu'elles correspondaient à des besoins essentiels de la vie collective, et, faute de textes, s'étaient développées en vertu de la tradition romaine.

Les œuvres désintéressées avaient joué dès l'origine des principautés roumaines un rôle considérable dans leur développement et perfectionnement social.

Les fondations ecclésiastiques formaient les premiers lieux d'asile des voyageurs, les premiers hospices pour indigents et c'est dans les monastères que s'ébaucha la culture nationale (1). C'est à l'initiative et au dévouement des particuliers que la Roumanie doit l'assistance sociale en général et l'assistance sanitaire en particulier. Car l'Etat et les autres collectivités publiques mal organisés, et leurs finances inexistantes, ne pouvaient jamais pourvoir d'une manière satisfaisante aux besoins vitaux de la nation. Ce sont les fondations des particuliers qui ont créé et organisé l'enseignement clinique médical dans le pays, facilité et déterminé parfois, les recherches

(1) a) G. P. PETRESCO : *Studiu asupra persoanelor civile, juridice sau morale*, Bucarest, 1904, p. 39. b) SEXTIL PUSCARIU : *Istoria literaturii române*, Sibiu, 1921, tome I, p. 13.

scientifiques, soutenu le développement de la vie artistique et sportive, répandu et popularisé la culture et consolidé la conscience nationale (1). Et c'est encore au mouvement corporatif qu'est due l'organisation de la production qui se développa avec la création des corporations de métier au XIV^e siècle.

Nous étudierons dans ce chapitre la nature juridique et le mode de création de ces institutions, après avoir caractérisé dans une première section les fondations ecclésiastiques et les corporations de métier, comme les plus anciennes en date dans l'évolution historique du droit roumain.



SECTION 1

LES PLUS ANCIENNES PERSONNES JURIDIQUES ROUMAINES

§ 1. — *Les fondations ecclésiastiques.*

N^o 38. — *Rôle temporaire de l'Eglise.* — Dès la fondation de la Moldavie et de la Valachie, les monuments du droit se transmettaient uniquement par l'Eglise qui partageait à cette époque le pouvoir suprême avec l'Etat. Le Prince et le Métropolitain étaient des souverains presque égaux en droit. L'élection

(1) Le cas de l'Ephorie des hôpitaux civils de Bucarest est fort instructif à cet égard. Cet établissement, constitué par la réunion de plusieurs fondations de bienfaisance, dues à plusieurs fondateurs parmi lesquels il faut citer en premier lieu les membres des familles Ghika et Cantacuzène, prit à sa charge pendant un siècle toutes les dépenses exigées par l'assistance publique et l'enseignement médical en Roumanie. Et à côté de cette tâche, à elle seule formidable, l'Ephorie des hôpitaux essaya d'améliorer sur d'autres points encore la situation générale de la popu-

du Métropolitain rentrait dans les attributions du Prince, assisté des hauts dignitaires de l'Eglise, de même que le Métropolitain présidait, à son tour, à l'élection du Prince. Seulement, le Prince gardait toutes ses attributions de maître absolu du pays, tandis que le Métropolitain n'avait des pouvoirs que dans le domaine spirituel. En fait, cependant, Prince et Métropolitain résolvaient ensemble les principaux problèmes de la vie nationale et leurs noms signaient côte à côte sur les actes publics (1).

En dehors du privilège d'être dépositaire des monuments du droit, l'Eglise jouissait par rapport à l'Etat d'autres faveurs encore. C'est ainsi qu'elle pouvait seule, par ses représentants, créer des établissements poursuivant la satisfaction de besoins spirituels ou le soulagement des pauvres. Mais sa véritable importance apparaît avec les monastères, appelés à jouer un rôle politique, économique et culturel de premier plan, jusqu'à la moitié du XIX^e siècle.

N^o 39. — *Monastères et couvents*. — Les monastères commencent à se développer au XIV^e siècle avec Vladislav Bassarabe (Prince de Moldavie, environ 1364-1380). Jusqu'à lui, on ne sait pas exactement si en dehors du monastère de Stréhaia, de date inconnue, il en existait d'autres (2).

lation. C'est ainsi qu'elle créa en 1884 le premier établissement de bains moderne, dont le grand bassin fut aménagé pendant l'hiver en salle de spectacle et de danse, et c'est à l'Ephorie que fut réalisée la première installation électrique au courant produit par une usine propre. Aujourd'hui, l'ancien bassin transformé en salle de théâtre moderne abrite l'Académie Nationale de Musique. L'Ephorie des hôpitaux civils fut réorganisée par la loi sanitaire du 20 décembre 1910.

(1) G. P. PETRESCO, *op. cit.*, p. 113.

(2) Le premier monastère fondé par Vladislav Bassarabe s'appelle *Saint-Antoine* ou *Voditza*. Son exemple fut suivi par son successeur Radu Bassarabe qui nous a laissé *Tizmana*, *Campul Lung*, et *Biserica Domneasca* de Curtea de Argech. Citons encore le monastère Cozia, fondé par Mircea le Grand (prince de Valachie, 1386-1418) et celui de *Néamitzou*, auquel reste attaché le nom du prince Etienne II, dit Mouchate (1394-1400).

De par leurs actes de fondation, ces monastères étaient dotés de fonds d'entretien importants consistant en propriétés immobilières, tziganes (1), etc.... et destinés pour la plupart à servir d'asiles, de lieux de repos pour les voyageurs ou d'hospices pour les indigents.

Au début, ces fondations étaient l'œuvre des Princes (2) mais de généreux particuliers ne tardèrent pas à imiter leur exemple. Elles se multiplièrent à partir du XV^e et surtout du XVI^e siècle.

N° 40. — *Monastères soumis à l'étranger.* — Après la chute de Constantinople entre les mains des Turcs, il surgit dans les pays roumains une catégorie de personnes juridiques assez bizarres qui prétendaient pouvoir posséder des propriétés rurales étendues ainsi que de nombreux autres biens. C'étaient les monastères affectés aux lieux saints.

Les moines grecs, chassés de Constantinople par la conquête turque, se ruèrent vers les pays voisins et profitant surtout de l'hospitalité roumaine s'établirent en grand nombre dans les deux principautés. Une fois à l'abri de la menace turque, ces moines se mirent à l'œuvre pour se faire agréer par les Princes. Employant la prière et l'astuce surtout les uns réussirent à se faire nommer supérieurs des monastères, les autres déterminèrent les Princes et les particuliers à affecter par des

(1) Les esclaves appartenant à l'Etat, en Valachie, ont été affranchis par la loi du 22 mars 1843 et les esclaves appartenant aux Eglises, monastères, couvents et aux établissements publics par la loi du 13 Février 1847. Quant aux esclaves appartenant aux particuliers, ils ont été affranchis en Valachie, par la loi du 8 février 1856 et en Moldavie par une loi de 1855. Déjà, en 1740, le Prince Constantin N. Mavrocordate avait émancipé les paysans en abolissant le servage, tout en consacrant une autre sorte d'esclavage qui résultait de leurs relations avec le propriétaire.

(2) V. OVIDE MANITIU : *Persoanele morale de drept administrativ*, Bucarest, 1929, p. 8.

actes de fondation des biens considérables au service des églises et monastères situés hors du pays, et à fonder ainsi de petites communautés monacales appelées « metoace » (du grec metoché participation), dépendant de l'étranger.

Le nombre impressionnant des donations roumaines faites aux monastères étrangers tant par des actes réguliers que par des tromperies de toutes sortes faisant passer une grande partie du revenu national entre les mains des moines grecs (1) qui devinrent ainsi très riches, et les prétentions inacceptables de ceux-ci qui osèrent aller jusqu'à préconiser la formation d'un Etat dans l'Etat roumain, émurent les Princes soucieux de l'indépendance et du bien être de leur pays et les poussèrent à prendre des mesures de protection. Mathieu Bassarabe décida, en 1639, que les monastères affiliés à l'étranger seraient considérés comme déliés de tous liens de dépendance à l'égard de l'étranger et leurs propriétés confisquées. Mais, les temps troubles et pleins de vicissitudes qui suivirent, firent tomber en désuétude les sages dispositions de ce grand Prince et les monastères grecs prirent un essor nouveau sous la triste période phanariote, la plus sanglante et la plus douloureuse de l'histoire roumaine.

Il fallait l'ardent patriotisme et le courage du grand réformateur Alexandre Jean Couza (2) pour mettre fin aux criminelles manœuvres des moines grecs. Par une loi du 17 décembre 1863, sur la sécularisation des biens de l'Eglise, le Prince Couza décida que tous les biens monastiques seraient considérés et demeuraient biens de l'Etat (art. 1), et que les revenus de ces biens alimenteraient désormais le budget général de

(1) V. N. JORGA : *Istoria Românilor*, VI éd., p. 383.

(2) Prince de la Moldavie et de la Valachie, réunis sous un sceptre unique après la convention de Paris de 1858, de 1859 à 1866.

l'Etat (1). Toutes les protestations émanées de Constantinople contre ces mesures restèrent sans résultat. Les moines grecs furent expropriés moyennant un légère indemnité et la Roumanie recouvra ainsi le cinquième du territoire national accaparé par l'étranger (2).

N° 41. — *Personnalité juridique des monastères.* — Les monastères, comme l'Eglise, étaient de tous temps considérés comme des personnes juridiques par excellence. Les textes dont nous avons parlé le reconnaissent, en leur accordant la capacité de posséder des biens et de recevoir des dons et legs (3). Cependant, après la loi de sécularisation du 17 décembre 1863, la personnalité juridique des monastères a été vivement discutée. On s'est demandé si l'art. premier de cette loi, en expropriant les biens des monastères au profit de l'Etat, n'avait pas retiré à ceux-ci leur personnalité juridique, ainsi que l'a fait plus tard, la loi française de séparation, du 9 décembre 1905.

(1) Le gouvernement russe tout d'abord avait refusé de reconnaître l'Etat roumain comme propriétaire des domaines que les monastères grecs possédaient en Bessarabie et leurs revenus étaient capitalisés et consignés à la Caisse des dépôts et consignations en vertu d'une décision du Conseil des Ministres approuvée par le Tzar. Ce n'est qu'à l'occasion de la guerre russo-turque de 1877 que le gouvernement russe s'est décidé à livrer au gouvernement roumain la somme de 919.701 fr. 95 cent. qui, par la loi du 3 mai 1877, a été affectée à l'ouverture des crédits supplémentaires et extraordinaires. Les monastères grecs ayant eu également des propriétés en Bucovine (Autriche) ces propriétés ont été vendues par l'Etat roumain en vertu de la loi du 16 avril 1881.

(2) V. N. JORGA, *op. cit.*, p. 414 ; G. P. PETRESCO, *op. cit.*, p. 39 à 45.

(3) Rappelons l'article 117 du Code Mathieu Bassarabe ; le *Code d'A. DONITCH*, chap. XXIV ; le *Code Calimaque*, art. 17, 379, etc... ; le *Règlement organique de la Moldavie*, chap. III, art. 80 et chap. IX, art. 416 et 417 ; le *Code Caragea*, 1^{re} partie, chap. VIII, § 4. En ce sens, G. P. PETRESCO, *op. cit.*, p. 113 et suiv. ; PAUL NEGULESCO, *Tratat de drept administrativ român*, Bucarest 1925. T. I, 1^{re} partie, p. 292 : OVIDE MANITIU, *op. cit.*, p. 28 et 30. D'après A. DEGRÉ (*Dreptul*), 1874, n° 75, p. 608 ; n° 76, p. 616, ces fondations n'étaient qu'un ensemble de biens donnés à Dieu par l'intermédiaire de l'Eglise, c'est-à-dire en dernière analyse à une corporation déjà existante. Les monastères auraient été donc considérés comme des corporations.

Des jurisconsultes comme Démètre Alexandresco (1) se sont prononcés pour l'affirmative et le courant a entraîné la jurisprudence (2). Mais la majorité des auteurs se sont raliés à l'opinion opposée. En effet, pour que la personnalité juridique du monastère pût disparaître, il eût fallu une disposition expresse de la loi, comme en France, où après la sécularisation des biens ecclésiastiques par le décret du 2 novembre 1789, durent intervenir les décrets des 5 et 13 février 1790 et du 18 août 1792 pour supprimer la personnalité des congrégations. Or, en Roumanie, le décret-loi du 30 novembre 1864 sur la régularisation du schisme monacal reconnaît dans son article 8 la capacité des monastères d'avoir un patrimoine, ce qui constitue le trait essentiel de la personnalité. De même la loi du 23 janvier 1902, sur l'organisation de l'Eglise orthodoxe roumaine, prévoit dans l'article I, que cette institution surveillera et administrera les biens des monastères et ajoute à l'article 7 que les biens immobiliers et mobiliers des moines, situés dans les monastères, seront après leur décès la propriété de ces monastères. En outre, la loi du 21 avril 1906, sur l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'instruction publique et des cultes, des caisses des écoles et de l'Eglise orthodoxe reconnaît expressément la personnalité juridique des monastères.

Plus récemment toute une série de lois a formellement édicté des mesures dans le même sens. Ainsi, la loi du 6 mai 1925, sur l'organisation de l'Eglise orthodoxe roumaine dit dans son article 27 : « Les parties constitutives de l'église, les paroisses,

(1) *Drept Civil*, t. IV, p. 48 ; t. I, 2^e éd., p. 270 et 856 ; Missir, *Dreptul*, 1879, p. 87.

(2) Cass. roum., Ch. Réunies, Bulletin 1873, I. p. 267 ; Cass. roum. I, *Bulletin* 1878 ; p. 356-57 ; Cour d'Appel de Vassy, I, 12 Oct. 1899, *Dreptul*, n° 76, de 1899, p. 615.

« archiprêtreries, monastères, évêchés, métropoles, et l'Eglise « elle-même sont considérées comme personnes juridiques ». Le Concordat du 10 mai 1927, art. IX, dispose de même pour l'Eglise catholique et par l'art. XVII, étend le bénéfice de la personnalité aux ordres et congrégations religieuses. La même solution est étendue à tous les cultes historiques reconnus par l'art. 2 de la loi du 22 avril 1928 sur le régime général des cultes.

Conclusions : les monastères et couvents ont toujours eu la personnalité juridique en Roumanie et ils l'ont gardée après la loi de sécularisation du 17 décembre 1863. C'est en ce sens que se prononce la majorité des auteurs et c'est cette opinion qui a définitivement triomphé dans la jurisprudence (1).

§ 2. — *Les corporations.*

N° 42. — *Origines.* — Les corporations firent leur apparition dans les pays roumains au XVI^e siècle et étaient comme à Rome des personnes juridiques privilégiées (2). Elles s'appelèrent plus tard *isnafuri* (3) et groupèrent deux catégories de personnes exerçant la même profession : les artisans et industriels d'une part, les commerçants d'autre part.

On a prétendu, en s'appuyant sur l'origine du mot qui les désigne en roumain, que les corporations (*bresle*) à côté desquelles on doit placer les collèges (*obstim*) avaient été em-

(1) a) V. G. PLASTARA : *Curs de drept civil român*, t. I, p. 528 ; P. NEGULESCO, *op. cit.*, p. 294, avec la bibliographie ; b) Cass. roum. I, n° 269 du 21 sept. 1894 ; Chamb. Réun., Oct. 1902.

(2) G. P. PETRESCO, *op. cit.*, p. 45 à 47 ; M. BONACHI, *op. cit.*, p. 40 et suiv.

(3) *Isnaf*, mot slave, composé du préfixe *iz* qui signifie *de* et *znáv*, celui qui sait : corporation de ceux qui savent un métier. Le mot correct devait être *iznav*.

pruntées aux peuples slaves (1). Cette opinion est complètement erronée. Les notions de corporations et de collèges ont été apportées sur le sol roumain par les légionnaires de l'Empereur Trajan. L'expression roumaine de « *breaslà veselà* » (corporation joyeuse) rappelant l'antique *sodalitas* romaine et les *sodalicia* se réunissant pour fêter joyeusement le culte des dieux, indique indiscutablement l'origine latine de l'institution. Son organisation si tardive (XVI^e siècle) en Roumanie s'explique par les circonstances historiques et économiques malheureuses des pays roumains.

Le législateur moldave s'est directement inspiré du Digeste en introduisant les corporations de métier dans l'article XV du Code Calimaque (2).

N^o 43. — *Rôle et organisation*. — Les corporations étaient comme dans l'ancienne France des organisations obligatoires et privilégiées jouissant d'un monopole de fabrication et de vente ; on ne pouvait entreprendre un métier, fabriquer ou vendre un produit qu'à la condition d'en avoir été reçu membre.

Ce régime corporatif présentait de grands avantages pour les maîtres. C'était une association de défense fortifiée et une protection très efficace contre la concurrence. La réglementation minutieuse des conditions de la fabrication assurait aussi la bonne qualité des produits.

Chaque corporation était placée sous le patronnage d'un Saint et avait son sceau et son étendard distincts sur lesquels se trouvait gravée ou peinte la figure du patron. Ses représen-

(1) *Breasla* vient du slave *bratstvo* et signifie confrérie.

(2) V. *Supra* N^o 31 et suiv.

tants étaient obligés de participer à toutes les fêtes et manifestations auxquelles assistait le souverain du pays.

La corporation était représentée par une curatelle (*staroslie*) composée de trois membres élus pour une année à la majorité, avec l'approbation du gouvernement et présidée par le plus âgé des curateurs appelé « *staroste* ». La curatelle disposait d'un bureau et du personnel nécessaire à son fonctionnement. Elle tenait des registres et possédait des archives.

Cette curatelle jouissait de pouvoirs très étendus. Elle connaissait de toutes les questions touchant la production et la vente, fixait le montant des cotisations annuelles, recevait les commandes et les distribuait entre les patrons. Elle exerçait un pouvoir de juridiction presque illimité sur les membres de la corporation, relativement à la discipline ou à la spécialité du groupe et jugeait leurs procès avec les particuliers en cas de fraude, falsification, mauvaise exécution ou non achèvement à temps de l'objet commandé. Son pouvoir de juridiction s'étendait jusqu'à la répression des atteintes portées au privilège de monopole consenti à la corporation. Comme moyens répressifs la curatelle appliquait l'amende, l'empriisonnement et l'interdiction d'exercer la profession.

N° 44. — *Inconvénients et fin.* — Le régime des corporations, à côté de l'incontestable mérite d'avoir dirigé pendant plus de deux siècles la production roumaine, présentait de sérieuses lacunes qui tournaient au désavantage des travailleurs. Et ceci pour deux raisons : 1° les anciennes corporations, de caractère mixte disposaient d'une organisation à base aristocratique et défendaient plutôt les intérêts des patrons qui avaient toujours le pas sur les autres : 2° elles avaient en vue surtout, les produits fabriqués et reléguaient au second

plan les travailleurs, agents principaux de la production. Elles étaient dépourvues du caractère social de défense des intérêts des salariés qui forme l'objet principal des associations ouvrières d'aujourd'hui. La prépondérance accordée aux patrons tourna en abus et se transforma peu à peu en une véritable tyrannie sur les ouvriers.

Le régime des corporations dura jusqu'au XIX^e siècle, quand une série de réformes, dues successivement au Prince Suto, au Règlement organique, à la Convention de Paris et finalement une décision du conseil des ministres de 1873, leur enlevèrent tous les privilèges (1).

Les corporations disparurent peu à peu au cours du XIX^e siècle, à la suite de nouvelles lois sur l'organisation des villes, par la création d'autres personnes juridiques qui les absorbèrent, et surtout par les sociétés de commerce introduites par les lois des années 1864.

N^o 45. — *Période antérieure à la loi des syndicats de 1921.*
— A partir de cette date la Roumanie vécut pendant presque trente ans sans une réglementation quelconque du travail. C'était une période de dure épreuve pour la production roumaine. Les artisans, n'étant plus défendus par le monopole corporatif, se trouvaient à la merci de la concurrence étrangère. Pas une disposition qui réglementât l'exercice des métiers et tirât le travailleur de la misère de son isolement. Chacun pouvait exercer librement le métier qui lui convenait et cela n'allait pas sans faire subir aux produits une importante diminution de qualité.

La loi Missir de 1902 relative aux métiers mit fin à cette triste période. Mais elle était loin de donner une solution défi-

(1) D. R. IOANITESCO : *Legea Sindicatelor*, Bucarest 1921, p. 20.

nitive au problème du travail. Fortement influencée par le souvenir des anciennes corporations et cherchant à donner satisfaction aux deux conceptions dominant la Chambre de l'époque, celle des libéraux qui combattaient au nom du principe de la liberté individuelle le caractère obligatoire des corporations et celle des partisans fervents de l'interventionisme, cette loi consacra le régime hybride des corporations à la fois obligatoires et facultatives. La loi Missir ne produisant pas les résultats espérés et les corporations ne reprenant pas leur ancien essor, surtout qu'une même corporation pouvait comprendre des membres appartenant à diverses catégories de métier, les ouvriers, mécontents, demandèrent une nouvelle loi. Elle fut votée en 1912 et constitua l'acheminement définitif vers l'organisation moderne des travailleurs sur la base des syndicats professionnels, autorisés et réglementés par la loi du 26 mai 1921.



SECTION II

LA NATURE ET LE MODE DE CREATION

§ I. — *Le système de la fiction légale.*

N° 46. — *Principe.* — Le droit roumain ancien et moderne reconnaît et a appliqué tout au long de son histoire le principe romain, qui veut que les associations et fondations ne puissent être créées qu'en vertu d'une concession de l'autorité souveraine. C'est la théorie de la fiction, confirmée par la majorité

des jurisconsultes roumains (1) et adoptée finalement, après quelques hésitations, par la jurisprudence.

N° 47. — *Applications.* — Au début les fondations, historiquement les premières personnes juridiques, étant créées par les Princes souverains eux-mêmes, aucune autorisation ou concession ne pouvait se concevoir à leur égard. Le Prince, maître absolu du pays, était sensé agir dans l'intérêt général et aucun obstacle ne pouvait être opposé à la réalisation de ses volontés. Cette pratique fut respectée même après l'introduction des principes constitutionnels et trouva une éclatante application en 1891, quand le premier Roi de Roumanie, Charles 1^{er}, fonda, à l'occasion du 25^e anniversaire de son règne la bibliothèque des étudiants et la dota d'une somme de presque un million cinq cent mille francs, sans aucune intervention administrative.

Plus tard, quand les particuliers commencèrent à imiter leur exemple, les Princes en vertu d'un long usage et réunissant en eux tous les pouvoirs, exigèrent qu'on soumit à leur approbation chaque nouvelle création d'êtres collectifs. Cette pratique de la création des personnes juridiques par une concession du Prince, consacrée par quelques textes de loi (2).

(1) D. ALEXANDRESCO, *Drept civil român*, t. I, p. 126 : « On entend par personne morale, civile ou juridique, un être fictif intellectuel, créée par la loi dans un intérêt social et dans un but d'utilité publique, ayant un patrimoine distinct et capable de droits et de devoirs » ; Droit ancien et moderne de la Roumanie, p. 65 ; A. DEGRÉ, *Dreptul* 1874, n° 75, p. C. NACO, *Dreptul civil român*, t. I, Buc. 1901, p. 166 ; P. NEGULESCU, *op. cit.*, p. 604 ; C. DISSESCO, *Curs de drept public român*, Buc. 1891, t. III, p. 1024 ; *ibid.*, Livre I, p. 275 ; HANIBAL TEODORESCO, *Notiun de drept administrativ*, Buc. 1912, p. 87, note 3 ; G. P. PETRESCO, *op. cit.*, p. 50 à 63 ; I-S NICOLAU, *Pandectes Roumaines*, 1928, I, p. 35 ; M. BONACHI, *op. cit.*, *passim*. Contre : VIRGIL ARION, *Die Juristischen Personen in Rumänien* ; C. N. BUZYUGON, *Condițiunea juridică a persoanelor morale straine în România*, p. 40 et suiv. Pour la liberté de fondation : ALEXANDER, *Dreptul*, 1885, n° 83.

(2) *Code Mathieu Bassarabe*, art. 116 ; *Code Calimaque*, art. 15 et 43 ; *Règlement organique*, art. 364, § 5.

était respectée aussi bien en Moldavie qu'en Valachie pendant toute la période ancienne. Elle domine également le droit moderne et exerce son influence même sur le législateur de 1924 qui fait pourtant de grands efforts pour s'orienter du côté des systèmes plus libéraux des législations allemande et suisse.

Il résulte des actes de l'autorité publique que toutes les fois qu'il s'agissait d'appeler à la vie juridique une association ou une fondation, une concession de l'Etat était nécessaire. Cet office était rempli sous l'ancien droit par un écrit du Prince et sous la période constitutionnelle par une loi.

Naturellement on était loin de posséder sous l'ancien droit une doctrine systématique du concept de la personnalité juridique. On respectait une pratique, et c'était tout. C'est un des côtés intéressants de l'ancien droit roumain, qui n'était pas le même dans les coutumes et dans les législations écrites. La vie, plus forte que la volonté des codificateurs, suivait son cours poussée par les forces dynamiques de ses palpitations quotidiennes et variées, tandis que les textes de loi demeuraient le plus souvent lettres mortes. Il y a une différence profonde entre le droit des législations compilées pour la plupart des législations byzantines et le droit proprement dit du peuple roumain : celui-ci ne doit pas être cherché dans les codes mais dans les monuments de la vie sociale de l'époque, tels les écrits des Princes, les décisions judiciaires, les indications des chroniques et surtout le trésor du folklore roumain. « Né du « droit romain, empreint des coutumes slaves dans son développement, éduqué par le droit byzantin, le droit roumain « a une caractéristique distincte de celle des législations roumaines, qui sont du droit byzantin pur et simple presque « sans aucun autre mélange. C'est là seulement, où le Prince « souverain s'est décidé à observer les coutumes du pays et à « les intercaler çà et là dans ses Codes, que l'on trouvera une

« concordance entre le sentiment juridique du peuple et la
« lettre de la loi. » (1)

N° 48. — *Exemple confirmant la théorie de la fiction.* — Quoiqu'il en soit, la pratique de la fiction était régulièrement suivie et fut définitivement consacrée par la jurisprudence moderne.

En voici quelques exemples, pris à différentes époques de l'histoire roumaine et qui pour les temps les plus éloignés se réfèrent plutôt à des fondations ecclésiastiques, corporations, écoles, séminaires et établissements de bains (2).

a) Ancien droit.

1° Six actes d'Etienne Le Grand (Prince de Moldavie, 1457-1504) autorisent les monastères à recevoir à titre gratuit ;

2° Bucarest, 12 Octobre 1586 : Le Prince Mihnea (1585-1591) confirme la création du monastère Vierosi ;

3° Yassy, 27 Mars 1603 : Ieremia Movila autorise le monastère Proбата à fonder une colonie à Valéni, avec exemption d'impôts pendant trois ans ;

4° 1666 : Fondation des établissements de bains publics, placés sous la curatelle du monastère de la Sainte-Trinité, par le Prince Ilias de Moldavie (1666-1668) ;

5° 1742 ; Autorisation de la fondation de l'église et de l'hôpital Coltzea ;

6° 1^{er} Janvier 1757 : Institution de l'Epitropie générale des hôpitaux et hospices Saint-Spiridon de Iassy, par une chrysobulle du Prince Constantin Racovitza (1756-1757) ;

(1) I. PERETZ, *op. cit.*, I, p. 55.

(2) Pour la période antérieure au Code civil, v. DISSESCO, *op. cit.*, page 1020.

M. BONACHI, *op. cit.*, p. 89 à 90.

7° 1835 : le Prince A. Ghika (Valachie 1834-1842) reconnaît les établissements Brancoveano (l'église Domnita Balacha et l'hôpital) ;

8° 25 Mars 1836 : institution de l'Epitropie des établissements Brancoveano par une chrysobulle du Prince Alexandre D. Ghika ;

9° 1813 : le Prince Calimaque confirme la fondation d'une école à Yassy ;

10° 1840 : un écrit de Michel Stourdza (1834-1849) fonde une bibliothèque à Yassy ;

11° Confirmation des statuts de la société de médecine et d'histoire naturelle de Yassy ;

12° 1850 : Autorisation de la fondation de l'Eglise de Slanie ;

13° 1855 : Fondation du séminaire de Neamtzu.

b) *Période constitutionnelle.* — Pendant cette période, chaque personne juridique devait être créée par une loi. Exemples :

1° Le Crédit foncier roumain, L. du 6 avril 1873°;

2° La Société « Materna », L. de Mai 1898 ;

3° Le Syndicat des journalistes de Bucarest, L. du 16 avril 1900 ;

4° La Société de Secours Mutuels « Armonia », L. du 18 Mars 1903 ;

5° La Caisse rurale, L. du 4 avril 1908 ;

6° Les Etablissements « Nifon Mitropolitul », L. du 25 Mars 1916 ;

7° L'Association générale des commerçants et exportateurs de céréales de Roumanie, L. du 6 Avril 1916 ;

8° La Centrale des maisons nationales, L. promulguée par le décret n° 2624 de 1919 ;

9° La Fondation culturelle « N. Iorga », L. du 17 Juillet 1923 ;

10° La Fondation culturelle « Prince Carol », L. du 23 Octobre 1923.

N° 49. — *Procédure et instrument de la création des personnes juridiques dans l'ancien droit.* — Les statuts de la personne juridique à créer devaient être présentés au gouvernement (Stăpânire) afin d'examen. En cas d'avis favorable, un rapport (anafora, du grec anaphorà) était présenté au Prince, qui édictait le *hrisov* ou la chrysobulle de confirmation (1). Le *hrisov* était un écrit du Prince édicté sous la forme des lettres patentes françaises, et qui avait force de loi. Il ressemblait aux anciennes Constitutions impériales et jouait un rôle identique (2).

Les écrits du Prince nous renseignent d'une manière certaine sur les personnes juridiques de l'époque. Car, tout ce qui touchait à leur nature, à leur but et à leur fonctionnement y était minutieusement prévu et réglementé. L'écrit en déterminait le substratum juridique, le nombre et la personne des représentants, les actes que ceux-ci pouvaient passer et la procédure de leur confirmation. Ces personnes juridiques possédaient ainsi des droits très limités, dont l'exercice était rigoureusement surveillé par des curateurs et placé sous le contrôle suprême du Prince lui-même.

(1) Le mot *hrisov* est d'origine gréco-latine, composé de l'adjectif grec *chruseos* (doré) et du substantif latin *bullā* (sceau), c'est-à-dire chrysobulle ou bulle dorée (V. M. BONACHI, *op. cit.*, p. 79).

(2) Dig. I, 4, *De constitutionibus principum*, 1, 1. « *Quodcumque ligatur imperator per epistulam et subscriptionem statuit vel cognoscens decrevit vel de plano interlocutus est, vel edicto praecepit, legem esse constat. Haec sunt quas vulgo constitutiones appellamus* ».

N° 50. — *Variations de la jurisprudence.* — La jurisprudence roumaine ne s'est pas ralliée sans quelques hésitations à la théorie de la fiction. Elle pencha dans un certains nombres d'arrêts, vers le principe contraire, de la création des personnes juridiques sans autorisation préalable, laissant planer ainsi sur la matière une équivoque grosse de conséquences.

La Cour de Galatz, par un arrêt remarquable du 20 Novembre 1894, relatif à la communauté grecque de cette ville qui s'était formée sans aucune autorisation en 1864, consacra en termes éclatants le principe de la concession (1).

Mais cet arrêt fut cassé et la Cour de cassation posa le principe qu'avant l'application du Code civil, les personnes juridiques pouvaient exister, en Moldavie, de par l'initiative privée, sans aucune intervention du pouvoir public (2).

Cette jurisprudence méconnaissait les vrais principes et les textes du Code Calimaque et était en contradiction avec un arrêt antérieur de la Cour Suprême, du 19 Mai 1880: « attendu que les personnes morales diffèrent essentiellement des personnes physiques en ce que, comme de simples fictions elles ne peuvent recevoir leur personnalité et leur existence que de l'Etat dans lequel elles sont appelées à fonctionner, par acte spécial du pouvoir public ; que ce principe était aussi celui du Code Calimaque qui, par ses articles 15, 43, et différentes autres lois dispose que toute corporation ne peut être créée que par un acte du Prince (hrisov), lequel acte doit lui reconnaître sa personnalité

(1) *Dreptul*, 1895, n° 6, p. 42, affaire : Marcos Vacas. M. Gregoria-di-Bonachi. « Attendu qu'on entend par personne juridique un être *abstrait* ; une *fiction* qui pour exister doit être créé par la loi dans un intérêt social et dans un but d'utilité publique ; qu'elle ne peut acquérir que de cette manière une existence juridique lui conférant l'acapacité d'avoir des droits et des obligations... »

(2) Cass. Roum. I, 15 mars 1895, *Dreptul* 1895, n° 32, p. 265; dans la même affaire Ch. Réunies. 4 Déc. 1897, *Dreptul* 1898, N° 2, p. 13.

« juridique comme personne morale, etc... (Cass. Roum. Bulletin Première Chambre, année 1880, p. 244).

La même Cour de Galatz établit, par un arrêt du 14 mars 1895 (1), une intéressante jurisprudence relative à la création des personnes juridiques sous la domination ottomane. Après le Congrès de Paris, le Sultan, pour inaugurer selon le désir des puissances une nouvelle ère de progrès et de civilisation, reconnut et maintint, en totalité, par une constitution impériale du 16 février 1856 intitulée « *Hati Humayun* », les immunités et privilèges spirituels consentis auparavant aux communautés chrétiennes. A la suite de cet acte, les chrétiens pouvaient former des communautés chrétiennes sans autorisation aucune, auxquelles on reconnaissait, conformément aux lois ottomanes, le caractère de personnes juridiques capables d'avoir des droits et des obligations. Ces personnes juridiques, constituées sous la domination ottomane, continuèrent à avoir les mêmes caractères après l'annexion de la Dobroudja à la Roumanie pour autant que la loi organique de cette province, du 9 mars 1880, ne s'y opposait pas.

Le 9 novembre 1895, la Cour Suprême, Chambres réunies, revient à la jurisprudence traditionnelle dans l'affaire de la communauté grecque orthodoxe de Ianina contre l'Etat roumain (2). Il y est établi en termes formels que l'Etat seul, ayant la garde des intérêts généraux et dont la volonté s'impose à tous, peut créer, par ses représentants, et dans un intérêt général, des personnes juridiques.

Le même principe est consacré par un arrêt de la Cour de Cassation du 12 mars 1898, dont les attendus ne laissent plus aucun doute sur la voie définitive dans laquelle s'est engagée

(1) *Dreptul* 1895, n° 42, p. 345.

(2) *Dreptul*, 1895, n° 78, p. 641.

la jurisprudence (1). Le système de la concession triompha définitivement, mais la jurisprudence y admit une importante atténuation : cette autorisation n'avait pas besoin d'être manifestée dans des formes expresses, on pouvait en déduire l'existence de toutes circonstances de fait (2).

Le système de la fiction a été également appliqué aux sociétés civiles qui par conséquent, contrairement aux solutions de la jurisprudence française, ne peuvent jouir de la personnalité juridique en Roumanie qu'en vertu d'une concession législative (3).

§ 2. — *La création des fondations sous le Code civil.*

N° 51. — *La voie oblique.* — Le Code civil roumain, comme le Code Napoléon, ne connaissant pas d'acte juridique spécial de fondation, analogue au *Stiftung* des Allemands, les particuliers devaient recourir aux seuls moyens de droit commun pour la réalisation de leurs intentions : la donation entre vifs et le testament (4).

(1) *Dreptul*, 1898, n° 32, p. 279 : « Attendu que pour les personnes physiques existant indépendamment de toute intervention législative, la loi ne fait que régler les droits et obligations qui découlent du fait de leur existence ; mais les personnes juridiques n'ayant pas de réalité physique, leur personnalité n'est qu'une fiction, d'où la nécessité d'une intervention de l'autorité ou de la loi pour les créer en tant que telles ; attendu qu'il n'est pas donné à l'individu de créer des fictions et par conséquent des êtres fictifs, un pareil droit ne peut être exercé que par celui dont la volonté peu s'imposer à tout le monde, c'est-à-dire par l'Etat... » etc...

(2) Cass. Roum. I, 4 novembre 1925, *Pandectes roumaines*, 1928, I, p. 33, avec la note de M. Jean S. Nicolau.

(3) Trib. Putna, 20 avril 1893, *Dreptul* 1893, n° 39, p. 309; Trib. Ilfov, 19 octobre 1904, *Dreptul*, 1905, n° 18, p. 146 avec une note du Prof. Negulesco.

(4) V. pour le droit français : CÉLIN et CAPITANT : *Cours élémentaire de droit civil français*, 3^e éd., t. III, p. 686 et suiv. PLANIOL : *Traité élémentaire de droit civil*, 9^e éd., t. III, n° 3330 et suiv.

Les fondateurs avaient le choix entre deux procédés : 1° ils pouvaient s'adresser à un établissement déjà existant et le charger de recevoir les biens qu'ils entendaient affecter à leurs fondations et d'assurer le service de celles-ci ; 2° ils pouvaient créer un établissement nouveau.

N° 52. — *Libéralités faites à une personne juridique déjà existante.* — Le particulier qui ne voulait pas créer une institution autonome, indépendante et jouissant dès le début de la personnalité juridique, avait la faculté de faire un don ou un legs soit à l'Etat, au département ou à la commune, soit à un établissement public ou d'utilité publique dans les attributions duquel rentrait l'œuvre qu'il s'était proposé de créer, en imposant au bénéficiaire de la libéralité la charge d'affecter les biens donnés ou légués à la réalisation de cette œuvre. C'était par exemple un legs fait à une commune, à la charge de fonder un hospice ; à un hôpital, à la charge de fonder des lits au profit des pauvres de telle région ; à une académie en vue d'organiser des concours et de décerner des prix, etc...

Il ne pouvait pas y avoir de doute sur l'efficacité juridique d'une pareille disposition, lorsque les conditions de validité des donations et des legs avaient été observées, sous la seule réserve de l'acceptation des autorités représentant l'Etat, les départements et les communes, ou de l'acceptation du gouvernement, en cas de fondations attribuées à des établissements publics et d'utilité publique. Le respect des intentions du disposant était assuré par la faculté accordée à lui et à ses héritiers de demander la révocation de la donation ou du legs pour inexécution des charges (art. 829 C. Civ. roum. Français 953), et par le droit de stipuler le retour des biens donnés ou légués en cas de disparition de l'établissement chargé de l'exécution de la fondation (art. 825 C. C. roum. ; — Fr. 951).

N° 53. — *Création d'un établissement nouveau.* — Il se pouvait cependant que le disposant ne voulût utiliser aucun des établissements existants, soit qu'il n'en trouvât pas qui répondit exactement au genre de service qu'il avait en vue, soit qu'il ne fût pas satisfait de leur esprit et de leurs tendances politiques, scientifiques ou religieuses, soit enfin qu'il désirât faire une fondation assez importante pour vivre seul de ses propres ressources. Dans toutes ces hypothèses, le fondateur avait besoin de créer un établissement nouveau distinct des autres. A cet effet, il avait la latitude de créer lui-même, de son vivant, la fondation et de demander pour elle au Parlement, la reconnaissance de la personnalité juridique ; mais il pouvait également s'adresser à un particulier, lui léguer ses biens et le charger de l'exécution de ses intentions. Dans ce dernier cas, il incombait à ce particulier, légataire universel *sub modo*, d'organiser la fondation, de solliciter pour elle la personnalité juridique et de la doter des biens légués par le fondateur.

Cependant le legs à charge de fondation fait à un particulier soulevait pas mal de discussions, et les obstacles se dressaient nombreux devant la réalisation, par ce moyen, de la volonté du testateur. On disait : le testateur ne peut pas adresser sa libéralité à l'établissement qu'il veut fonder puisque cet établissement n'existera pas encore comme personne juridique au jour du décès ; il naîtra seulement plus tard et la disposition doit être déclarée nulle comme fait à une personne non encore conçue (art 808 C. C. Roum. ; Fr. 906).

N° 54. — *Jurisprudence.* — La Cour de Cassation de Roumanie s'est prononcée pour la validité du procédé, dans l'affaire suivante :

Jean Ottétéléchano, sans héritiers à réserve, libre par suite de disposer de ses biens à son gré, avait conçu le dessein d'employer sa grande fortune à la création d'un établissement d'institution pour les jeunes filles pauvres. Dans ce but, par testament du 19 mars 1876, il eut recours à deux dispositions l'une principale, l'autre subsidiaire. Par la disposition principale, il légua directement ses biens à l'institut qu'il voulait fonder et pour le cas, où quelque obstacle juridique s'opposerait à la validité de cette disposition, il institua, par voie subsidiaire, comme légataire universel le sieur Jean Kalindero, le chargeant de l'exécution de ses dernières volontés. Les héritiers du défunt demandèrent l'annulation du testament pour trois motifs : 1° le legs était adressé à une personne inexistante ; 2° Jean Kalindero n'était pas un légataire sérieux, mais une personne interposée ; 3° le legs n'avait même pas d'objet et de cause licites. Les juges du fond décidèrent que la disposition principale du testateur était nulle : la loi roumaine, comme la loi française subordonne la capacité de recevoir à l'existence de la personne gratifiée, à l'époque du décès du testateur. Mais ils admirent la validité de la disposition subsidiaire en rejetant la demande des héritiers du sang. L'arrêt du 26 novembre 1888 de la Cour d'Appel de Bucarest fut confirmé le 2 mars 1892 par la Cour de Cassation roumaine, Chambres réunies (1).

La jurisprudence française a adopté le même point de vue dans plusieurs arrêts célèbres (2). Voici les arguments de la Cour de Cassation dans l'affaire Biencourt, repris presque mot

(1) DALLOZ, 1893, II, 3-4, note *Bendant*.

(2) Voyez affaire Biencourt, Cass. Civ. 5 juil. 1886, I. 1186, I, 465 ; Affaire Goncourt, Trib. de la Seine, 5 août 1897, Sirey, 1905, 2^e partie, p. 78 ; Cass. Civ., 12 mai 1902, S. 1905, I, 137, avec une note de Monsieur LÉVY-ULLMANN.

par mot par le Tribunal de la Seine dans le procès de la fondation Edmond de Goncourt. « Attendu que par son testament olographe en date du 1^{er} août 1882, la demoiselle Baron a légué tous ses biens... au sieur Armand de Biencourt ; qu'il ressort manifestement de cette disposition vocation au profit de de Biencourt à l'universalité des biens composant la succession de la testatrice ; qu'il importe peu dès lors, que l'exécution des charges qui ont été imposées au dit de Biencourt et l'accomplissement du mandat qu'il a par là même à remplir doive absorber en totalité l'émolument de la disposition faite à son profit ; qu'il n'en reste pas moins le continuateur juridique de la personne de la testatrice en sa qualité de légataire universelle de cette dernière... »

Après ces décisions il est resté acquis que la disposition testamentaire imposant à un légataire la charge d'employer les biens qui lui seront transmis, à la création d'une fondation, ne constituait pas un legs fait à des bénéficiaires éventuels, mais bien une fondation testamentaire considérée comme une libéralité *sub modo*.

Le légataire universel ayant en vertu de l'article 888 du Code civil roumain (fr. 1003) vocation éventuelle à l'universalité des biens successoraux, il ne perdra pas cette qualité lorsqu'il ne tirera aucun profit des biens légués avec charge. Le legs ne sera pas fait à un être inexistant par l'intermédiaire d'une personne interposée. Jusqu'à la création de la fondation la propriété des biens légués reposera sur la tête du légataire universel (1).

(1) V. Le système de la création des fondations par voie oblique dans : GEOUFFRE DE LAPRADELLE : *Théorie et pratique des fondations perpétuelles*, Paris 1895, p. 112 à 160 ; 456-469.

N° 55. — *Critiques de M. Lévy-Ullmann, au procédé de création des fondations par legs universel.* — M. Lévy-Ullmann critique cette argumentation de la jurisprudence. Il reconnaît que l'argument par lequel on a refuté l'objection des héritiers est en harmonie avec la définition du légataire universel, telle qu'elle a été indiquée. Ce qui caractérise le legs universel, c'est en effet l'éventualité au tout et il ne faut pas confondre l'émolument et le legs universel. « Mais peut-on aller jusqu'à « soutenir que le légataire universel non seulement ne doit « pas forcément recevoir un émolument sérieux mais même « qu'il peut ne rien recevoir du tout dans un testament alors « que effectivement toutes les issues étant gardées le testateur avait pris des dispositions pour que le légataire universel n'eût jamais rien ? » Car les droits de légataire ne se résument pas seulement dans la vocation à toute la libéralité mais aussi dans la vocation à *quelque chose*. S'il n'y a pas disposition à titre gratuit en faveur d'une personne, il n'y a pas de libéralité. Où est l'*animus donandi* du donataire lorsque par hypothèse le légataire est destiné à ne rien recevoir ? Le *negotium juris* sera sans cause à l'égard du légataire. Le subterfuge des donations *sub modo* est une vaine dénaturation d'une institution juridique, pour en remplacer une autre.

On dénature le legs universel en le faisant servir à l'exécution testamentaire (1).

Suivant M. Lévy-Ullmann la fondation est un acte *sui generis* et il estime que le droit allemand et le droit suisse sont dans la vérité en disant que la fondation testamentaire s'accomplit par legs direct à l'œuvre future.

(1) M. LÉVY-ULLMANN : *Cours de droit civil approfondi*, 1928-1929, p. 234 et 309 ; en collaboration avec M. GRUNEBRUN-BALLIN ; *Essai sur les fondations par testament*, *Revue trimestrielle de droit civil*, n° 2, 1904.

CHAPITRE III

LA PERSONNALITE JURIDIQUE EN TRANSYLVANIE (1)

N° 56. — *Etat de la législation.* — Le droit hongrois, en vigueur en Transylvanie, ne renferme pas de régime général de la personnalité juridique. Il faut en chercher les règles dans diverses lois et ordonnances ministérielles et les compléter par les solutions de la jurisprudence. On y suit plutôt une pratique de droit public basée sur les principes de la liberté d'association et de l'autonomie de la volonté humaine.

SECTION I

LE DROIT DES ASSOCIATIONS (2)

N° 57. — *La liberté d'association.* — De tout temps, les associations ont pu, en principe, se constituer librement en Hongrie. Mais jusqu'en 1848 cette liberté était l'apanage de la noblesse seule. Depuis elle a été étendue à tous les citoyens du

(1) V. Dr. RAFFAY FERENCZ : *A magyar magánjog kézikönyve*, 3^e éd., Győr, 1909, tome I, p. 220-239 ; Dr. GEORGIU PLOPU : *Părți alese din dreptul privat ungar*, tome I, Oradea mare, 1929, p. 73-94.

(2) V. les *Ordonnances du Ministère de l'Intérieur*, n° 1384-1893, 773-1874, 1508-1875, 1136-1898, 2219-1898, 58763-1905, et les *Ordonnances du Ministère des Cultes et de l'Instruction Publique*, n° 731-1887, 21015-1902, 41856-1903 et 3806-1904, concernant les associations de jeunes.

royaume ; toutefois cette liberté d'association se trouve limitée par un certain nombre de règles normatives concernant la constitution et le fonctionnement de l'association, que les fondateurs doivent rigoureusement observer. La restriction est complétée par l'obligation de faire viser les statuts au Ministère et par le droit de contrôle réservé aux Pouvoirs publics.

N° 58. — *Visa des statuts.* — Les associations sont tenues de présenter leurs statuts au Ministère de l'Intérieur, pour y être visés. Quarante jours après envoi des Statuts, l'association peut fonctionner provisoirement, lorsque le Gouvernement n'a formulé aucune réserve dans cet intervalle. Mais elle ne sera définitivement constituée qu'après l'obtention du visa. Le Ministère ne peut pas refuser le visa lorsque le but de l'association ne contrevient pas à l'ordre public, aux bonnes mœurs, ou à l'intérêt de l'Etat.

Une ordonnance du Ministère des cultes et de l'instruction publique n° 731/1887, relative aux associations de jeunesses, va cependant jusqu'à demander une approbation du gouvernement.

N° 59. — *Contrôle.* — Le contrôle des associations est assuré par les Ministères et les Municipalités. Ces dernières tiennent des registres des associations et sont obligées de faire des rapports semestriels au Ministère de l'Intérieur sur les associations nouvellement créées ou disparues. En cas d'urgence le fonctionnement de l'association peut être suspendu par les autorités chargées du contrôle.

N° 60. — *Dispositions obligatoires des statuts.* — Les statuts doivent contenir obligatoirement la disposition permettant au Gouvernement royal de suspendre le fonctionnement

de l'association dans le cas où celle-ci dépasserait le but et le champ d'action qu'elle s'est assignés et porterait par là atteinte aux intérêts patrimoniaux de l'Etat ou de ses membres. Le gouvernement ordonnera dans ce cas une enquête et, selon les résultats de celle-ci, aura la faculté de dissoudre l'association ou de l'obliger à respecter, sous peine de dissolution, les règles statutaires. Le Ministère de l'Intérieur a toujours refusé de viser les Statuts qui ne contenaient pas ces dispositions.

Cette pratique prête à de sérieuses critiques : elle est mauvaise au point de vue formel parce que l'association ne peut s'occuper dans ses statuts que des questions qui entrent dans le champ de son action. Or le droit de suspension et de dissolution du Gouvernement n'est pas de sa compétence ; elle est mauvaise au point de vue matériel parce que le droit de contrôle et de surveillance du Ministère ne saurait nullement dépendre du fait que les statuts de l'association s'en occupent ou non (1).

N° 61. — *Acquisition de la personnalité juridique.* — La personnalité juridique de l'association est acquise par le seul fait de sa création et de son existence matérielle, dès le moment où les statuts sont acceptés par les membres. Le délai de quarante jours imparti pour l'obtention du visa ne saurait exercer aucune influence sur l'acquisition de la personnalité juridique. Dans le droit hongrois la capacité juridique des associations ne dépend pas de la reconnaissance de l'Etat ni de l'approbation de ses dispositions organiques par le Gouvernement (2). Cette solution est fondée sur le principe de la liberté d'association, suivant lequel la création de l'association entraîne *ipso jure* l'acquisition de la personnalité juridique. Sans doute, le refus du gouvernement de viser les statuts peut donner lieu à des complications au sujet des actes accomplis

(1) Conf. D^r RAFFAY, *op. cit.*, p. 226, note 2.

(2) C. II. G. 23/1896.

par l'association dans l'intervalle des quarante jours, mais on doit considérer ces actes comme juridiquement valables (3).

N° 62. — *Système de la réalité.* — En droit hongrois, l'association est une personne réelle, créée par l'initiative privée, disposant d'une volonté propre, indépendante de la volonté de ses membres et les obligeant tous. Les organes de l'association agissent directement pour le compte de celle-ci et leurs actes obligent l'association seule. De même l'association sera responsable des dommages causés à des tiers par ses représentants dans l'exercice de leur fonction. Cette responsabilité peut être fondée sur un acte délictuel (L. VIII, § 19, de 1871 ; L. XVIII, 1874 ; L. XX, § 299, 1877), la rupture des relations contractuelles dues à la faute des organes, ou un quasi-délit.



SECTION II

LE DROIT DES FONDATIONS (1)

N° 63. — *Création des fondations.* — Au sens des lois LXXIV/1715, LXX/1723, XXIII/1791, XXVI/1792, contenues dans le « Corpus Juris Hungarici » en leur texte original latin, les fondations pieuses (*piacausae*) et de bienfaisance (*caritas*) prennent naissance par la simple manifestation de volonté du fondateur sans aucune approbation préalable des statuts de la part du Gouvernement (2). Sa Majesté le Roi a cependant

(1) Dr GEORGIU PLOPU, *op. cit.*, p. 76 et note sous Cass. Roum. I, du 30 sept. 1924, *Pandectes roumaines*, 1925, I. p. 6.

(2) V. Cour de Cass. de Budapest (Curie royale hongroise). Décisions, n° 5856-1909, 4588-1910, 5164-1910, 5538-1910, 5828-1910, 5538-1910, 5828-1910, 925-1911, 4058-1911, 5085-1911, 5201-1911, 5740-1911, 1857-1912, 3594-1912, 6170-1912 (Dr. Plopu, *op. cit.*, p. 88).

un droit suprême de surveillance et de contrôle qu'Elle exerce par son Gouvernement afin de savoir si le patrimoine de la fondation est strictement employé à la réalisation du but idéal visé par le fondateur. Si donc la fondation n'était pas administrée conformément aux intentions du fondateur et au but désigné par lui, le Gouvernement aura le droit et le devoir de prendre toutes les mesures propres à assurer le fonctionnement statutaire de la fondation.

La fondation se crée par l'affectation d'un patrimoine ou d'une universalité de biens, avec attribution de personnalité, à la réalisation d'un but pieux ou de bienfaisance. Le fondateur peut y procéder par acte entre vifs ou par testament. Il peut confier la réalisation du but idéal soit à une corporation, par exemple à un consistoire, une municipalité, une commune, etc..., soit à un organe indépendant spécialement créé à cet effet : un comité ou une commission. La fondation sera représentée et administrée par cette corporation ou ce comité.

N° 64. — *Textes.* — Le régime des fondations est règlementé par des lois anciennes parmi lesquelles on peut citer en plus de celles déjà mentionnées plus haut : les lois CV/1723, XVII/1729, XLIII/1741, XLIV/1741, XXI/1751, XIII/1765, XXVII/1791, XXX/1883, XLIII/1895.

N° 65. — *Contrôle et surveillance. Le Directoire des fondations.* — Pour exercer le droit de suprême surveillance et de contrôle réservé au Roi, le gouvernement magyar a institué un organe spécial appelé Directoire royal des fondations. Cet organe dépendant plus particulièrement des Ministères des Cultes et de l'Instruction publique, a donné lieu à pas mal de discussion toutes les fois qu'il s'agissait d'organiser une nouvelle fondation. Malgré les termes clairs des lois concernant le

régime juridique des fondations, le Directoire prétendait que le Gouvernement pouvait et devait intervenir dans la création même de la fondation, en accordant son approbation aux statuts dont la rédaction incombait à la corporation ou au comité désigné par le testateur.

N° 66. — *Oscillations de la jurisprudence.* — La résistance tenace du Directoire triompha en définitive et produisit un changement de jurisprudence. La pratique judiciaire était jusqu'assez récemment dominée par le principe que les fondations pieuses, charitables ou de bienfaisance, comme celles destinées à l'éducation, aux soins des malades, bourses, maisons d'enfants abandonnés, constructions d'hôpitaux, soulagement des pauvres, invalides, orphelins, etc... étaient créées par l'autorisation gouvernementale et non par la volonté des fondateurs. La conséquence en était que l'organe désigné par le fondateur pour administrer la fondation ne pouvait entrer en possession du patrimoine de la fondation sans l'approbation préalable du gouvernement. Jusqu'à l'obtention de cette approbation les biens consistant en argent liquide devaient être consignés à la Caisse de dépôts et consignations et les immeubles *prénotés* (1) dans le registre foncier.

Cette pratique, contraire aux dispositions législatives régissant la matière, donna lieu à de sérieuses difficultés. Que décider par exemple dans le cas où, à l'occasion des débats judiciaires engagés en vue de la dévolution testamentaire, l'autorité chargée d'administrer la fondation déclare ne point reconnaître l'ingérence du gouvernement dans la création de la fondation ? Sur quoi fonder alors la prétention du Gouver-

(1) Dans le système du registre foncier transylvain la *prénotation* est une inscription qui opère acquisition, transformation ou extinction d'un droit réel sous la réserve de justifier ultérieurement le titre de propriété.

nement ? La solution du conflit présente une importance considérable lorsque la non réalisation de la volonté du testateur est de nature à compromettre de gros intérêts humanitaires. Que décider encore lorsque l'autorité chargée d'administrer la fondation refuse même de confectionner les statuts que le gouvernement entend se faire soumettre afin d'approbation, et écarte par là l'adhésion du gouvernement à la réalisation des intentions du fondateur ? Le gouvernement pourra-t-il instituer lui-même la fondation ou bien s'en suivra-t-il la caducité des dispositions testamentaires, avec application des règles de l'hérédité légale ?

La Cour suprême de Budapest trancha la question par l'arrêt n° 8.673/1914 dans l'espèce suivante : M. J., avocat domicilié à Raab (Gyor) disposa par son testament la création d'une fondation dans le but de bâtir et d'entretenir un orphelinat. Il affecta à la réalisation de ce but une partie considérable de sa fortune et en confia l'administration à la super-intendance réformée de Raab. Au cours des débats de dévolution de l'hérédité, le représentant de l'Eglise réformée contesta au Directoire royal, qui prétendait approuver les statuts, le droit de s'ingérer dans la réalisation de la volonté du testateur. Il n'a qu'une seule attribution c'est de surveiller et contrôler la situation déjà existante. La Cour suprême donna gain de cause à l'Eglise réformée et décida que le gouvernement n'avait pas le droit de s'immiscer dans la création de la fondation parce que la fondation avait pris naissance par la simple manifestation de volonté du fondateur. La réalisation de sa volonté ne saurait aucunement dépendre de l'appréciation gouvernementale. Les statuts sont à rédiger après la dévolution définitive des biens en conformité avec l'intention du testateur.

Cette jurisprudence est définitive. Le gouvernement ne pourra plus s'ingérer dans la création des fondations. Ce principe

ne souffre d'exception que dans l'hypothèse ou la création de l'institution visée par le fondateur appelle nécessairement le concours du Gouvernement, par exemple le testateur veut fonder un lycée, une institution d'éducation militaire, etc... Dans ces cas le juge demandera l'avis du Gouvernement qui ne pourra jamais être une autorisation concernant la création de la fondation, mais uniquement une permission de fonder une institution d'Etat aux frais d'un particulier.



SECTION III

LA CESSATION DE LA PERSONNALITE JURIDIQUE

N° 67. — *Cas de cessation et dévolution des biens.* — Les associations perdent la personnalité juridique par la mort, l'exclusion des membres, ou l'arrivée du terme fixé dans les statuts. Les fondations cessent d'exister en cas de disparition de leurs fonds. Enfin, l'Etat peut procéder en vertu de son droit de contrôle et de coordination suprême des activités à la dissolution des associations et fondations qui contreviendraient aux lois d'intérêt général ou blesseraient la morale ou les bonnes mœurs.

Les biens des personnes juridiques dissoutes sont liquidés conformément aux statuts, ou en cas de silence, dévolus à l'Etat ou à d'autres groupements poursuivant des buts analogues à ceux visés par le fondateur.

TITRE II

L'ETUDE DE LA LOI DU 6 FEVRIER 1924 (1)

(1) *Lege pentru persoanele juridice* (Loi sur les personnes juridiques), promulguée par le Décret royal, N° 452 du 5 février 1924 et publiée au *Moniteur Officiel*, I, N° 27 du 6 février 1924. Elle a été mise en application par le Règlement d'administration publique du 19 avril 1924 (*Moniteur Officiel*, I, N° 87).

CHAPITRE I

GENERALITES

SECTION I

L'IMPORTANCE DE LA LOI DU 6 FEVRIER 1924

§ 1. — *Sa nécessité.*

N° 68. — *Nécessité d'ordre politique et social.* — L'étude historique du problème de la personnalité juridique en droit roumain nous montre que la nécessité d'établir un régime moderne des associations et fondations, applicable à toutes les provinces réunies à la mère patrie, s'imposait d'une manière de plus en plus pressante à l'attention du législateur. Les réalisations sociales en continuelle croissance, dues à l'esprit d'association et à l'admirable élan de générosité dont avait fait preuve le peuple roumain dès les premiers jours de son organisation politique, ne pouvaient plus demeurer, dans le pays agrandi, sans de sérieuses garanties de bon fonctionnement et de sécurité. L'Etat devait s'assurer d'autre part, par l'institution d'un contrôle et d'une surveillance efficaces, que l'activité des associations et fondations se maintiendrait rigoureusement dans les cadres tracés par la volonté des associés et des fondateurs, en plein accord avec les principes de la morale, les bonnes mœurs et l'ordre public.

N° 69. — *Nécessité d'ordre juridique.* — Mais l'urgence d'une loi sur la personnalité juridique était commandée surtout par la nécessité d'abolir les dispositions diverses et contradictoires qui régissaient la matière dans les différentes provinces roumaines, et qui n'étaient point de nature à concilier le principe de la consolidation intérieure de l'Etat avec la satisfaction à donner aux besoins accrus de la vie sociale.

Nous avons déjà examiné le système du droit transylvain et insisté sur celui du droit roumain applicable à l'ancien royaume. Faute d'un régime général et cohérent, presque chaque loi comportait pour les personnes juridiques nouvellement créées, des règles propres, à la manière des anciens écrits des Princes. Ces lois étaient loin de s'inspirer des mêmes principes et n'apportaient pas toujours les mêmes solutions aux situations analogues. Nous avons déjà cité quelques lois spéciales, rappelons encore, pour compléter le tableau : la loi du 26 mai 1921 relative à la personnalité juridique des syndicats professionnels ; les articles 327 à 345 du règlement portant application du décret-loi relatif à la création du Ministère de la Santé publique, du Travail et de la Prévoyance Sociale, qui règle la reconnaissance des sociétés d'assurances et d'assistance sociale ; la loi sur l'organisation des métiers, du crédit des assurances ouvrières, modifiée par la loi du 5 juin 1913, relative aux diverses sociétés mutuelles ; l'article 2.151 du code civil russe, relatif à la création des coopératives en Bessarabie. En Bukovine, les lois autrichiennes de 1852, 1867 et 1873, combinées avec les articles 26 et 27 du Code civil de 1811, accordaient la personnalité juridique après dépôt des statuts en cinq exemplaires au bureau de l'autorité publique locale, c'est-à-dire devant le pouvoir exécutif (loi du 15 Novembre 1867, art. 3, 5 et 9). Toutefois le simple dépôt des statuts n'opérait pas attribution de la personnalité juridique. Elle ne

pouvait être acquise que quatre semaines après et seulement si dans ce laps de temps l'autorité publique n'avait point fait opposition et à défaut d'appel du Ministère de l'Intérieur dans les 60 jours qui suivaient.

N° 70. — *Inconvénients du système de la concession législative.* — Toute cette législation était encombrante, incomplète et difficile à adapter aux nouvelles exigences de la Société. Mais le système de la création de personnes juridiques par la loi comportait encore d'autres graves inconvénients.

La fonction temporaire des corps législatifs et la procédure parlementaire rendaient cette pratique peu commode et parfois dangereuse. On entravait par là, très souvent, la formation des patrimoines destinés à servir des buts honnêtes, en encourageant la constitution de patrimoine dissimulés. Des dizaines de concessions étaient accordées sans examen sérieux des statuts, qui sortaient de la machine législative souvent en contradiction avec les principes constitutionnels. Pour illustrer la légèreté avec laquelle on rédigeait ces lois de concession, il suffit de montrer que les expressions « personne morale », « personne juridique », et « personne civile » prenaient dans ces lois des sens différents et l'on est arrivé à employer finalement l'expression stéréotype condamnée par la doctrine, de « il est reconnu ... la qualité de personne juridique et morale ».

N° 71. — *Tentatives d'établir un régime général de la personnalité juridique.* — Eugène Statesco, dans le désir de suppléer à cette lacune de la législation, déposa en 1881 un projet de loi sur les personnes juridiques. Mais ce projet fut retiré par le ministre Naco, pour être à nouveau approfondi. Cette tâche ne devait revenir qu'au législateur de 1924.

D'autre part, le professeur D. Alexendresco esquisa dans la *Tribune juridique* du 26 juin 1921, dans un projet d'unification du livre I du Code civil, quelques dispositions relatives aux personnes juridiques. Cependant, tout le mouvement d'unification de la matière s'est arrêté à ces deux tentatives.

§ 2. — *Son objet.*

N° 72. — *Associations à but non lucratif et fondations.* — La loi de 1924 commence par faire la distinction entre les personnes juridiques de droit public et celles de droit privé, en excluant les premières du champ de ces préoccupations. (L. art. I §1)

Les personnes juridiques de droit public, organe de l'Etat, ont été maintenues sous le régime de la création législative. Le Parlement reste seul compétent pour décider si la création d'un nouveau département ou d'une commune nouvelle répond à un besoin réel de la vie politique et si l'individualisation d'un service public, sous forme d'établissement autonome, se justifie par des considérations de bon fonctionnement ou par la perspective d'une meilleure satisfaction des intérêts généraux.

La loi néglige également les personnes juridiques à caractère ecclésiastique et les associations à but lucratif ou patrimonial, telles les sociétés civiles et commerciales, les coopératives, les associations poursuivant la protection réciproque de certains intérêts pécuniaires, les sociétés d'obligataires, etc..., pour lesquelles elle renvoie au Code de Commerce et aux lois spéciales qui les concernent.

Elle ne vise que les associations sans but lucratif et les fondations, en les déclarant personnes juridiques de droit privé (L. art. I §3). Mais elle englobe les associations ayant un

caractère intéressé extra-patrimonial ou un caractère patrimonial secondaire, tels les cercles, les associations d'agrément, les syndicats professionnels et toutes celles qui gèrent une entreprise économique en liaison étroite avec le but poursuivi (L. art. 40). C'est par exemple, une association de bienfaisance exploitant une boutique dont les revenus sont affectés à l'entretien d'un asile d'enfants ou une réunion agricole se procurant des fonds nécessaires à la propagation des connaissances agricoles, en gérant une entreprise industrielle.

N° 73. — *Situation des personnes juridiques existantes.* —

La loi ne disposant que pour l'avenir, les personnes juridiques de droit privé existant au moment de la promulgation de la loi de 1924, continueront à fonctionner d'après les lois qui avaient présidé à leur naissance, à condition qu'elles ne se heurtent pas aux dispositions d'ordre public de la loi nouvelle (L. art. 2). Elles seront obligées de communiquer dans les six mois qui suivront la promulgation de la loi de 1924 tous les actes intéressant leur vie et leur mode de fonctionnement, au greffe du tribunal de la circonscription où est située leur principale administration. Elles communiqueront notamment : les titres acquisitifs de la personnalité juridique ; une copie certifiée de l'acte constitutif ; une copie des statuts ou du règlement intérieur ; une copie du bilan et du compte rendu de la dernière année ; un mémoire contenant un court historique, le lieu du domicile, le nom et le domicile des membres, la nature des biens, etc... (R. art. 98-99). Néanmoins, toutes modifications des statuts et des organes de contrôle ou d'administration, la transformation du caractère de l'établissement, la dissolution et les opérations de liquidation, survenues après la promulgation de la nouvelle loi, devront se faire conformément à celle-ci. (L. art. 8). Ces dis-

positions sont sanctionnées par une amende et la perte de la personnalité juridique (1).



SECTION II

LES SOURCES PRINCIPALES DE LA LOI DE 1924

N° 74. — *Choix du législateur.* — Le législateur roumain de 1924 pour rompre dans les limites permises par la constitution, avec la tradition suivie jusqu'à cette date en matière de personnalité juridique, s'appuie sur les deux législations européennes les plus profondément empreintes des idées libérales : le Code civil allemand et le Code civil suisse. Avant d'étudier l'œuvre du législateur roumain, il nous paraît intéressant d'esquisser, dans leurs grandes lignes, les dispositions concernant la personnalité juridique de ces deux législations qu'il prend pour modèle (1).

§ I. — *Le Code civil allemand.*

N° 75. — *Textes relatifs à la personnalité juridique.* — Le Code civil allemand contrairement aux Codes civils français et roumain, consacre un titre tout entier à la personnalité juridique (L. I. Section I, T. 2, art. 21 à 89) dont les articles 21 à 79 réservés aux associations, les articles 80 à 88 aux fondations et l'article 89 aux personnes juridiques de droit public.

(1) Voir Cour d'appel de Cernautzi, I, 10 mars 1928, *Pandectes roumaines*, 1928, III, p. 124.

(2) Compt. les articles 13-30 du code civil des Etats-Unis du Brésil, du 1^{er} janvier 1916.

N° 76. — *Les associations* (1). — Le Code civil allemand admet en matière d'acquisition de la personnalité juridique le système de l'enregistrement ou de la *règlementation légale*. Toute association dont le but ne vise pas une entreprise de caractère économique (Verein), acquiert la personnalité juridique par l'inscription au registre des associations tenu au tribunal de Baillage compétent, sans que l'obtention de ce bénéfice dépende d'une concession purement arbitraire de l'administration (art. 21, 55).

A cet effet, la direction de l'association adresse une notification au tribunal en y annexant les statuts, en original et copie et une copie des titres relatifs à la constitution de la direction. Les statuts doivent contenir le but, le nom, et le siège de l'association ; les dispositions relatives à la qualité des membres, à la contribution, à la formation de la direction, au fonctionnement de l'assemblée général, et indication du jour de leur confection. Ils doivent également indiquer que l'assemblée doit être inscrite et ils doivent être signés par sept

(2) La constitution de Weimar, du 11 août 1919, a élargi notablement la liberté d'association en abrogeant le § 4 de l'art. 43 et la partie finale de l'art. 61 du Code civil, qui refusaient la personnalité juridique aux associations poursuivant un but politique, social-politique ou religieux. L'art. 124 de la constitution porte : « Tous les Allemands ont le droit
« de former des sociétés ou associations dont les buts ne soient pas
« contraires aux lois pénales. Ce droit ne peut être limité par des mesu-
« res préventives. Ces dispositions s'appliquent également aux associa-
« tions et organisations confessionnelles.

« Toute association peut acquérir la personnalité juridique conformément aux prescriptions de droit civil. Cette personnalité ne peut
« leur être refusée pour le motif qu'elles poursuivent un but politique
« social ou religieux ». Puis l'art. 137 ajoute : « La liberté de former
« des sociétés religieuses est garantie. Elles peuvent se fédérer sans
« aucune restriction.

« Toute société religieuse règle et administre librement ses affaires
« dans les limites de la loi applicable à tous, et remplit ses fonctions
« sans la participation de l'Etat ni des autorités locales.

« Les sociétés religieuses acquièrent la personnalité juridique d'après

« Les sociétés religieuses acquièrent la personnalité juridique d'après
« les prescriptions générales du droit civil (§ 2, 3 et 4) » (B. MIRKINE-
GUETZEVITCH : *Les Constitutions de l'Europe nouvelle*, Paris, 1928, p. 78
et 80).

membres au moins (art. 57 à 59). Le tribunal doit repousser la notification lorsque ces formalités n'ont pas été observées. En ce cas, un recours immédiat peut être formé contre la résolution du tribunal, conformément aux règles du Code de procédure civile. Si la notification est admise le tribunal doit la communiquer à l'autorité administrative compétente, qui peut former opposition contre l'inscription, dans les six semaines qui suivent la communication, lorsque l'association est illicite d'après les règles du droit public, ou susceptible d'être interdite. Cette opposition peut être attaquée par voie d'annulation au moyen de la procédure contentieuse en matière administrative, ou par voie d'appel.

L'obligation de l'inscription s'impose également en cas de modification de la direction et des statuts ou en cas de dissolution de l'association ou de retrait de la capacité (art. 67, 71, 74).

L'association, prenant à partir de l'inscription de sous-titre d' « association inscrite », fonctionnera à l'aide d'un organe de direction, investi du pouvoir de la représenter judiciairement et extra judiciairement (art. 26). La nécessité pour l'association d'avoir une direction est une disposition impérative. Relativement à la gestion confiée à la direction, on applique les dispositions des articles 664 à 670, relatifs au mandat, lorsque les statuts n'en auraient pas disposé autrement. L'association sera responsable du dommage que la direction, un membre de la direction, ou tout autre représentant légal a pu causer à un tiers par un fait accompli dans l'exercice de ses fonctions (art. 31).

Les affaires de l'association lorsqu'il ne s'agit pas de celles que les représentants ont pouvoir de traiter, sont réglées par l'assemblée générale. Celle-ci est donc l'organe suprême de l'association, à défaut de disposition contraire des statuts.

Les résolutions ordinaires de l'assemblée sont prises à la majorité des membres présents. Pour la modification des statuts, il faut une majorité des trois quarts et pour une modification du but de l'association, la loi exige l'assentiment de tous les membres présents et absents (art. 33). La qualité de membre n'est ni cessible, ni héréditaire. Les membres peuvent se retirer à leur gré de l'association.

L'association perd sa capacité : 1°/ par l'ouverture de la faillite (art. 42) ; 2°/ par décision administrative, lorsque par une résolution illégale de l'assemblée générale ou par des agissements illégaux de la direction, elle compromet l'intérêt public, ou lorsqu'elle poursuit un but économique ; 3°/ par décision du tribunal de baillage, lorsque le nombre des membres est réduit à moins de trois (art. 73).

L'association peut être dissoute : 1°/ par résolution de l'assemblée générale ; 2° / à l'expiration du délai fixé dans les statuts ou 3°/ en vertu des règles de droit public en matière d'association.

Lorsqu'il y a dissolution de l'association ou retrait de la capacité, le patrimoine est dévolu aux personnes désignées par les statuts. Lorsque les statuts gardent le silence sur ce point et si l'association a d'après les statuts, pour objet exclusif de servir les intérêts de ses membres, le patrimoine est dévolu par parts égales aux membres actuels de l'association au moment de la dissolution ou du retrait de la capacité, et en tout autre cas au fisc de l'Etat confédéré dans le territoire duquel l'association avait son siège. Le fisc a charge d'employer le patrimoine à une destination qui corresponde au but de l'association (art. 45, 46). Dans tous les cas où le patrimoine social n'est pas dévolu au fisc, il doit nécessairement y avoir lieu à la liquidation.

N° 77. — *Fondations*. — Le Code civil allemand ne donne aucune définition des fondations, pas plus que des personnes juridiques et général. Il consacre le concept de la doctrine antérieure qui est bien loin d'être satisfaisante. Behrend donne par exemple une simple définition formelle : « Les fondations « apparaissent comme les personnes juridiques de droit privé, « qui ne sont pas des associations » (1). Les dispositions des articles 80 à 88 ne sont d'ailleurs pas les seules à réglementer les fondations ; il faut y ajouter les lois d'Empire, les lois des Etats confédérés et les dispositions statutaires.

En droit allemand la fondation se réalise par voie directe. L'acte de fondation est un acte juridique *sui generis*, qui trouve son fondement dans une déclaration de volonté unilatérale du fondateur. Mais pour que l'institution ainsi créée soit juridiquement capable, l'article 80 exige, en dehors de l'acte de fondation l'approbation de celui des Etats confédérés dans le territoire duquel la fondation doit avoir son siège. En cette matière on ne se contente plus d'une simple inscription au registre des associations ; il faut une véritable concession de l'Etat et cela d'une manière absolue. L'autorisation n'a pas un effet simplement déclaratif, mais constitutif de droit ; c'est un acte de droit public.

En droit allemand la fondation comporte donc les éléments suivants :

1° En premier lieu, la volonté du fondateur de créer une fondation autonome. Cette volonté doit être déclarée, faute de quoi elle sera dépourvue de toute efficacité juridique. La déclaration peut être faite par acte entre vifs ou à cause de mort. L'acte de fondation entre vifs exige la forme écrite (art. 81 § I). Mais

(1) V. M. RADULESCO : *La fondation privée dans le droit allemand*, Thèse, Paris, 1924, p. 49.

un acte sous seing privé sera suffisant. En cas de fondation à cause de mort, c'est au tribunal de la succession que revient la charge de faire les démarches nécessaires en vue de l'autorisation, en tant que celle-ci n'est pas demandée par l'héritier, ou l'exécuteur testamentaire (art. 83).

La déclaration de volonté du fondateur est non seulement unilatérale mais impersonnelle, en ce sens qu'elle ne s'adresse pas directement à l'Etat intéressé. Une requête à part est nécessaire pour l'obtention de l'autorisation.

La fondation ne peut être faite que par des personnes capables ou à capacité réduite mais produisant le consentement du représentant légal.

2° La fondation doit poursuivre la réalisation d'un but. Il y a des auteurs qui demandent que le but soit une *pia causa* et qu'il soit perpétuel. Mais le droit commun admet l'existence des fondations pour des buts passagers. Ce but doit être moral et conforme au droit positif.

3° La fondation doit être douée d'un organe qui la représente dans la vie juridique. L'organe a les pouvoirs d'un représentant légal, mais ses pouvoirs peuvent être limités. Ses actes seront réputés avoir été faits par la fondation elle-même. L'organe de direction doit demander, en cas d'insolvabilité, l'ouverture de la faillite, faute de quoi, il sera tenu à l'égard des tiers pour les dommages causés par son retard. Lorsque l'acte de fondation n'institue pas les organes, ce droit revient à l'Etat.

Si la fondation n'est approuvée qu'après la mort du fondateur, elle est réputée, par rapport aux dispositions du fondateur, avoir existé dès avant le décès (art. 84). Pour ce qui est des fondations testamentaires, ce principe de rétroactivité signifie que, par rapport à l'institution d'héritiers ou au legs, fait par le fondateur au profit de la fondation, celle-ci bien

que non encore autorisée au décès, sera considérer, une fois l'autorisation obtenue, comme existant déjà à l'époque du décès. Pour ce qui concerne la fondation par acte entre vifs, on a voulu prévoir le cas où le fondateur, avant que l'autorisation soit intervenue, fait au profit de la future fondation une ou plusieurs dispositions à cause de mort. On appliquera à ces dispositions testamentaires les mêmes solutions qu'au-paravant. Enfin, il y a lieu d'admettre le même principe de rétroactivité pour les attributions patrimoniales contenues dans l'acte même de fondation.

Jusqu'à ce que l'approbation soit accordée, le fondateur a le droit de révocation. Une fois la fondation approuvée, le fondateur est obligé de réaliser le transfert, au profit de la fondation, du patrimoine promis dans l'acte de fondation (art. 81-82).

Lorsque l'accomplissement du but de la fondation est devenu impossible ou s'il compromet l'intérêt public, l'autorité compétente peut donner pour but à la fondation une destination différente, rapprochée des intentions du fondateur, ou la supprimer. (art. 87 § 1).

Lorsque la fondation prend fin, le patrimoine est dévolu aux personnes désignées dans les statuts.

§ 2. — *Le Code civil suisse.*

N° 78. — *Exposé des règles générales concernant la personnalité juridique.* — Le Code civil suisse du 10 décembre 1907 consacre comme le Code allemand, un titre spécial aux personnes juridiques, mais la matière y est plus systématiquement exposée. Les articles 52 à 59 parlent de la personnalité juridique en général, les articles 60 à 79 sont réservés aux associations et les articles 80 à 89 aux fondations. C'est surtout

la législation suisse qui a servi de modèle au législateur roumain de 1924, mais il est bien loin de consacrer les principes vraiment libéraux de cette législation.

Le Code suisse établi en matière d'acquisition de la personnalité juridique le principe général suivant : « Les sociétés « organisées corporativement, de même que les établissements « ayant un but spécial et une existence propre, acquièrent la « personnalité en se faisant inscrire au registre du commerce. « Sont dispensés de cette formalité les corporations et les « établissements de droit public, les associations qui n'ont pas « un but économique, les fondations ecclésiastiques et les « fondations de famille. » (art. 52). Les associations politiques, religieuses, scientifiques, artistiques, de bienfaisance, de récréation ou autres qui ne poursuivent pas un but lucratif et les fondations ecclésiastiques et de famille, lorsqu'elles ne seront pas constituées en vue d'un but illicite ou contraire aux bonnes mœurs, deviendront donc des personnes juridiques dès qu'elles auront exprimé, dans leurs statuts, la volonté d'être organisées corporativement, sans aucune intervention de l'autorité publique. C'est le système de la réalité par excellence.

La capacité des associations et fondations ainsi constituées est entière. Leur volonté s'exprime par leurs organes, dont les actes juridiques et tous autres faits, obligent directement la personne juridique. Par ce fait, on évite les difficultés que peut faire naître la conception allemande du mandat.

Le pouvoir suprême de l'association est exercé par l'assemblée générale. Elle prononce sur l'admission et l'exclusion des membres, nomme la direction et règle les affaires qui ne sont pas du ressort d'autres organes sociaux. Elle contrôle l'activité des organes sociaux et peut les révoquer en tout temps, sans préjudice de leurs droits reconnus conventionnellement.

La fondation a, pour objet, dans la conception suisse, l'affectation de biens à la réalisation d'un but spécial. Elle est constituée par un acte authentique ou par testament, suivi de l'inscription — au cas où elle serait exigée — au registre du commerce. Durant toute leur existence, les fondations sont placées sous la surveillance de la Confédération, du Canton ou de la Commune dont elles relèvent par leur but. L'autorité de surveillance pourvoit à ce que les biens des fondations soient employés conformément à leur destination. Les fondations ecclésiastiques et les fondations de famille, dispensées de l'inscription, ne sont pas soumises au contrôle de l'autorité de surveillance.

La personnalité juridique des associations et fondations disparaît par décision de l'assemblée générale, par la loi ou par jugement. Sauf disposition contraires de la loi, des statuts, des actes de fondation ou décision contraire des organes compétents, la fortune des personnes juridiques dissoutes est dévolue à la Confédération, au Canton ou à la Commune dont elles relevaient par leur but. La dévolution au profit d'une corporation publique, aura lieu, nonobstant toutes dispositions contraires, si la personne juridique est dissoute judiciairement, parce que son but était illicite ou contraire aux bonnes mœurs.

La loi suisse concilie ainsi la plus large liberté avec le droit de surveillance et de dissolution des personnes juridiques réservé à l'Etat.

CHAPITRE II

LES REGLES COMMUNES AUX ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

SECTION I

LA RECONNAISSANCE DES PERSONNES JURIDIQUES

§ 1. — *Les conditions d'existence communes aux associations et fondations.*

N° 79. — *Enumération.* — Les associations et fondations d'origine privée ne pourront acquérir la personnalité juridique, d'après la loi du 6 février 1924, qu'en obéissant aux règles générales suivantes : poursuivre un but non lucratif, avoir un objet licite, obtenir la reconnaissance de la personnalité par une décision judiciaire et la faire inscrire au registre spécial tenu au greffe du tribunal civil, être dotées d'organes de direction et d'administration.

Nous n'entrerons pas dans l'étude des conditions générales du contrat d'association de la capacité d'aliéner, pour lesquelles nous renvoyons au droit commun et ne reviendrons non plus sur le caractère extra-patrimonial du but, que nous avons déjà indiqué (1). De même renvoyons-nous, pour l'étude des organes, à la section II, § 3 du présent chapitre.

A. — *L'objet licite.*

(1) V. *Supra*, N° 72.

N° 80. — On ne peut pas reconnaître la personnalité juridique aux associations et fondations ayant un objet illicite, contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, ou qui seraient formées pour réaliser un pareil but (L. art. 6). La collaboration des énergies individuelles pour la satisfaction d'un besoin social réel justifie amplement l'attribution de la personnalité aux établissements dans lesquels ces énergies se matérialisent ; mais on ne saurait appeler à la vie juridique que les groupements dignes de cette faveur. Dès qu'une association ou une fondation se propose de poursuivre la destruction des assises morales et matérielles de la société, l'Etat, gardien suprême du bien être collectif, a le droit d'intervenir et d'empêcher sa formation. Même les individus, êtres juridiques par excellence, sont exclus de la vie juridique et supprimés parfois, lorsque leur activité est dirigée contre les intérêts de leurs semblables ou de la société ; d'autant moins saurait-on tolérer la formation de collectivités ou d'entités patrimoniales présentant un pareil danger, lorsque leur seule raison d'être est justement de servir l'intérêt général ou les intérêts d'une certaine catégorie sociale.

Mais il ne suffit pas d'un objet licite, conforme à l'ordre public et aux bonnes mœurs, il faut en outre, que la réalisation de cet objet soit au moins partiellement assurée par la constitution d'un patrimoine ou fonds initial (1).

B — *La reconnaissance de l'autorité judiciaire.*

N° 81. — *Innovation fondamentale de la loi de 1924.* L'innovation fondamentale de la loi du 6 février 1924 consiste à avoir enlevé au pouvoir législatif le droit de reconnaître la per-

(1) V. *Infra*, N° 137 et 147.

sonnalité juridique et l'accorder au pouvoir judiciaire. Avant cette date, pour créer une personne juridique, il fallait une loi ; désormais il faudra un jugement.

Nous avons vu les graves inconvénients que présentait le système de la concession législative, à cause du fonctionnement intermittent des Assemblées et de la négligence avec laquelle on y accomplissait cette besogne. Les abus possibles du pouvoir exécutif, suspect d'arbitraire, déterminèrent le législateur à ne pas s'arrêter à cette solution non plus. Le pouvoir judiciaire parut seul présenter toutes les garanties de rapidité, d'objectivité et de légalité pour lui confier la délicate mission d'appeler à la vie juridique des associations et fondations. On trouva que par son rôle, son organisation et sa composition le pouvoir judiciaire pourrait le mieux encourager les initiatives sociales des particuliers et assurer la formation des patrimoines destinés aux œuvres idéales.

N° 82. — *Rôle du tribunal.* — Ce rôle du pouvoir judiciaire est de première importance. Il n'est en rien inférieur à celui qu'avait le Parlement auparavant. Il n'enregistre pas seulement l'existence d'un être juridique créé par la volonté individuelle, mais procède lui-même à sa création qui est son œuvre. L'article 3, alinéa I de la loi du 6 février 1924, se conformant exactement au texte constitutionnel de l'article 29 (1), est catégorique à cet égard : « Les associations et établissements sans but lucratif ou patrimonial ne peuvent acquérir « la personnalité juridique que par un jugement motivé du « Tribunal civil dans la circonscription duquel ils se sont constitués ». On est un peu loin du système de la réalité, pratiqué par le droit suisse.

(1) V. *infra*, p. 190.

On a fait tomber le choix sur le Tribunal départemental, parce qu'il est plus à la portée de tout le monde, et parce qu'il offre un maximum de garantie.

La loi du 26 mai 1921 attribuait par son article 6 le pouvoir de reconnaître la personnalité juridique des syndicats professionnels aux juges de paix. L'expérience démontra que ces derniers n'accordaient pas l'importance voulue à la formation de ces groupements et reconnaissaient même ceux qui combattaient l'Etat, ou proclamait dans leurs statuts des principes révolutionnaires. Par contre la reconnaissance faite par le tribunal, au complet, après discussion contradictoire avec les représentants du ministère intéressé et du ministère public, offre toutes les garanties du respect de la loi et de l'ordre public.

La personnalité juridique est individuelle et ne pourra être étendue au delà des associations ou fondations auxquelles elle a été régulièrement accordée. Ainsi, l'établissement créé par une personne juridique déjà existante, ne peut avoir de personnalité distincte de celle de la personne qui l'avait créé, qu'à condition d'en être investi conformément à la loi.

N° 83. — *Procédure de la reconnaissance.* — Le premier acte de la procédure de reconnaissance est une demande adressée au tribunal compétent et signée, pour les associations par les membres fondateurs, les membres de direction ou par sept associés ; pour les fondations, par le fondateur seul lorsque la fondation a été faite par acte entre vifs, ou après sa mort et pour les fondations testamentaires, pour les héritiers légataires, exécuteurs testamentaires, organes de direction et d'administration ; ou par le ministère compétent pour connaître du but de l'institution (L. art. 86).

La demande devra contenir : 1°/ la dénomination de la personne juridique ; 2° l'objet et le but ; 3° le siège principal et les succursales, s'il y en a ; 4°/le nom, la profession et le domicile des personnes chargées de la direction ou de l'administration ; 5° la date des actes constitutifs et des statuts (L. art. 85)

On annexera à la demande : 1°/ trois copies certifiées de l'acte authentique de constitution et des statuts, et si le but de la personne juridique entre dans la compétence de deux ou plusieurs ministères on en joindra encore autant d'exemplaires ; 2°/ une copie des actes de nomination ou d'élection des organes de direction ou d'administration ; 3°/ un duplicata du procès verbal de séance, lorsque l'adoption des statuts, ou la nomination des organes d'administration a été faite dans une assemblée générale (L. art. 87 ; Règl. art. 10).

Le tribunal, après vérification de l'accomplissement de ces formalités demandera l'avis du ou des ministères compétents à raison du but de l'association ou de la fondation et leur enverra en même temps un exemplaire des statuts ou de l'acte constitutif (Règlement, article 11).

Le ministère respectif une fois saisi, va procéder aux investigations nécessaires et devra donner son avis dans les quinze jours libres à compter de la réception de l'envoi du tribunal (Règl. art. 12).

Après l'expiration de ce délai le tribunal fixe un jour de débat et cite le ministère compétent et tous les signataires de la demande (Règl. art. 13).

Au jour fixé, le tribunal examinera en chambre du conseil si les actes déposés pour l'acquisition de la personnalité juridique remplissent les conditions légales et réglementaires et après audience des parties et tenant compte de l'avis du ministère compétent et des conclusions du ministère public,

prononcera le jugement en audience publique (L. art. 88). Il a le pouvoir de rejeter ou d'accueillir la demande et, si besoin en était, de soumettre l'institution à un stage d'essai, afin de vérifier la nature de son activité et la marche de son administration.

Le jugement sera rendu sans voie d'opposition, mais le droit d'interjeter appel dans les dix jours libres qui courent du jour du jugement. Le pourvoi en cassation est admis dans les quinze jours.

C. — *L'inscription des personnes juridiques.*

N° 84. — *Objet de l'inscription.* — Le jugement définitif de reconnaissance doit être inscrit au registre spécial tenu au greffe du tribunal civil. Cette inscription sera ordonnée par le tribunal lui-même (L. art. 4). C'est sur le même registre que seront portées les radiations des personnes juridiques parues (L. art. 30).

On tiendra des registres séparés pour les associations et pour les fondations. Si le siège de ces dernières n'est pas indiqué dans l'acte de fondation, l'inscription aura lieu au greffe du tribunal du dernier domicile du fondateur.

On portera sur le registre la date et le numéro du jugement et toutes les dates et annexes énumérées à propos de la demande de reconnaissance (L. art. 91). Mention en sera faite sur tous les exemplaires des statuts et actes constitutifs.

Le texte de l'inscription sera publié par les soins du greffier au *Moniteur Officiel*, et dans les principaux journaux, et communiqué aux ministères intéressés.

L'obligation de l'inscription et de la publication vise également toutes les modifications apportées soit à l'organisation soit au fonctionnement des personnes juridiques, aussi bien

que leur disparition et la liquidation de leurs biens. La déclaration en doit être faite par les organes de direction, les liquidateurs ou toutes autres personnes intéressées (L. art. 93). En cas de changement de domicile, les inscriptions ultérieures seront faites au greffe du tribunal du nouveau domicile.

N° 85 — *Importance de l'inscription.* — La formalité de l'inscription est directement inspirée des Codes civils allemand et suisse. C'est presque l'enregistrement allemand, prévu pour les associations, mais ce n'est plus du tout l'inscription de l'inscription prévue par la loi roumaine. Ici, la personne juridique n'existera que depuis la date de l'inscription (L. art. 4). C'est la conséquence normale et obligatoire du jugement de reconnaissance et elle fait partie intégrante du procédé de la création. Faute d'avoir accompli cette formalité, la manifestation de volonté des associés ou du fondateur reste inopérante et dénuée de tout effet juridique. En outre, les actes soumis à l'inscription et non inscrits ne seront pas opposables aux tiers.

Les omissions et inscriptions tardives entraînent une amende de 500 à 10.000 lei à la charge des personnes tenues à l'accomplissement de cette formalité (L. art. 94).

§ 2. — *La condition des personnes juridiques étrangères* (1).

N° 86 — *Problème de la personnalité juridique en droit international privé.* — Le problème des personnes juridiques se pose en droit international privé différemment de celui des

(1) V. pour les Sociétés de commerce : STEFAN SBARCEA POPP : *De la condition juridique des sociétés étrangères en Roumanie*, Thèse, Paris, 1929.

personnes physiques. Tandis que pour les dernières, il s'agit de savoir quels droits peuvent leur appartenir dans un pays étranger, pour les personnes juridiques la question à résoudre est celle de leur existence même dans un autre pays. L'être physique, doué de capacités juridiques, par le seul fait de son existence matérielle, jouira de cette faveur partout où il se mouvra dans l'espace ; son substratum étant fourni par la nature seule, une loi étrangère peut puiser dans le droit naturel assez de motifs pour lui accorder certains droits, même si la loi nationale les lui refuse. Il n'en saurait être de même des personnes juridiques, issues de la collaborations des énergies privées ou de la manifestation d'une volonté individuelle et n'existant qu'en raison du but religieux, social, économique, artistique, etc., qu'elles se proposent d'atteindre.

L'intérêt pratique de la question apparaît toutes les fois qu'une personne juridique fait un acte susceptible de produire un effet juridique à l'étranger. Pour savoir si une personne juridique étrangère peut acquérir, en Roumanie, un droit de propriété, un droit de créance, ou faire valoir des droits devant les tribunaux roumains, il faut avant tout se demander si elle a en Roumanie une existence légale. Cette existence est la condition nécessaire à la jouissance ou à l'exercice d'un droit.

D'après la théorie de la réalité, une personne juridique régulièrement constituée dans un pays, doit être de plein droit reconnue comme telle dans les autres. Le substratum des personnes juridiques existe indépendamment de la loi, elle ne fait que constater leur naissance et déterminer leur état. La personnalité qui leur est reconnue dans le pays où elles se sont constituées est pour elles un droit acquis et le respect

des droits acquis s'impose dans les relations internationales (1).

N° 87 — *Système de la jurisprudence roumaine avant la loi du 6 février 1924*. Telle n'était point cependant la conception de la doctrine et de la jurisprudence roumaines, attachées jusqu'à la loi du 6 février 1924 à la théorie de la fiction. La personne juridique n'étant d'après ce système qu'une création de la loi, cette création n'a de valeur que dans les limites du territoire gouverné par cette loi. Un législateur peut bien créer une fiction, mais cette fiction ne peut s'imposer au monde entier. Il dépend du législateur de chaque pays d'admettre ou de repousser les personnes juridiques étrangères, et pour les admettre il doit les reconnaître expressément, en vertu du même pouvoir qui l'autorise à créer les personnes juridiques nationales.

Cette doctrine a été consacrée par deux arrêts célèbres de la Cour de cassation roumaine, l'un relatif à l'affaire de la communauté grecque orthodoxe de Ianina, déjà cité, et l'autre rendue dans l'affaire successorale de Zappa, le 12 mars 1898 (2). Ce dernier mérite de retenir un peu notre attention. En voici l'espèce : E. Zappa, décédé le 20 juin 1865, légua par son testament du 30 novembre 1860 la plus grande partie de sa fortune mobilière à son cousin Constantin Zappa, et l'institua en même temps usufruitier de tous ses biens immobiliers dont la pleine propriété passerait après sa mort à la « Commission pour l'encouragement de l'industrie nationale » instituée auprès du Ministère de l'Intérieur de Grèce par le décret royal du 25 janvier 1837, et qui était un service

(1) A. PILLET : *Cour de droit international privé fait à la Faculté de droit de Paris*, année 1925-26, *Passim*.

(2) *Dreptul*, 1898, n° 32, p. 279.

public doté de la personnalité. Le legs était destiné à organiser des expositions et concours. L'Etat grec, par une ordonnance royale du 11 août 1865, accepta le legs et chargea la Commission d'exécuter les clauses du testament. Pour réaliser la volonté du testateur on construisit en 1869 un édifice et le décret du 29 Novembre 1875 soumit l'administration et la gestion des biens légués à la loi de comptabilité publique. Après la mort de l'usufruitier, C. Zappa, l'Etat grec demanda l'envoi en possession des biens légués et le rejet des prétentions des héritiers légitimes du *de cujus*, ainsi que les prétentions de l'Etat roumain, qui réclamait la succession comme vacante. Le tribunal d'Ilfov rejeta les demandes de l'Etat grec et de l'Etat roumain et mit en possession les héritiers légitimes. Le jugement fut confirmé par la Cour d'appel, le 20 Mai 1896, et le pourvoi en Cassation rejeté par l'arrêt du 12 mars 1898 de la Cour suprême. Voici le passage essentiel de l'arrêt de la Cour de Bucarest que la Cour de Cassation a fait entièrement sien : « Attendu que l'on n'a jamais « reconnu en Roumanie la qualité de personne juridique à « la Commission pour l'encouragement de l'industrie nationale d'Athènes ; qu'il s'ensuit que l'on doit rechercher « si les personnes juridiques étrangères existent de plein « droit en Roumanie, ou si elles existaient tout au moins à « l'époque de la mort de Zappa ; attendu que les personnes « juridiques sont de simples fictions créées en vue d'un intérêt public ou privé déterminé ; que quoiqu'on veuille en « faire une modalité de la vie juridique des personnes physiques « qui les composent, elles n'ont pas d'existence réelle ; attendu que de pareilles fictions, souvent utiles et parfois même « nécessaires, peuvent cependant aller à l'encontre des intérêts généraux par leur longue existence, par l'accumulation de biens considérables et surtout par les entraves

« qu'elles apportent à la circulation des biens ; que pour pré-
« venir ces inconvénients possibles, presque toutes les légis-
« lations exigent pour la création d'une personne juridique
« soit une disposition législative, soit au moins une auto-
« risation de l'autorité publique... » Et la Cour de Cassation
d'ajouter : « Attendu que le droit d'un Etat de créer ces per-
« sonnes fictives, dans l'intérêt général, n'implique pas celui
« d'imposer à d'autres Etats sa volonté ; attendu que du mo-
« ment que les personnes juridiques n'ont d'existence que
« dans l'Etat qui procède à leur création et qu'elles ne peu-
« vent exister dans un autre Etat qu'en vertu d'une recon-
« naissance expresse de celui-ci, il en résulte qu'à défaut
« d'une pareille reconnaissance, elles n'y existeront pas, et
« ne pourront exercer à ce titre aucun droit de propriété ou
« de créance....»

N° 88 — *Système de la loi du 6 février 1924.* — La loi roumaine du 6 février 1924, fortement empreinte des idées réalistes, et faisant à celles-ci toute la part permise pour la Constitution, admet dans son article 7 que les personnes juridiques de droit privé, sans but lucratif ou patrimonial, ayant leur siège à l'étranger, peuvent bénéficier de leur personnalité et fonctionner sur le territoire de l'Etat roumain. Ce bénéfice ne leur est cependant pas accordé de plein droit ; pour l'obtenir elles doivent réunir un certain nombre de conditions :

1°/ Les personnes juridiques étrangères désirant jouir de leur personnalité en Roumanie doivent être régulièrement constituées d'après les lois de leur pays d'origine. Aucune n'y sera autorisée qui n'existe régulièrement d'après sa loi nationale. Si leurs conditions d'existence fixées par la loi compé-

tente ne sont pas remplies, la loi roumaine ne pourra pas y suppléer ;

2°/ Les personnes juridiques régulièrement constituées dans leurs pays d'origine doivent obtenir au préalable l'autorisation du gouvernement roumain. C'est la conséquence naturelle des principes établis par les articles 3 et 6 de la loi du 6 février 1924 à propos des personnes juridiques roumaines. On ne saurait se montrer plus libéral à l'égard des étrangers qu'à l'égard des nationaux. L'Etat roumain se réserve le droit d'examiner si un rapport de droit régulièrement constitué dans un pays étranger et qui veut être ramené à exécution sur son territoire, n'est pas en contradiction avec la notion qu'il se fait de l'ordre public, s'il ne se heurte pas aux bonnes mœurs, ou n'est pas mis au service d'un but illicite.

La loi du 6 février 1924 adopte en ce qui concerne l'autorisation, le régime du code de commerce roumain de 1887, article 237 et suivants.

Le retrait de l'autorisation entraîne la perte du droit de fonctionner en Roumanie. Ce retrait est fait dans les mêmes formes que l'octroi de l'autorisation, c'est-à-dire par décret royal rendu sur avis du Conseil des Ministres (L. art.25 § 2 et 3) ;

3°/ La personne juridique étrangère dûment autorisée, doit fixer le siège de son administration ou de sa succursale en Roumanie, ou y faire élection de domicile. L'élection de domicile est obligatoire quand il n'existe pas de succursales. Elle se fait par acte authentique publié au Moniteur officiel, et affiché à la mairie et au tribunal du domicile élu. C'est à ce domicile que l'on communiquera les actes judiciaires et extra-judiciaires concernant la personne juridique étrangère ;

4°/ Les autorisations accordées aux personnes juridiques étrangères doivent être inscrites, à leur demande, sur le registre du tribunal civil de la circonscription où se trouve la succursale ou le domicile élu. L'inscription doit être demandée sous peine d'une amende de 5.000 à 20.000 lei. La récidive entraîne la perte de l'autorisation ;

5°/ Enfin, les personnes juridiques étrangères régulièrement autorisées et inscrites, ne pourront fonctionner sur le territoire de l'Etat roumain que conformément aux lois roumaines, sans préjudice des restrictions spéciales que l'Etat pourra leur imposer à raison de motifs d'ordre public. Ces restrictions sont diverses : a) — d'abord, toute restriction de capacité juridique établie à l'égard des étrangers en général s'applique aux personnes juridiques aussi bien qu'aux personnes physiques. C'est ainsi que les personnes juridiques étrangères sont soumises à la caution *judicatum solvi* pour les actions en justice. Cette restriction fut appliquée par la Cour de Bucarest, dans l'affaire Zappa. C'est ainsi encore que conformément à l'article 18 de la Constitution roumaine ; elles ne pourront posséder des immeubles ruraux en Roumanie ; b) en outre, les restrictions de capacité juridique, qui s'appliquent aux personnes juridiques roumaines s'appliqueront aussi aux personnes juridiques étrangères, même si elles n'y étaient pas soumises dans leur pays d'origine. Ce principe, généralement accepté, est basé sur cette idée que les personnes juridiques étrangères ne doivent pas jouir d'un traitement plus favorable que les personnes juridiques roumaines. Il constitue une exception à la règle du statut personnel : alors qu'un étranger ordinaire peut puiser dans son statut personnel une situation plus favorable vis-à-vis de certains droits que celle qui serait faite à un Roumain, une personne juridique étrangère ne le peut pas. C'est ainsi que

les personnes juridiques étrangères ne pourront recevoir de libéralités qu'avec l'autorisation du gouvernement roumain, prévue par l'article 811 du Code civil (fr. 910) et l'article 10 de la loi du 6 février 1924 ; c) — enfin, des restrictions peuvent être établies spécialement par la loi à l'égard des personnes juridiques étrangères, ou de certaines catégories d'entre elles.

SECTION II

LA JOUISSANCE ET L'EXERCICE DES DROITS CIVILS

N° 89. — *Effets de la personnalité juridique.* — L'attribution de la personnalité juridique aux associations et fondations produit comme résultat principal la naissance d'un nouveau sujet du droit, distinct des personnes physiques qui concourent à sa création. Mais comme ce n'est que l'individualisation juridique d'un certain nombre de rapports sociaux, ou d'un patrimoine poursuivant des buts déterminés, les droits découlant des conditions physiques de l'homme n'entreront pas dans le champ de son activité juridique.

Les associations et fondations ont une nationalité et un domicile (1), elles ont un nom et un patrimoine propres ; elles peuvent acquérir des droits et contracter des obligations ; elles ont le droit d'ester en justice pour la défense de la personnalité elle-même et des droits qui en découlent ; elles peuvent recevoir à titre gratuit ; elles peuvent exercer quelques uns des droits publics reconnus aux individus par

(1) V. L. du 6 février 1924, art. 13-14 ; V. sur la nationalité des personnes juridiques : NIBOYET, manuel de droit international privé, 2^e éd., n° 299 et s.

la Constitution ou la loi : droits d'enseignement, liberté de la presse, liberté d'association, etc... Elles jouissent en un mot de tous les avantages et peuvent exercer toutes les facultés que la loi reconnaît aux personnes physiques, hormis ceux qui découlent du statut de la famille. Cette limitation résulte de la nature même des choses. Mais il y en a d'autres, liées au but social poursuivi par la personne juridique et désignées sous le nom de théorie de la spécialité.

§ 1 — *La théorie de la spécialité* ..

N° 90 — *Enoncé.* — La théorie de la spécialité, consacrée par l'article 9 de la loi du 6 février 1924, a à sa base l'idée que les personnes juridiques ne peuvent jouir que des droits qui sont nécessaires à la réalisation directe ou indirecte de leur but. Elles ne peuvent contracter des obligations qu'à ce même effet.

Chez les personnes physiques, le droit subjectif sert indistinctement à atteindre tous les buts auxquels tend la volonté du sujet, sauf ceux qui lui sont expressément interdits par la loi. Chez les personnes juridiques, ce droit ne peut être mis à la disposition de leurs organes d'une manière aussi complète ; il a pour but unique de desservir les intérêts collectifs précisés dans les statuts ou actes constitutifs. Toute autre conduite de la part de la personne juridique constituerait une trahison des droits mêmes qu'elle a mission de défendre, et cela s'applique non seulement aux droits patrimoniaux, mais aussi aux droits de puissance publique des personnes juridiques de droit public. L'Etat et ses démembrements ne peuvent prendre ni des mesures de police, ni lever des impôts dans un but autre que la satisfaction des intérêts collectifs qu'ils ont mission de représenter (1)

(1) MICHOUX, *op. cit.*, T. II, n° 243 et suivants.

N° 91 — *Sanctions du principe de la spécialité.* — La loi de 1924 établit plusieurs sortes de sanctions appelées à maintenir le principe de la spécialité.

1° — Une première sanction dérive du droit de contrôle et de surveillance accordé à l'Etat, par l'article 15. Les délégués ministériels, départementaux et communaux ont le droit de suspendre l'exécution des décisions prises par les organes de direction et d'administration, qui seraient contraires aux lois, aux bonnes mœurs, à l'ordre public, à la sûreté de l'Etat et aux statuts ou actes de fondation (loi art. 18).

Les organes de la personne juridique sont obligés de remettre en discussion les questions faisant l'objet de la décision suspendue, et leur donner la solution conforme aux actes constitutifs. En cas de refus ou de maintien de la décision suspendue, les délégués du gouvernement porteront sans retard le cas devant la Commission supérieure des personnes juridiques, qui va prendre une décision exécutoire (L. article 19).

Une sanction de même ordre existe à l'égard des associations subventionnées, ou liées à l'Etat par convention (L. article 16). L'Etat peut à tout instant retirer les faveurs qu'il accorde à ces personnes juridiques, lorsqu'elles s'occupent d'autres objets que de ceux qui rentrent dans leurs statuts primitifs.

2° — Sous peine de retrait du mandat de direction ou d'administration, et indépendamment des autres sanctions civiles et pénales de droit commun, les directeurs et administrateurs sont personnellement et solidairement responsables de l'exécution des décisions violant le principe de la spécialité. Ils seront jugés dans ce cas par la Cour d'appel de la circonscription, à la requête du ministère public ou du ministère sous

l'autorité duquel fonctionne la personne juridique qu'ils dirigent (L. article 22).

La loi des syndicats professionnels du 26 Mai 1921 (article 48), prononce une amende de 50 à 500 lei contre les directeurs, administrateurs ou mandataires spéciaux du syndicat, en cas d'infraction aux diverses dispositions prohibitives de la loi, parmi lesquelles se trouve l'article I qui définit l'objet exclusif du syndicat (l'étude, la défense et le développement des intérêts industriels, commerciaux, agricoles, techniques, économiques et culturels).

3° — Une troisième sanction se trouve dans la nullité des actes accomplis en violation du principe de la spécialité. Les actes par lesquels les organes de l'association ou de la fondation tenteraient de réaliser un but étranger à celui pour lequel elles furent constituées et reconnues, n'auront pas d'effet à l'égard de la personne juridique (L. article 12 alinéa III)

Au contraire, pensons-nous avec Michoud, la sanction de la nullité ne doit pas s'appliquer en règle générale aux actes ayant pour objet l'acquisition de biens destinés à alimenter des services contraires à la spécialité. Cette destination illicite n'empêche pas en effet l'acte de remplir toutes les conditions essentielles de la validité des contrats, telles qu'elles sont indiquées à l'article 948 du code civil roumain (franc. 1108). On ne pourrait soutenir le contraire qu'en confondant la *cause* du contrat avec les *motifs* qui déterminent à contracter, ce qui n'est pas conforme aux solutions de la doctrine. Ce qui est illicite pour une personne juridique, c'est de poursuivre certains buts ; mais quand elle achète un immeuble en vue d'atteindre l'un de ces buts, ce but n'est que le motif qui l'engage à contracter, et la cause de l'obligation qu'elle contracte est, dans la théorie classique, l'obligation réciproque de son

co-contractant. Le contrat est donc pleinement valable, à supposer que les autres éléments de validité se trouvent réunis. Elle deviendra propriétaire de l'immeuble qu'elle achète, sauf à l'empêcher par les moyens indiqués plus haut, d'en faire l'emploi illicite, auquel elle le destinait (1).

La question serait différente si l'acte contenait une condition d'affectation à un objet interdit à la personne juridique. Il serait alors nul, non pour défaut de capacité, mais comme affecté d'une condition illicite (article 1008 c.c. roum. ; fr. 1172).

4° Enfin, les associations et fondations poursuivant un but contraire à celui fixé dans les statuts ou actes constitutifs pourront être dissoutes par voie judiciaire (L. art. 53 alinéa III (2)).

§ 2. — *Les conditions de validité des dons et legs adressés aux personnes juridiques.*

A° — *L'autorisation administrative*

N° 92 — *Motifs de l'autorisation.* — Les personnes juridiques ne peuvent recevoir des libéralités qu'en vertu d'une autorisation du décret du Roi rendu à la suite d'une décision du Conseil des Ministres (article 10) Ce texte reproduisant les principes posés par les articles 811 et 817 du Code civil roum. exige l'autorisation administrative pour quatre raisons : d'abord, pour permettre aux gratifiés eux-mêmes d'apprécier

(1) En ce sens G. MARZESCO, Ministre de la Justice, débats parlementaires, Chambre, *Moniteur Officiel*, N° 47, du 10 février 1924, p. 1354.

(2) Le tribunal de Târnava Mare, section I, par le jugement N° C. 751, du 9 juillet 1929 a dissout les syndicats des travailleurs en bois et des tanneurs de Medias, pour avoir déployé une activité politique périlissant l'ordre et la sûreté publics.

plus exactement si leur intérêt est d'accepter ou de refuser la libéralité, en raison des charges qui l'accompagnent ; ensuite, pour protéger les familles contre l'influence que les personnes juridiques peuvent exercer sur les particuliers ; troisièmement pour que les associations et fondations ne se départissent point de leur but statutaire ; enfin pour empêcher l'accumulation des biens de main morte, susceptible de troubler le développement normal de l'Etat. C'est une application, et la plus usuelle, du principe de la spécialité, en même temps qu'une mesure de précaution dictée par des considérations d'ordre politique et économique.

Les donations et legs adressés aux personnes juridiques sont habituellement affectés d'une charge. Lorsque la charge n'entre pas dans la spécialité de la personne juridique gratifiée, le gouvernement ne pourra pas autoriser l'acceptation de cette libéralité. Voici par exemple le cas d'un legs adresse à un hôpital avec charge d'entretenir une école. Du moment que l'hôpital n'a pas de buts scolaires, le legs ne pourra être accepté.

Cependant, quant à déterminer les actes qui cadrent avec le but des personnes juridiques, le législateur de 1924 accorde aux juges un large pouvoir d'appréciation. Les auteurs des statuts et les fondateurs seront présumés avoir consenti à une « interprétation évolutive » de leurs intentions de telle sorte que les personnes juridiques puissent faire tout ce qui est utile au rôle qu'elles se sont donné, et cela quand même on serait obligé de recourir aux moyens indirects non prévus à l'origine. Cette manière de voir ressort clairement de l'exposé des motifs.

Le législateur admet donc avec la majorité des auteurs (1) que la règle de la spécialité en matière de dons et legs n'a

(1) V. pour la bibliographie MICHoud, t. III, p. 183, note 1.

qu'un caractère purement administratif. Si l'on donnait à la règle une portée de droit civil, on aboutirait à permettre aux tribunaux judiciaires d'annuler après coup, pour nullité civile, des libéralités que le tuteur administratif aura autorisé parce qu'il ne voyait à cela aucun inconvénient au point de vue du bon ordre administratif.

Par ailleurs, les articles 39 et 40 de la loi du 6 février 1924 accordant aux associations la faculté de modifier leur but social et de gérer des entreprises économiques destinées à servir ce but, rend à cette interprétation extensive toute l'élasticité voulue. Ce qui est interdit aujourd'hui, pourra très bien, à la suite d'une modification des statuts ne plus l'être demain, et il se pourrait qu'une modification fût apportée aux statuts justement pour rendre possible l'acceptation d'une libéralité.

²⁰³ N° 93. — *Origine de la règle.* — La règle de la tutelle administrative en matière de dons et legs, appliquée également en France par les articles 910 et 937 du c. c. et par la loi du 4 février 1901, remonte au moyen-âge et est due à certaines pratiques et à certains principes de la féodalité. Le seigneur en présence de libéralités et notamment de libéralités testamentaires, faites aux communautés, se voyait privé, du fait que ces biens étaient retirés de la circulation, de certains profits féodaux, de droits fiscaux. Les biens tombaient dans le patrimoine de personnes dont la main était ouverte pour prendre mais morte pour transmettre. Les seigneurs féodaux introduisirent l'usage de l'amortissement, c'est-à-dire de faire payer pour ces biens des droits spéciaux d'acquisition. Les terres ainsi acquises prenaient alors le caractère juridique de terres « amorties » et les communautés qui les possédaient furent appelées des « personnes de main morte ».

Cette mesure fiscale fut bientôt soumise à l'autorisation du Roi, seigneur fléffeux du royaume. Dès le XIII^e siècle les amortissements furent soumis à la sanction royale, puis la mesure de surveillance politique. L'édit d'Aguesseau, d'août 1749, interdit complètement aux personnes de mainmorte l'acquisition par libéralité à cause de mort et, pour les libéralités entre vifs, il fallut désormais une autorisation par lettres patentes (1).

N° 94. — *Etendue du droit d'autorisation.* — L'administration n'a pas le droit de faire subir une réduction à la libéralité faite par acte de donation entre vifs ; tout ce qu'elle peut faire, c'est d'accorder ou de refuser son autorisation. Le donateur peut seul révoquer la libéralité jusqu'à l'acceptation du donataire sur la base de l'autorisation administrative.

Le droit roumain n'accorde pas aux organes représentatifs de la personne juridique la possibilité de faire une déclaration d'acceptation de la libéralité, qui lie le donateur, avant l'octroi de l'autorisation administrative. L'offre de donation deviendra caduque par la révocation, le décès ou l'incapacité du donateur, survenus avant l'autorisation (2).

N° 95. — *Sanction de la règle.* — La sanction de défaut d'autorisation est, comme en France, la nullité absolue. Tout intéressé peut l'invoquer pendant 30 ans et aucune confirmation n'est possible de la part des héritiers.

(1) M. LÉVY-ULLMANN, *loc. cit.*, p. 292.

(2) MATHIEU CANTAGUZÈNE : *Elemente dreptului civil*, p. 381.

B. — *La personne juridique gratifiée doit être reconnue.*

N° 96 — La personne juridique doit être reconnue au moment de la donation ou de l'ouverture de la succession et le jugement de reconnaissance régulièrement inscrit sur le registre du tribunal. La jurisprudence roumaine décide que le legs fait à une personne juridique légalement inexistante au moment de l'ouverture de la succession sera caduc (1). On ne peut par conséquent étendre aux personnes juridiques la fiction de l'art. 808 du c. c. roum. fr. 906) « infans conceptus pro natu habetur ». Les associations et fondations n'ayant qu'une existence de fait sont incapables de recevoir.

§ 3 — *Les organes*

N° 97 — *Innovation*

Pour pouvoir obtenir la capacité juridique, et exercer leurs droits civils, les personnes juridiques doivent être dotées d'organes de direction et d'administration, conformément aux statuts, à l'acte constitutif, ou à la loi. C'est par l'intermédiaire de ces organes que les associations et fondations manifestent leur volonté (L. article 11-12 et 73)

La théorie de l'organe constitue une innovation essentielle de loi de 1924. C'est sur ce point que le législateur roumain a subi le plus profondément l'influence du code civil suisse. (Comp. article 26 c.), c. all. et article 55 alin. 1 c. c. suisse.

N° 98 — *Nature des organes* — En droit privé, les parties du système de la fiction ne font d'ordinaire aucune différence entre le représentant d'une personne juridique et celui d'une personne physique. La personne juridique étant conçue comme un être fictif, entièrement indépendant du groupe dont il

(1) *Dreptul* 1889, p. 366 ; 1891, p. 90. Dans le même sens : PAUL NEGULESCO, *op. cit.*, p. 302 ; D. ALEXANDRESCO, *Drept civil*, I, p. 126.

synthétise les intérêts, les relations entre elle et son représentant ne peuvent être que des relations entre personnes étrangères l'une à l'autre. Le représentant de la personne juridique sera ou son *mandataire*, ou son *représentant légal*. Au contraire, la théorie de l'organe adoptée par la loi du 6 février 1924 exclut toute idée de mandat ou de représentation.

Tandis que la qualité de représentant peut découler soit d'un acte juridique, soit de la loi, la qualité d'organe l'organisation institutionnelle des associations et fondations, découle de la constitution même de la personne juridique. Dans la représentation, il y a un rapport juridique entre deux sujets de droit dont l'un agit pour l'autre; les actes du représenté. Quand il y a organe, au contraire, c'est la personne juridique qui agit elle-même; son organe n'est pas quelque chose qui soit distinct d'elle, il est une partie d'elle-même; c'est comme son corps juridique, sans lequel elle est incapable d'exister (1).

En effet, pour qu'une personne juridique puisse exister, il faut, comme pour les individus, la réunion de trois éléments suivants: un organisme qui agisse juridiquement; — une volonté une et indépendante, intelligente et libre qui préside à l'exercice de l'activité juridique; — une concordance absolue entre le but individuel de cette activité juridique et l'intérêt collectif de la société qui le protège et le garantit (2). Or, les deux premiers de ces éléments essentiels à l'idée de personnalité juridique, n'existe que par les organes. La volonté mise au service des personnes juridiques, quoique fractionnée et dispersée, confondue dans une certaine mesure avec

(1) MICHOU, *op. cit.*, t. I, N° 60.

(2) SALEILLES, *op. cit.*, p. 584.

la volonté des individus qui jouent le rôle des organes, deviendra néanmoins unitaire et distinctement individualisée, par l'organisation institutionnelle des organisations et fondations, adaptée au but statutaire. Du fait que les pouvoirs conférés à la personne juridique sont exercés par des individus, il ne résulte pas que ces pouvoirs appartiendront à ceux-ci, car il ne sauront vouloir que pour la réalisation du but statutaire.

N° 99°— *Conséquences de la théorie de l'organe*

1° — La première conséquence, c'est que les actes juridiques accomplis par les organes dans les limites de leurs attributions statutaires sont considérés comme accomplis par la personne juridique elle-même, excepté le cas où les organes poursuivraient un but manifestement différent de celui en vue duquel l'association ou la fondation a été constituée (L. article 12, alinéa II et III).

Pour les mêmes motifs, les organes obligent la personne juridique par tous leurs faits contractuels, délictuels et quasi-délictuels, commis dans l'exercice de leurs fonctions (1).

2° — La personne physique chargée des fonctions d'organe conserve sa personnalité propre et peut avoir avec la personne juridique des rapports de droit. Aussi, est-il spécifié dans l'art- 12, alinéa V de la loi du 6 février 1924 que les membres formant les organes de direction et d'administration sont personnellement et solidairement tenus tant vis-à-vis des tiers que vis-à-vis de la personne juridique elle-même pour les dommages causés par leur faute. Il faut donc distinguer entre les

(1) V. *Infra*, N° 102 et suiv.

actes découlant de la personnalité des individus exerçant la fonction d'organe et les actes qu'ils accomplissent en tant qu'organes et qui produiront des effets directs sur la tête de la personne juridique. Cette distinction est facile à faire lorsqu'on prend en considération le but de l'acte et la compétence de l'organe. Mais l'organe collectif ou individuel ne possède, comme tel, aucune personnalité distincte de celle de la personne juridique, car il n'existe que pour cette personne et quand le droit sanctionne un de ses actes les intérêts qu'il a en vue de protéger sont les intérêts de cette personne et non ceux de l'organe.

3° — L'organe de la personne juridique incarne sa vie juridique tout entière, tandis que l'action du représentant ordinaire n'embrasse jamais toute la vie juridique du représenté. La personne juridique de ce dernier n'est jamais complètement supprimée.

Le droit de représentation de l'organe est très étendu. Tant qu'il se maintient dans les limites de ses attributions et respecte les dispositions statutaires et de la loi, l'organe peut régler l'existence de la personne juridique, transformer son but, modifier son organisation, procéder à sa dissolution et disposer en ce cas de l'attribution des biens. « La personne juridique peut toujours par son organe, se trouver en état d'ignorance ou de connaissance entraînant des effets juridiques ; elle peut être de bonne ou de mauvaise foi, être dans l'erreur, recevoir une notification, prêter serment, faire un aveu judiciaire. La conscience et la volonté de son organe sont, dans tous les cas, considérés comme étant sa propre conscience et sa propre volonté, à cette seule condition que

l'organe ait agi en cette qualité, et dans les limites de sa compétence »(1).

N° 100° — *Rôle de l'organe*. — La loi de 1924, logique avec l'idée qu'elle se fait de l'organe, en pousse jusqu'à la dernière limite les conséquences.

Il est généralement admis que l'existence d'une volonté collective n'est pas nécessaire à la personne juridique d'une manière toujours présente ; elle sera considérée comme existante et des droits pourront se fixer sur sa tête, indépendamment de sa volonté, alors que ses organes ne sont pas encore constitués. C'est d'ordinaire la solution adoptée par les législations admettant la fondation testamentaire directe et où celle-ci acquiert la personnalité juridique dès le moment du décès du testateur, son organisation pouvant être réalisée même plus tard. Ce n'est pas la solution adoptée par la loi de 1924. L'organe fait rigoureusement partie intégrante de la personne juridique en ce sens que sans lui, elle n'existe pas. La demande de reconnaissance de la personnalité juridique n'est recevable qu'après institution et nomination des organes de direction et d'administration (L. article 3, *b* et article 68).

N° 101. — *Distinction de l'organe et du préposé*. — L'organe de la personne juridique doit être distingué du préposé de cette personne. La différence entre les deux consiste en ce que l'organe fait partie intégrante de la personne juridique, alors que le préposé est un tiers, chargé par l'organe lui-même d'exécuter pour son compte certains actes. Les préposés sont toujours subordonnés aux organes à qui seuls sont résér-

(1) MICHOUX, *op. cit.*, t. I, p. 130.

vées les décisions importantes, qui intéressent la vie de la personne juridique.

La distinction n'est pas toujours facile à faire dans la pratique. Le seul critérium en est la manière dont l'agent a été conçu par les statuts, ou l'acte constitutif. Conçu comme partie intégrante, il est organe ; conçu comme un tiers, que la personne juridique emploie, il est un préposé. Cette distinction est importante, notamment au point de vue de la responsabilité.

§ 4. — *La responsabilité.*

A. — *La responsabilité civile.*

N° 102. — *Solution de la pratique avant 1924.* — On a depuis toujours admis en Roumanie que les personnes juridiques étaient civilement responsables des dommages causés par la faute ou la négligence de leurs représentants. La jurisprudence roumaine, poussée par des raisons d'équité et de bon ordre juridique, a résolument franchi le passage entre la faute du représentant et la responsabilité de la personne juridique — chose qui semblait difficile à réaliser dans le système de la fiction —, en appliquant les dispositions des articles 998 et suiv. du c. c. (fr. : 1382 et suiv.) (1).

N° 103. — *Loi de 1924.* — La loi du 6 février 1924 conséquente avec la théorie de l'organe qu'elle a adoptée, édicte dans son article 12, alinéa 4 le principe de la responsabilité

(1) *Cass. roum.* I. N° 51/1879, *Bull.* 1879, p. 101 ; n° 308/1885 ; *Bull.* 1885, p. 671 ; n° 26/1890, *Bull.* 1890, p. 38 ; n° 445/90, *Bull.* 1890, page 1424 ; n° 198/1893, *Bull.* 1893, p. 549 ; *Trib. Ilfov*, I, 25 oct. 1902, *Cour. jud.* n° 78/1902 ; V. PAUL NEGULESCO, *op. cit.*, p. 315-318 ; ALEXANDRESCO, *Drept. civ.* V, p. 545.

directe : « La personne juridique répond de tous les faits contractuels, délictuels ou quasi-délictuels, commis par ses organes dans l'exercice de leurs fonctions » (Comp. article 31 du c. c. all., et article 55, alin. 2, c. c. suisse).

La représentation de la personne juridique par l'organe s'étend à tous les actes licites et illicites que celui-ci accomplit en sa qualité d'organe. L'acte de l'organe est réputé être l'acte de la personne juridique elle-même ; celle-ci sera donc tenue à l'égard des tiers de toutes les conséquences dommageables que cet acte serait susceptible de produire. Il est vrai que la faute exige une conscience et une volonté personnelles, mais l'organe diffère du représentant ordinaire précisément en ce qu'il peut accomplir au nom de la personne juridique des actes impliquant conscience et volonté personnelle. « La volonté des personnes juridiques se manifeste par leurs organes » (L. art. 12, al. 1). Du moment qu'on reconnaît à la personne juridique une volonté, il est naturel qu'on lui reconnaisse également la possibilité de se mouvoir entre le bien et le mal.

N° 104. — *Responsabilité subsidiaire des organes.* — Mais la responsabilité directe de la personne juridique ne supprime en rien la responsabilité individuelle de l'agent d'exécution, auteur du fait dommageable, même s'il s'agissait d'une faute fonctionnelle, c'est-à-dire commise dans l'exercice des fonctions, et d'autant plus en cas de faute personnelle. La personnalité des individus chargés de la fonction d'organes ne se confond donc pas avec celle de l'être collectif qu'ils représentent, ils encourent toutes les responsabilités en raison des faits personnels.

Si la disposition causant préjudice à des tiers, exécutée par un directeur ou administrateur, a été prise par un conseil de

direction, tout le conseil sera solidairement responsable, sauf réserve expresse faite au procès-verbal. La simple preuve du vote contraire ne suffit pas pour écarter la présomption de faute. Ainsi donc, à côté de la responsabilité directe de la personne juridique, la loi établit une responsabilité subsidiaire, personnelle et solidaire des organes, au cas où la première se montrerait insuffisante. Cette disposition paraît bien répondre à l'hypothèse où une personne juridique chercherait par sa dissolution à se soustraire à sa responsabilité.

La responsabilité directe fût-elle suffisante, les organes répondront quand même vis-à-vis de la personne juridique des dommages causés par leur faute (L. article 12, dernier al. ; comp. article 55, al. 3, c. civ. suisse).

N° 105. — *Responsabilité en raison du fait des préposés.* —

A l'égard du personnel subalterne, qui ne fait pas partie de la personne juridique et qui ne la représente pas, celle-ci aura la qualité de maître au sens de l'article 1.000 du c. civ. roum., (fr. 1384). L'association ou la fondation sera responsable sur son patrimoine des délits et quasi délits civils commis par ses préposés.

B. — *La responsabilité pénale.*

N° 106. — Avant la loi de 1924 la doctrine et la jurisprudence roumaines suivant le système de la fiction, refusaient à admettre une responsabilité pénale à l'égard des personnes juridiques. La responsabilité pénale supposant plus encore que la responsabilité civile, un sujet capable de volonté indépendante, le principe de la personnalité des peines s'opposait à ce qu'un être collectif qui n'était qu'une fiction de la loi, pût être rendu pénalement responsable. Il n'y avait que la res-

ponsabilité pénale particulière des représentants (1). Que décider après la loi de 1924 qui garde sur ce point un silence complet ?

A notre avis, il faut admettre la responsabilité pénale des associations et fondations. Du moment que la loi en fait des sujets de droit, doués de volonté autonome et capable d'accomplir directement des actes juridiques, il n'est que trop équitable de ne pas les traiter en êtres privilégiés. La peine qui leur sera infligée n'aura évidemment pas les mêmes caractères que celle infligée aux individus. Elle n'aura pour objet ni de flétrir ni d'amender et ne pourra non plus consister en une peine corporelle ; elle ne peut être qu'une peine pécuniaire, une amende. Elle sera cependant une conséquence naturelle du principe de la réalité que s'efforce de mettre en application le législateur de 1924. Il s'agit de prévenir soit les autres par la menace d'une peine, soit le délinquant lui-même par l'expérience de la répression. Il est équitable que le patrimoine qui devait bénéficier du délit en supporte le risque ; la diminution qu'il en subira sera un précieux avertissement pour les associations et fondations qui manquent à l'accomplissement rigoureux de leur fin sociale.

Quant aux membres innocents de l'association, ils n'en subiront aucune injustice. Il est dans la nature de tout organisme social que les membres présents et futurs vivent de sa vie et supportent le bien et le mal qui lui adviennent (2).

(1) TANOVICÉANO : *Tratat de drept si procedură penală*, 2^e éd., t. I, n° 364 ; *Trib. Dolj*, n° 2.525 du 29 sept. 1922, *Pandectes roum.* 1923, III, p. 64, col. II. Le principe de la non-responsabilité pénale est suivi également en France, V. R. GARRAUD : *Précis de droit criminel*, 14^e éd., n° 38, n° 38.

(2) V. sur ce point, MICHOD, *op. cit.*, t. II, p. 246 et suiv. ; SALEILLES, *op. cit.*, p. 650 et suiv. ; MESTRE : *Les personnes morales et le problème de leur responsabilité pénale*, Thèse, Paris, 1899.

Lorsque l'association ou la fondation s'avèrerait être un foyer d'agitation, de troubles ou de danger social, la peine qui s'impose à leur égard est la dissolution.

*
**

SECTION III

LE CONTROLE ET LA SURVEILLANCE

N° 107. — *Organes et limite du contrôle.* — Le législateur de 1924 soucieux de rendre socialement efficace le groupement des énergies individuelles et d'imposer aux associations et fondations le respect de l'ordre public, des bonnes mœurs et de la sûreté de l'Etat, établit en dehors du contrôle institué par les statuts ou actes constitutifs un contrôle et une surveillance très sévères de l'activité des personnes juridiques, allant en cas d'urgence jusqu'au droit de dissolution par simple décision du gouvernement. Ces organes de contrôle et de surveillance sont : le ministère public ; les inspecteurs et délégués du ministère, sous l'autorité duquel fonctionne l'association ou la fondation ; les délégués des autorités départementales et communales ; la Commission supérieure des personnes juridiques (L. art. 15).

§ 1. — *Les délégués ministériels.*

N° 108. — *Définition.* — Les délégués sont des agents de contrôle nommés par le Ministère auquel ressortit l'association ou la fondation, les départements ou les communes, auprès des organes de direction et d'administration des personnes juridiques subventionnées ou liées par convention à

l'Etat, aux départements ou aux communes (L. art 16) (1). Il y aura un délégué à raison de chaque personne juridique, mais les autorités compétentes pourront se mettre d'accord afin que cette fonction soit remplie par une seule personne auprès de plusieurs associations et fondations à la fois (L. art. 17).

Lorsque le but de l'association ou de la fondation est de la compétence de plusieurs ministères, chacun d'eux aura le droit de nommer un délégué. En cas de détermination insuffisante du but de la personne juridique, ce droit revient au ministère de l'intérieur (L. art 21, § 2 et 3).

N° 109. — *Pouvoirs.* — Les pouvoirs des délégués sont très étendus :

1°. — Ils participent avec voix consultative aux séances des organes de direction et d'administration et leurs avis doivent être consignés au procès-verbal. Les directeurs ou administrateurs sont obligés de les y convoquer ou de leur communiquer, en cas d'absence, les décisions prises ;

2°. — Ils ont le droit de suspendre l'exécution des décisions que les organes auraient prises en violation du principe de la spécialité, des règles de la morale, des bonnes mœurs, de l'ordre public ou de la sûreté de l'Etat ;

3°. — Ils font au moins deux fois par an des inspections détaillées de l'activité des personnes juridiques et en présentent des rapports au ministère compétent. Le sort des personnes juridiques, et surtout le maintien des subventions qui leur sont accordées, dépendent des conclusions consignées dans ces rapports.

(1) Les autorités respectives peuvent imposer aux personnes juridiques subventionnées d'adopter un certain programme d'activité déterminé et d'insérer dans leurs statuts ou règlements intérieurs toutes les modifications nécessaires à l'accomplissement adéquat du but poursuivi.

L'institution des délégués et leurs larges pouvoirs se justifient par le grand nombre des associations subventionnées. L'Etat est intéressé à ce que les deniers publics qu'il affecte à la réalisation d'un but idéal ne soient pas employés contre les intérêts moraux, politiques et économiques du pays.

Voici à titre indicatif, comparé aux contributions des particuliers, le montant des subventions qu'accordait l'Etat au moment du vote de la loi de 1924 aux associations d'assistance des invalides, veuves et orphelins de guerre :

Catégorie	Contributions particulières	Subventions
	en Lei	
Veuves	10-20.000	9.000.000
Invalides	25.000	17.000.000
Orphelins	1.000.000	69.000.000

Les subventions de l'Etat s'élèvent donc à 98 % contre 2 % de contributions particulières.

A ce même moment presque la moitié du fonds d'assistance sociale était versée en subventions aux associations particulières.

Les subventions accordées aux associations à but idéal, s'élevaient à 20.000.000 de lei par an.

§ 2. — *Les Inspecteurs.*

N° 110. — *Rôle.* — L'activité de toutes les personnes juridiques non subventionnées est contrôlée et surveillée par les inspecteurs ou autres fonctionnaires supérieurs désignés par le ministère compétent, d'office ou à la demande des organes de direction ou d'administration des institutions respectives (L. art. 21).

Les inspecteurs ont des droits beaucoup moins étendus que les délégués. Ils ne peuvent ni faire des observations, ni donner des indications directement aux organes de la personne juridique, ni suspendre l'exécution des décisions comme les délégués. Ils ne peuvent que constater des faits, qu'ils consignent dans des rapports écrits, ou dans des procès-verbaux. Ces rapports sont envoyés au ministère intéressé qui est seul compétent pour prendre les mesures légales ou saisir les autorités judiciaires en vue de la dissolution.

§ 3. — *La Commission supérieure des personnes juridiques.*

N° 111. — *Organe supérieur de contrôle.* — La Commission supérieure des personnes juridiques, instituée par l'article 99 de la loi de 1924, est appelée à jouer, par l'étendue des pouvoirs qui lui sont attribués, un rôle capital dans la vie des associations et des fondations. C'est l'organe supérieur de contrôle et de surveillance, constituant une suprême garantie contre les abus possibles des délégués et inspecteurs du Gouvernement. Ce trait a été mis en relief, au Congrès, pour la liberté d'association, tenu à Paris les 25 et 26 janvier 1927, par M. Toussaint dans son rapport (1).

N° 112. — *Composition.* — La commission supérieure des personnes juridiques fonctionne auprès du ministère de la Justice sous la présidence de S. S. le Métropolitain Primat (2,

(1) *La liberté d'association*, congrès des 25-26 janvier 1927. Paris, Godde, Godde, 1927, p. 80-82.

(2) Le Métropolitain Primat de l'église orthodoxe roumaine a été élevé dans la personne de S. S. Miron Christea, au rang de patriarche, le 1^{er} novembre 1925 (v. *Moniteur officiel*, n° 249 du 11 novembre 1925, p. 12.622).

ou à son défaut, sous la présidence du Ministre de la Justice. Elle comprend : le Ministre de la Justice, les Ministres des départements intéressés, le premier Président de la Cour de cassation, le Président de la Cour des comptes, le Directeur général ou l'Administrateur de l'institution d'Etat qui poursuit des buts similaires à ceux de l'association ou de la fondation, le Président de l'Académie roumaine, un Curateur délégué de l'Ephorie des hôpitaux civils, deux Curateurs ou Administrateurs de l'une des personnes juridiques les plus importantes du pays nommées par décret royal, le Directeur du service des affaires judiciaires du Ministère de la Justice en qualité de Secrétaire, un Recteur d'Université nommé par le Ministre et deux Juristes pris parmi les plus réputés du pays (L. art. 100). Le procureur général près la Cour de cassation fait partie de la Commission avec voix consultative seulement. Le mandat des membres nommés par le Ministre de la Justice est valable pour une période de cinq ans.

N° 113. — *Attributions.* — La Commission supérieure est à la fois un organe de contrôle et de juridiction connaissant de toutes les questions qui touchent aux fonctionnements, transformation et dissolution des personnes juridiques, et rendant suivant les cas, soit des avis consultatifs, soit des décisions exécutoires.

1°. — Lorsque les organes de direction ou d'administration refusent de soumettre à un nouveau débat les décisions suspendues par les délégués du Gouvernement ou les maintiennent telles quelles, la Commission supérieure saisie par les délégués rendra une décision exécutoire qui obligera l'association ou la fondation (L. art. 19, § 2) ;

2°. — Elle juge en dernière instance les appels introduits par les organes contre le procès-verbal de suspension (L. art. 19, § 3) ;

3°. — A la demande du Conseil des Ministres ou du Ministre de la Justice, la Commission supérieure donne son avis sur le fait de savoir si l'activité d'une personne juridique se heurte aux bonnes mœurs, à l'ordre public ou à la sûreté de l'Etat et s'il y a lieu de lui interdire de fonctionner jusqu'à sa rentrée dans la légalité, voire même de procéder à sa dissolution. Elle apprécie également l'urgence de cette mesure (L. art. 26) ;

4°. — Lorsque ni les statuts ni l'assemblée générale ne donnent des indications sur la destination du patrimoine d'une personne juridique disparue, ou lorsque ces indications sont contraires à la loi, c'est à la Commission supérieure qu'appartient de désigner la personne juridique de droit privé ou public à laquelle ce patrimoine sera dévolu (L. art. 27, § 3). Elle aura les mêmes attributions quand il s'agit d'une fondation à patrimoine insuffisant ou impossible à organiser de façon à pouvoir assurer la réalisation du but visé par le fondateur (L. art 76, al. 4) ;

5°. — Elle donne son avis sur la nécessité de modifier l'organisation ou le but des fondations (L. art. 78-79) ;

6°. — A la demande de la Cour d'appel compétente, elle donne son avis sur le point de savoir s'il y a lieu d'accorder la personnalité juridique aux unions et fédérations formées de plusieurs personnes juridiques (L. art. 102, § 3).

7°. — Elle donne son avis sur les demandes adressées aux Cours d'appel afin d'autoriser la suppression des conditions ou charges contenues dans l'acte de fondation, susceptibles de compromettre la réalisation du but de la fondation.

8°. — Elle a compétence pour se prononcer sur toutes autres questions soumises à son examen par le Ministre de la Justice (L. art. 99).

N° 114. — *Fonctionnement.* — Pour faciliter la marche des travaux, la Commission supérieure peut élire dans son sein une délégation permanente composée de trois membres au maximum. Cette délégation permanente ne pourra cependant empiéter sur le domaine de la Commission plénière (L. art. 101).

La Commission sera convoquée par le Ministre de la Justice toutes les fois que le besoin s'en fera sentir et tiendra ses séances au Ministère de la Justice (R. art. 91).

Pour rendre des décisions valables il faut un quorum de sept membres et une majorité d'au moins cinq voix.

Le Ministère public y est représenté par le Procureur général près la Cour de cassation, qui formulera en cette qualité des conclusions comme partie adjointe, dans toutes les questions qui intéressent la personne juridique (L. art. 98).

Le secrétariat de la Commission tiendra un registre général de toutes les personnes juridiques prévues par la loi de 1924, où seront mentionnés tous les éléments appelés à les individualiser, ainsi que les modifications apportées ultérieurement soit à leur organisation, soit à leur but. Ce registre contiendra également les radiations des associations ou fondations disparues (L. art. 99, § 2).

**

SECTION IV

LA FIN DE LA PERSONNALITE JURIDIQUE

§ 1. — *Les causes de la dissolution.*

N° 115. — *Enumération.* — La personnalité juridique des associations et fondations de la loi de 1924 est susceptible de

disparaître de plein droit, par jugement, par décision du pouvoir exécutif et par décision du groupe.

N° 116. — *Dissolution de plein droit.* — C'est le cas de mort naturelle. Toute personne juridique disparaît lorsque disparaît l'un de ses éléments constitutifs. Elle disparaît également : lorsque le but social ne peut plus, ou se trouve déjà être atteint ; lorsqu'elle est devenue insolvable ou lorsque la durée de son existence aura été préalablement déterminée par les statuts (L. art. 25, comb. avec les art. 53, al. 2 et 81, al. 1). La loi n'étend pas cette dernière cause de disparition aux fondations, mais il n'y a pas d'obstacle juridique à ce que le fondateur limite lui-même la durée de l'institution qu'il a créée.

La loi n'adopte pas l'opinion généralement suivie, d'après laquelle l'association disparaît quand elle ne compte plus aucun membre. En fixant le minimum des membres à 20, elle décide que l'association perd son support quand le nombre devient inférieur à ce chiffre ou à celui fixé par les statuts (L. art. 53, II°).

N° 117. — *Dissolution par décision judiciaire.* — Les personnes juridiques disparaissent par décision judiciaire, à la demande du ministère public, du ministère compétent ou des intéressés, dans les cas suivants :

a) Quand leurs moyens d'action ou le but qu'elles poursuivent, sont devenus illicites, contraires aux bonnes mœurs ou à l'ordre public ;

b) Quand elles poursuivent, sans avoir respecté les formalités de l'article 39, un but autre que celui qu'elles ont eu en vue au moment de leur constitution ;

c) Les associations disparaissent quand les décisions de l'assemblée générale ont été prises en violation des statuts, de l'acte constitutif ou de la loi (L. art. 53, § 3).

d) Les fondations perdent leur personnalité quand leur patrimoine devient insuffisant. En ce cas, la Cour d'Appel désignera une autre fondation poursuivant un but analogue, à laquelle sera dévolu le patrimoine de la fondation dissoute.

Les trois premiers cas de dissolution, aussi bien que la demande du Ministre compétent de prononcer la dissolution des associations et fondations qui ont perdu leur personnalité de plein droit, mais qui persistent dans leur activité, sont de la compétence du tribunal. Le dernier cas et la dissolution des unions ou fédérations des personnes juridiques sont de la compétence de la Cour d'Appel (R. art. 77 et 84).

N° 118. — *Dissolution par décision du pouvoir exécutif.* — Les personnes juridiques dont l'activité porterait une atteinte grave à l'ordre public, aux bonnes mœurs ou à la sûreté de l'Etat peuvent être dissoutes par décision du Conseil des Ministres sur l'avis conforme de la Commission supérieure des personnes juridiques. Les biens seront liquidés par l'autorité judiciaire (L. art. 26).

Cet article 26, contredit les assurances formelles de l'exposé des motifs, de ne pas accorder le droit de dissolution au pouvoir exécutif et se heurte même aux dispositions de l'art. 25, suivant lequel les personnes juridiques ne peuvent disparaître que de deux façons : de plein droit et par jugement. Il fut d'ailleurs l'objet de vifs débats au Sénat et à la Chambre des Députés (séances de 28 novembre 1923, *Moniteur officiel* III, n° 15 et 31 janvier 1924, *Mon. of.* III, n° 48). On reprocha notamment au Ministre de la Justice de ne chercher par là que de mettre à la disposition du pouvoir exécutif des moyens

de chicane dirigés contre les institutions privées qui n'auraient pas su se faire agréer par le Gouvernement, et surtout d'encourager les mesures arbitraires des agents de contrôle. Pour éviter ces abus, le député G. R. Diaconesco proposa d'accorder au Gouvernement uniquement le droit de suspendre le fonctionnement de la personne juridique devenue dangereuse, et de laisser au pouvoir judiciaire, que le gouvernement saisirait, la charge exclusive de prononcer la dissolution. La personne juridique naissant par une décision de justice ; il n'était que logique que ce fût cette même justice qui se prononçât sur les motifs invoqués pour la faire disparaître. Sur l'intervention de G. Marzesco, Ministre de la Justice, cet amendement fut repoussé ainsi que celui de M. Junian, demandant la suppression pure et simple de l'art. 26.

N° 119. — *Dissolution par décision du groupe.* — Enfin, les associations peuvent perdre leur personnalité juridique à la suite d'une décision de l'assemblée générale, prise à la majorité des deux tiers du nombre total des associés, présents et absents (L. art. 39, § 3 ; 53, I).

N° 120. — *Extension des causes de dissolution aux personnes juridiques étrangères.* — Ces causes de dissolution s'appliquent également aux personnes juridiques étrangères, autorisées à bénéficier de la personnalité juridique en Roumanie. De plus, l'Etat roumain peut user à leur égard des dispositions de l'article 26 même en dehors des cas prévus pour les associations et fondations nationales. L'Etat est ainsi libre de retirer quand il veut l'autorisation, comme il avait toute liberté de l'accorder.

§ 2. — *La destination des biens.*

N° 121. — La suppression des personnes juridiques pose le problème très important du sort de leurs biens. Que deviendra le patrimoine affecté jusqu'ici à la réalisation d'un but social ? A qui va-t-il revenir et quelles règles présideront à sa dévolution ?

N° 122. — *Dévolution des biens par la volonté institutionnelle.* — Obéissant à l'idée de l'autonomie de la volonté collective du groupe, la loi dispose en principe que les biens des associations et fondations dissoutes auront la destination indiquée par l'acte constitutif ou les statuts. Pour les associations, en cas de silence de l'acte constitutif ou des statuts les biens auront la destination indiquée par la décision de la dernière assemblée générale (L. art. 27, § 1). Cependant, ce principe comporte d'importantes exceptions, dues à la distinction faite entre les personnes juridiques poursuivant un but d'intérêt général (Fondations, associations à but idéal ou visant les intérêts d'une catégorie sociale) et les associations à but intéressé non patrimonial, et à la nature de l'acte de dissolution.

1°. — Une première exception y est apportée par l'art. 28 de la loi qui décide qu'au cas où une personne juridique a été dissoute par voie judiciaire ou par décision du pouvoir exécutif, parce qu'elle avait déployé une activité, ou poursuivi un but contraire aux bonnes mœurs, à l'ordre public ou à la sûreté de l'Etat, ses biens seront destinés à enrichir le fond d'assistance sociale. D'ailleurs, cet article 28 est en flagrante contradiction avec l'art. 27 qui accorde à l'acte constitutif et aux statuts le droit de régler le sort des biens après la dissolution, « quelle que soit la cause de la cessation de la personna-

lité juridique ou du retrait de l'autorisation ». C'est à la jurisprudence qu'il appartient de trancher la difficulté que soulève l'opposition de ces deux articles.

2°. — La liberté de l'assemblée générale, au cas où elle est appelée à se prononcer sur la destination des biens, est limitée : elle ne pourra attribuer ces biens qu'à une autre personne juridique nationale de droit privé à but identique ou similaire, ou à la personne juridique de droit public, représentant les mêmes intérêts que ceux de la personne juridique dissoute (L. art. 27, § 2). Cette limitation exclut d'abord les personnes physiques du bénéfice de la dévolution, et cela se comprend : les biens destinés à servir un intérêt général et protégés à cet effet par la loi ne pourraient nullement enrichir le patrimoine des particuliers. Mais en sera-t-il ainsi quant aux associés eux-mêmes ? Cela n'a certainement pas été l'intention du législateur. Si la loi reste muette sur ce point, l'exposé des motifs est par contre très net. La limitation des pouvoirs de l'assemblée générale, en matière d'attribution des biens, ne vise que les associations à but idéal ou poursuivant la satisfaction des intérêts d'une certaine catégorie sociale. L'assemblée générale a plein pouvoir de se prononcer sur la destination des biens des associations à but intéressé non patrimonial. Elle peut les attribuer à toute personne physique quelconque, voire même les partager entre les associés eux-mêmes. En effet, les associations à but égoïste non patrimonial, aussi bien que leur patrimoine, ont été constitués dans l'intérêt exclusif des associés : pourquoi s'opposer à ce que ces biens sociaux deviennent après la rupture du lien social la propriété des membres si ceux-ci se prononcent en ce sens ? La destination donnée au patrimoine social par l'acte constitutif ou les statuts est une indication à suivre pour la dévolution des biens de la personne juridique disparue.

N° 123. — *Dévolution des biens par la Commission supérieure des personnes juridiques.* — Faute d'une indication statutaire, ou en présence d'une décision de l'assemblée générale contraire aux principes ci-dessus indiqués, les biens de l'association ou de la fondation dissoute iront enrichir le patrimoine des personnes juridiques de droit privé ou public à but analogue ou similaire, désignées par la Commission supérieure des personnes juridiques, avec l'avis du Ministère compétent. (L. art. 27, § 3).

§ 3. — *La liquidation des biens.*

N° 124. — *Renvoi.* — La loi édictant des règles précises concernant la liquidation des biens des associations et fondations dissoutes, nous renvoyons sur ce point à ses articles 54 à 65 et 82 à 83, publiés en annexe.

CHAPITRE III

LA NATURE JURIDIQUE DES ASSOCIATIONS

SECTION I

DEFINITION DE L'ASSOCIATION (1)

N° 125. — *Définition de la loi de 1924.* — D'après la loi de 1924 « l'association est la convention par laquelle plusieurs
« personnes mettent en commun de façon permanente, leur
« contribution matérielle, leurs connaissances, et leur acti-
« vité, pour la réalisation d'un but qui ne vise pas des béné-
« fices pécuniaires ou patrimoniaux (L. art. 31) (2).

L'association peut poursuivre soit un but purement idéal, correspondant aux intérêts généraux de la collectivité, ou d'une certaine catégorie sociale dont les associés font partie, soit la satisfaction des intérêts personnels non patrimoniaux des membres (3).

(1) Pour la situation légale des associations dans les principaux pays étrangers, v. M. TOUSSAINT, Rapport au Congrès pour la liberté d'association, tenu à Paris les 25 et 26 janvier 1927, Paris, Godde, 1927, p. 59 et suiv.

(2) Cette définition est presque identiquement celle de la loi française du 1^{er} juillet 1901 : « l'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente leurs connaissances, ou leur activité, dans un but autre que de partager des bénéfices » (art. 1).

(3) V. *Supra*, N° 3 et 72.

N° 126. — *Critique de la définition.* — Cette définition appelle quelques observations critiques. M. P. Cuhe, au Congrès de la liberté d'association tenu à Paris du 25 au 26 janvier 1927 (1) a déjà relevé l'erreur qu'elle contient, à propos de la définition de la loi française, du 1^{er} juillet 1901. Ses observations méritent d'être retenues.

D'après l'article 31 l'association est une *convention*, donc un échange de consentements pour atteindre certains buts. Or, cette conception contractuelle de l'acte d'association est en flagrante contradiction avec les principes qui dominent la loi de 1924 qui fait de l'association un être juridique indépendant, doué de volonté propre.

D'après l'article 1.101 du code civil français (Rcum. 942) « le contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent envers une ou plusieurs autres, à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose ». Le trait essentiel du contrat est donc que les parties contractantes se répartissent en deux groupes à intérêts opposés, entre lesquels s'établissent des rapports de créanciers et de débiteurs. Chacun poursuit son but. Au contraire, dans l'acte d'association, cette distinction des associés en deux groupes n'apparaît pas. Il n'y a pas une offre faite d'un côté et acceptée de l'autre. Chaque consentement n'a pas un contenu différent. Dans l'association nous sommes moins en présence d'une rencontre ou d'un échange de consentements, que d'une fusion de ces consentements, exprimés pour la réalisation d'un même but. Et en cas d'adhésion postérieure à l'acte d'association, les nouveaux consentements viennent s'incorporer aux anciens « sans que ceux-ci se réveillent en quelque sorte pour les accueillir et s'accorder avec eux ». C'est l'adhésion au fait.

(1) *Op. cit.*, p. 29.

Le mécanisme de l'acte créateur de l'association ne ressemble donc pas à celui du contrat. M. Cuhe le compare plutôt au vote d'une loi par une assemblée législative. Si la loi avait une origine contractuelle, il serait indispensable qu'elle fût votée par l'unanimité des représentants. La résistance d'un seul d'entre eux mettrait obstacle au vote, comme le refus d'un seul contractant s'oppose à la conclusion d'un contrat. Or, le procédé d'élaboration du droit statutaire ne diffère pas, dans son essence, de celui du droit légal: « tous deux aboutissent à la formation de règles institutionnelles, soustraites à la précarité et à la relativité de la règle contractuelle ». Cette règle institutionnelle s'imposera à la minorité qui l'a combattue, comme aux adhérents futurs qui ne l'auront pas votée (1).

Le législateur roumain oublie, dans sa définition, que la liberté d'association n'est pas une forme de la liberté de contracter, même en ce qui concerne l'acte qui donne naissance à l'association.

Ces observations font suffisamment ressortir le danger des définitions législatives mal étudiées ou mal conçues. L'ambition du législateur roumain, de dépasser les législations qui lui ont servi de modèle est louable et légitime. Mais, il aurait été désirable qu'il entrât d'un pas plus sûr dans la voie du progrès.

N° 127. — *La notion d'établissement d'utilité publique.* —

M. Paul Negulesco, professeur à l'Université de Bucarest, relève dans son traité de droit administratif, (1) une importante omission du législateur, qui ne définit nulle part les établissements d'utilité publique, et n'indique pas non plus quelles

(1) V. aussi SALEILLES, *op. cit.*, p. 431.

(2) 3^e éd., t. I, p. 267-268.

associations auront droit de porter ce nom. La loi place sur un pied d'égalité absolue, les associations poursuivant la satisfaction d'un intérêt général, telle la lutte contre la tuberculose, et les associations à but égoïste, tels les cercles et les clubs. La distinction est pourtant intéressante à faire au point de vue des privilèges attachés à la personnalité, qui ne sauraient être accordés au même degré, aux deux catégories d'association. Or, d'après la nouvelle loi même les maisons de jeu seront susceptibles d'acquérir la personnalité juridique.

Le législateur français de 1901, plus logique, établit une hiérarchie des associations. Tout en posant, dans l'article 2 de la loi du 1^{er} juillet, le principe de la liberté d'association, il ne laisse accéder à la pleine capacité juridique que les associations reconnues d'utilité publique, par décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique (art. 10). Entre celles-ci et les associations dépourvues de toute personnalité, il place une troisième catégorie, les associations simplement déclarées, à capacité restreinte, qui ne pourront recevoir notamment des dons et legs (art. 6).

Le législateur roumain ne fait pas cette distinction. Toutes les associations reconnues comme personnes juridiques, qu'elles servent un intérêt général ou un intérêt égoïste, pourront acquérir à titre gratuit, lorsqu'elles auront été autorisées conformément à l'article 10 de la loi du 6 février 1924, reproduisant les articles 811 et 817 du Code civil (fr. 910 et 937).

Cette omission est en effet regrettable si l'on considère que le législateur de 1924, ainsi qu'il le déclare dans l'exposé des motifs, s'est laissé guider par une conception du droit subjectif à base sociale, et que le Code civil roumain lui-même, en parlant dans les art. 811 et 817 de la faculté de recevoir des dons et legs, vise expressément les établissements d'utilité publique. En outre, l'article 291 du code de procédure civile

roumain reconnaît à ces derniers certains avantages quant à la révision des procès. Serait-ce une simple négligence de sa part ou un acheminement vers l'élargissement de la notion d'utilité publique ?

D'après l'exposé des motifs, l'établissement d'une seule catégorie d'associations a été voulu par le législateur. « Nous avons « fait entrer dans la définition de l'association même celles « qui ne servent que les intérêts personnels des membres, à « condition que ces intérêts fussent dépourvus de caractère « patrimonial. Ainsi entrèrent dans la définition de l'association, telle qu'elle est conçue par le projet, les cercles, les « clubs et les associations d'agrément... ».

L'explication de cette omission ne peut être cherchée, à notre avis, que dans la nouvelle méthode de reconnaissance de la personnalité juridique, inaugurée par la loi de 1924. Le droit d'investigation préalable accordé aux représentants du ministère public et au ministère auquel ressortit l'association et la compétence exclusive du pouvoir judiciaire de reconnaître les associations sont des garanties suffisantes pour ne laisser naître à la vie juridique que les organisations sociales dignes de cette faveur.



SECTION II

LE CARACTERE ET LES ELEMENTS CONSTITUTIFS DE LA PERSONNALITE DES ASSOCIATIONS

N° 128. — *Enumération.* — Les associations de la loi de 1924 pour être reconnues comme personnes juridiques doivent réunir, en dehors des conditions générales déjà étudiées,

les caractères suivants : 1° être constituées par actes authentiques (L. art. 32, 33 § 1) ; 2° avoir au moins vingt membres ; 3° présenter une organisation capable d'émettre une volonté collective ; 4° disposer d'un patrimoine distinct et autonome.

§ 1. — *L'acte constitutif et les statuts.*

N° 129. — *Forme authentique et dispositions obligatoires.* — L'acte constitutif et les statuts de l'association doivent être faits en la forme authentique. Cette formalité s'impose également au cas de modifications ultérieures. Ils doivent contenir d'une manière obligatoire : 1° le nom de l'association ; 2° l'objet et le but (L. art. 33 ; R. art. 27-28) ; 3° le siège principal et les succursales s'il y en a ; 4° les noms et contributions matérielles des fondateurs ; 5° le patrimoine initial son montant et sa nature ; 6° les noms et le nombre des associés ; 7° les organes de direction et de contrôle ; 8° la durée de l'association ; 9° le mode d'établissement des cotisations périodiques.

N° 130. — *Nature juridique des statuts.* — Les statuts forment une véritable loi intérieure que l'association se donne en vertu d'un pouvoir autonome découlant directement de son existence même. Elle ne saurait être nullement ramenée à la notion des droits résultant du contrat d'association comme le voudraient les adversaires de l'idée de personnalité. C'est un pouvoir du groupe sur chacun de ses membres, matérialisé dans des règles que le groupe a le droit d'appliquer lui-même, alors que dans les rapports nés entre particuliers à la suite d'un contrat, c'est à la justice seule que l'on peut avoir recours pour trancher les litiges. Les associations comme les fondations ont une sorte de vie intérieure, réglée par elles-mêmes dans la mesure où la loi leur laisse cette liberté. Ce

pouvoir comprend assez largement le droit de réglementer par des statuts les rapports internes du groupe, et le droit d'appliquer ces statuts aux membres et organes. C'est la première manifestation de la personnalité intérieure de l'association.

Lorsque les dispositions statutaires sont incomplètes ou insuffisantes pour organiser l'association, on appliquera les règles des articles 35 et suivants de la loi.

§ 2. — *Les associés.*

N° 131. — *La qualité d'associé.* — Dans la conception de la loi de 1924, la qualité d'associé repose sur l'existence d'un véritable droit subjectif ; mais c'est un droit d'un caractère spécial : il n'est ni cessible ni héréditaire (L. art. 47 ; comp. art. 38, Code civ. al).

En principe, le nombre des associés est illimité. Le minimum en est fixé à 20 (L. art. 32).

Les statuts ont toute liberté pour réglementer l'admission des membres et fixer leurs conditions d'âge, de sexe, de nationalité, etc... A défaut de dispositions statutaires, c'est l'assemblée générale qui se prononcera sur l'admission, sauf aux statuts d'attribuer ce droit à un autre organe social (L. art. 38, b).

La qualité d'associé se perd avec tous les droits y attachés par la mort, la démission volontaire ou l'exclusion (L. art. 48 à 50). L'exclusion ne peut être prononcée que pour de justes motifs et à la majorité des deux tiers. Le membre exclus a un droit de recours devant l'assemblée générale ou devant le tribunal, suivant que son exclusion a été prononcée par le comité de direction ou par l'assemblée.

N° 132. — *Rapports juridiques entre l'association et les membres.* — Il peut y avoir deux ordres de rapports juridiques entre l'association et ses membres :

a) Rapports existant dans les mêmes conditions qu'avec un tiers. Ils intéressent la portion de la personnalité de l'associé qui n'est pas engagée dans le lien social. C'est par exemple un contrat passé entre l'association et l'un de ses membres. Dans ses rapports les règles statutaires n'entrent pas en jeu ; ils sont réglés par le droit commun. Les droits que les membres acquièrent de la sorte ne pourront être modifiés ni supprimés par les organes de l'association. Celle-ci sera obligée de les respecter en remplissant tous les engagements contractuels qu'elle aura pu prendre (L. art. 51).

b) Les rapports résultant uniquement du groupement lui-même. Ce sont des rapports de droit liés à la qualité d'associé et disparaissant avec elle. Ils concernent aussi bien l'acquisition que la perte de cette qualité, la compétence des organes et la validité de leurs décisions. A leur égard c'est l'association elle-même qui joue le rôle de législateur, soit dans ses statuts primitifs ou modifiés, soit dans les délibérations conformes aux statuts. C'est elle également qui applique les règles qu'elle a posées et qui statue sur les réclamations élevées contre ses décisions.

Cependant, dans l'exercice de ce pouvoir, l'association est tenue de se conformer rigoureusement aux règles statutaires et à la loi. L'associé, lésé par une décision prise en violation de la loi ou des statuts, sera autorisé à demander au tribunal l'annulation de cette décision.

§ 3. — *L'organisation.*

N° 133. — *Sa nécessité.* — L'association, pour grouper et hiérarchiser des volontés en vue de l'exercice du droit, doit

être d'abord organisée. L'organisation constitue l'élément objectif de sa personnalité juridique, son support matériel. « Elle se présente comme une machine admirablement montée pour être actionnée par la force motrice (volonté) qui « doit la mettre en mouvement. » (1).

Les organes principaux de l'association sont : 1° l'Assemblée générale ; 2° la Direction, le Comité de direction ou le Conseil d'administration.

N° 134. — *Assemblée générale.* — L'assemblée générale est l'organe suprême de l'association et se compose des associés qui remplissent les conditions prévues aux statuts ou à l'acte constitutif (L. art. 36).

Elle sera convoquée dans tous les cas prévus par les statuts, toutes les fois que le comité de direction le jugera nécessaire et à la demande écrite et motivée du cinquième des membres. Ce droit accordé aux membres est une disposition impérative à laquelle les statuts ne peuvent pas déroger. Le comité de direction sera lié par la date fixée pour la convocation, dans les limites des possibilités matérielles. Le défaut de convocation de l'assemblée générale à la demande du cinquième des membres pourra entraîner la révocation du comité de direction et la mise en jeu de sa responsabilité pour les dommages que cette omission aura pu causer.

L'assemblée générale ne sera régulièrement constituée que si tous les membres auront été convoqués conformément aux statuts, aux décisions de l'assemblée elle-même, ou à la loi. La convocation devra indiquer le lieu, la date, et l'ordre du jour de l'assemblée. Sauf les cas exceptionnels la convocation sera communiquée aux membres au moins trois jours francs avant la date de la réunion.

(1) SALEILLES, *Op. cit.*, p. 586.

Le vote est égal pour tous les associés. Selon l'importance des questions à l'ordre du jour, la majorité légale sera ou absolue ou des deux tiers.

Même sans réunion, une décision sera considérée comme valable lorsqu'elle aura été proposée par écrit portant la signature de l'unanimité des membres.

N° 134. a) *Compétence de l'assemblée générale.* — Principe : l'assemblée générale, étant l'organe suprême de l'association, accomplira tous les actes importants qui lui sont spécialement réservés par la loi et tous ceux qui ne seraient pas attribués par les statuts ou actes constitutifs aux organes de direction, d'administration et de contrôle (L. art. 38). Elle aura pour compétence exclusive de :

1°. — Fixer les prestations et cotisations périodiques des associés ;

2°. — Décider de l'admission ou l'exclusion des membres ;

3°. — Arrêter les formalités de la convocation de l'assemblée générale ;

4°. — Déterminer le mode de vote ;

5°. — Fixer le quorum et les majorités capables de prendre des décisions valables, autres que celles visant la transformation du but ou la dissolution de l'association, pour lesquelles il faut une majorité des deux tiers (L. art. 39 *in-fine*) ;

6°. — Nommer les organes de direction, d'administration et de contrôle, déterminer leurs attributions, contrôler leur activité et les révoquer pour justes motifs, individuellement ou collectivement. On entend par justes motifs la faute et la négligence commises dans l'exercice de la fonction, la trahison du but ou des intérêts de l'association, et d'autres faits du même genre dont la détermination reste à faire par la jurisprudence.

7°. — Vérifier et approuver le bilan et le compte de gestion ;

8°. — Décharger de sa gestion le conseil d'administration ;

9°. — Approuver et modifier le budget.

10°. — Décider s'il y a lieu que l'association gère accessoirement une entreprise économique (L. 40, al. 2).

Les décisions de l'assemblée générale peuvent être attaquées par le ministère compétent, le ministère public, ou les parties intéressées, devant les tribunaux, pour des motifs d'ordre public et violation du but statutaire (L. art. 52, § 3).

N° 135. — *Direction, Comité ou Conseil d'administration.* —

La direction, le comité ou le conseil d'administration forment le deuxième organe de l'association. Sa composition sera déterminée par les statuts ou par l'assemblée générale. Cet organe peut être collégial ou individuel. La majorité des membres qui le composent doit être de nationalité roumaine.

Les organes de direction et d'administration représentent l'association dans tous les actes de sa vie juridique en conformité avec les dispositions de la loi, des statuts et des décisions de l'assemblée générale. Ils incarnent la volonté collective et la dirigent vers la réalisation du but social. Ils font partie intégrante de l'association et leurs actes produiront directement des effets juridiques à l'égard de l'association (1).

Les gérants ou administrateurs auront la qualité de mandataires de l'organe suprême qui les nomme et révoque. Mais dans la mesure des pouvoirs qui leur sont dévolus ils ont la même qualité d'organes de l'association par rapport aux tiers.

Pour obéir à une bonne règle d'administration et comme l'association peut avoir à gérer des intérêts considérables, les

(1) V. *Supra*, n° 97 et suiv.

organes de direction et d'administration sont obligés de faire un budget annuel, qu'ils soumettent à l'approbation de l'assemblée générale et de présenter un bilan de leur gestion à la fin de chaque année. Un exemplaire du bilan et du budget sera envoyé au Ministère sous l'autorité duquel fonctionne l'association. De même lorsqu'il s'agit d'une association subventionnée devra-t-on justifier de l'emploi des subventions ?

§ 4. — *La volonté collective.*

N° 136. — *Nature et rôle.* — L'association ne peut devenir sujet de droit qu'en étant animée par une volonté distincte des volontés individuelles des associés. Dans le système de la loi de 1924 cet élément volonté n'est pas le fondement de la personnalité, mais il est essentiel pour que la personne puisse agir et exercer les droits qu'on lui attribue. C'est l'élément subjectif sans lequel il ne peut y avoir de personnalité juridique. Psychologiquement cette volonté n'est pas le centre de production dans l'association elle-même, ce n'est que la volonté des individus isolés ; mais socialement, elle doit être considérée comme formant la volonté du groupe. Toute la constitution organique de l'association est dirigée en vue d'exprimer cette volonté correspondant au but statutaire. Ce que veulent les associés, c'est ce qu'auraient voulu les fondateurs de l'association, c'est ce qu'ils doivent vouloir dans l'intérêt tout autant des associés futurs qui leur succéderont. La volonté directrice qu'il s'agit de réaliser ce n'est pas du tout ce que veut chaque associé individuellement, c'est ce qu'il est censé vouloir pour se conformer au but collectif. C'est une volonté organique, adaptée au but qu'elle a en vu, exprimé par les organes destinés à réaliser ce but social. Ce n'est pas la représentation des volontés individuelles, car elle ne vise pas

à réaliser l'intérêt personnel de chaque associé. Il en sera de même si ce but vise l'intérêt collectif des associés, par exemple un intérêt professionnel (1). Pratiquement cette volonté collective sera formée par les votes de la majorité.

§ 5. — *Le patrimoine.*

N° 137. — Nécessité du patrimoine. — L'association régulièrement organisée et douée d'une volonté propre, distincte de celle des associés, ne peut acquérir la personnalité juridique qu'après s'être constitué un patrimoine social. Le combat des maladies, la propagation de la culture, le soulagement des pauvres, l'encouragement du progrès scientifique, etc., aussi bien que la simple satisfaction des intérêts personnels des associés, sont des œuvres qui nécessitent des dépenses et il faut que l'association se montre en état d'y faire face par des moyens propres. C'est l'existence du patrimoine social dû aux sacrifices des fondateurs et des associés qui démontrera justement le caractère sérieux du groupement qui réclame les bénéfices de la personnalité ; c'est aussi l'élément à défaut duquel l'association ne pourra exercer de commerce juridique ; c'est enfin une garantie sérieuse pour les tiers, futurs créanciers de l'association, qui auront ainsi l'assurance d'être payés.

La loi exige que ce patrimoine social soit déjà ab-initio en mesure de réaliser, au moins partiellement, le but pour lequel l'association a été constituée (L. art. 32, § 2). Les syndicats professionnels échappent toutefois à cette obligation (§ 4).

(1) EN CE SENS, SALEILLES, *op. cit.*, p. 589-595.

N° 137. a) *Avantage de cette disposition par rapport à la loi française.* — Cette exigence, d'une très grande importance pratique, présente un avantage certain sur la loi française du 1^{er} juillet 1901, où en matière d'association aucun apport n'est possible au sens juridique du mot. Et il est par trop évident, qu'une association ne peut vivre qu'avec un premier fond d'établissement et ce n'est pas sur les cotisations des premiers associés, toujours peu nombreux au début, qu'on peut compter pour jeter les bases de l'entreprise.

En droit français, lorsqu'il s'agit d'associations, ce qu'on appellerait un apport n'est plus, juridiquement parlant qu'une donation, le plus souvent un don manuel, et les associations simplement déclarées n'ont pas la capacité pour recevoir des donations. L'association ne pourra donc se fonder qu'avec une caisse vide. Lorsqu'on veut doter une association qui se fonde, on est obligé pour lui permettre de recevoir son capital de fondation, de prendre la forme d'une société civile ou commerciale ; et alors, la société est généralement irrégulière, et même théoriquement nulle et illégale, faute de bénéfices à partager. Si, voulant éviter la nullité de ce chef, on adopte la forme appropriée de l'association, et qu'on veuille lui transmettre le capital de fondation qu'on lui destine, ce ne peut être que par la voie occulte et précaire du don manuel, et l'on reste exposé à l'action en nullité du donateur et de ses héritiers, puisque le don est nul (1).

N° 138. — *Caractère du patrimoine social.* — Le patrimoine social doit être autonome et distinct du patrimoine individuel des associés (L. art. 32, § 1). Le fonds social n'est pas indivis entre les associés, mais est réputé appartenir à l'être juridique lui-même. Les créanciers personnels des associés n'auront point pour gage le patrimoine social et inversement les

(1) V. SALEILLES, *op. cit.*, p. 207.

associés échapperont à l'emprise du droit de gage des créanciers sociaux. Les associés n'auront aucun droit sur le patrimoine social, comme dans le cas des sociétés, ce droit n'apparaîtra que subsidiairement au cas de dissolution et seulement lorsqu'il s'agit d'associations poursuivant la réalisation d'un but intéressé. C'est l'être juridique et non ses membres, qui est le titulaire du droit de propriété.

Ces droits de l'association ont un caractère sui generis. Ce qui les caractérise et les distingue des formes normales du droit individuel, c'est d'une part que l'association a, dans une mesure plus ou moins large, le droit de les régler, de les limiter, d'en modifier l'exercice ; d'autre part, que le membre lui-même a le droit en tant que membre, de prendre part personnellement, ou par l'intermédiaire des organes, aux décisions qui concernent ces divers points.

Il y a évidemment, et surtout dans les associations à but intéressé, pour les membres, comme pour l'actionnaire, un droit à la jouissance tant que dure l'association. Seulement, dans la société, le droit de participer aux bénéfices annuels, faisant partie intégrante du patrimoine de l'associé, sera transmissible héréditairement, au lieu que, dans l'association le droit à la jouissance disparaît quand disparaît la qualité de membre. Dans les associations à but idéal, les associés n'ont plus la jouissance des biens que dans la mesure où cela est nécessaire pour collaborer à l'œuvre d'intérêt général que poursuit l'association. Dans ces associations le droit de partage, à la dissolution, n'existe plus.



SECTION III

LES GROUPEMENTS DE PERSONNES JURIDIQUES

N° 139. — *Conditions de leur constitution.* — L'article 102 de la loi de 1924 autorise la constitution d'unions ou de fédérations de personnes juridiques. Ces unions ou fédérations pourront acquérir à leur tour la personnalité juridique dans les conditions de l'article 3 (1). Mais étant donné le grand danger que ces unions ou fédérations peuvent présenter pour l'Etat et la liberté individuelle des individus qui les composent, la loi a pris soin de renforcer les mesures de prudence à leur égard en imposant pour leur constitution, en dehors de celles déjà étudiées, l'observation des conditions suivantes :

1°. — La personnalité juridique des unions ou fédérations ne peut être accordée que par la Cour d'appel dans la circonscription de laquelle elles établiront leur siège principal ;

2°. — En dehors de l'avis du ministère compétent à connaître du but de la fédération, on doit demander l'avis de la Commission supérieure des personnes juridiques ;

3°. — Le but de la fédération ou de l'union doit être unitaire et se rapprocher du but visé par chacune des personnes juridiques, membres du groupement ;

4°. — Il doit être démontré que l'union ou la fédération est nécessaire au point de vue du but général à atteindre ;

5°. — Les associations et fondations demandant l'union ou la fédération doivent jouir au préalable de la personnalité juridique (L. art. 5) ;

(1) V. *Supra*, n° 79 et suiv.

6°. — Enfin, les unions ou fédérations doivent observer toutes les règles de procédure et celles relatives à la confection des statuts prévus aux articles 103 et 104.

N° 140. — *Droit français.* — Le législateur français de 1901 s'est montré lui aussi très libéral sur ce point et a considéré la liberté d'association des associations comme découlant logiquement de la liberté d'association des individus. Les unions d'associations pourront jouir de la personnalité juridique dans les mêmes conditions qu'une association d'individus. Elles sont seulement soumises, d'après l'article 7 du Règlement d'administration publique du 16 août 1901, à l'obligation de faire connaître dans leur déclaration le titre, l'objet et le siège des associations qui les composent et de faire connaître tous les mois les nouvelles associations adhérentes (1).

(1) V. sur ce point MICHOD, *op. cit.*, t. II, n° 226 et suiv.

CHAPITRE IV

LES REGLES PROPRES AUX FONDATIONS

SECTION I

LA NOTION JURIDIQUE DE LA FONDATION

N° 141. — *Les deux sens du mot fondation.* — Le mot fondation, entendu dans un sens large, désigne l'affectation perpétuelle d'un fonds à un but déterminé. Le fondateur emploie tout ou partie de ses biens à l'établissement d'une œuvre durable, destinée à servir un intérêt général : asile, hospice, création de lits dans un hôpital au profit des pauvres, institution artistique, scientifique, littéraire, bourse d'études, etc...

Ainsi comprise, la fondation n'implique pas nécessairement la naissance d'un nouveau sujet du droit et n'est pas à confondre avec la collecte par contribution publique, avec laquelle elle a une certaine ressemblance (1). Elle peut se réaliser sous

(1) Par la collecte, une ou plusieurs personnes lancent un appel et invitent le public à payer une cotisation dans un but déterminé : érection d'un monument, secours aux sinistrés, etc... Les collecteurs administrent le produit de la collecte et l'utilisent en vue du but. D'après *Gierke*, le produit reste dans le patrimoine des donateurs, c'est-à-dire ceux-ci constituent une société conforme aux principes de la société en main commune. Les collecteurs provoquent cette société et la représentent en qualité de gérants d'affaire. Les contributions deviennent la propriété de la société, et les donateurs ont des parts dans cette société. *IHERING*, considère les destinataires comme les sujets du patrimoine collectif. *Brinz* et *Bekker* considèrent au contraire la collecte comme un patrimoine sans maître. D'après *Dernburg*, on doit appliquer aux collectes les règles des fondations. Quoiqu'il en soit de ces opinions, collectes et fondations ne sont pas à confondre : la première ne vise que des buts passagers, la deuxième est consacrée à des buts permanents. (V. sur ces points *M. RADULESCO, op. cit.*, p. 50 à 52.

la forme d'un don ou legs adressé à une personne physique ou juridique préexistante, à charge par elle d'employer à perpétuité au but voulu les biens donnés ou légués. Cette forme de la fondation constitue déjà une sorte de fondation véritable au sens juridique du mot ; mais c'est une modalité qui pèse sur la propriété, plutôt qu'une modalité de la propriété elle-même. Les biens ainsi donnés ne constituent pas dans le patrimoine du donataire une sorte de petit patrimoine séparé, dépendant de son affectation. Il y a plutôt une obligation pesant sur le propriétaire que sur la propriété. La donation *sub modo* est avant tout une donation^e; les biens donnés appartiennent à un propriétaire individuel lequel est le donataire. Et la seule sanction au cas d'inexécution du *modus*, c'est l'action en révocation qui appartient au donataire ou à ses héritiers. Revenus entre leurs mains, les biens redeviennent libres et ils pourront les employer à leur profit personnel sans en consacrer la moindre partie à leur destination antérieure. On ne peut donc dire que l'affectation soit vraiment la constitution même de la propriété ; on n'est pas en présence d'une création nouvelle, d'un patrimoine distinct, qui fonctionne à titre indépendant.

Mais supposons que les biens grevés d'affectation ne soient données à personne en particulier et que le fondateur abandonnant sa propriété crée une institution autonome, qui ne dépende plus de lui, ni d'aucun autre propriétaire, de telle sorte que, ce soit l'institution elle-même qui soit censée être propriétaire des biens qui la constituent. Dans ce cas, nous sommes en présence d'un phénomène juridique nouveau, d'une forme de propriété qui, juridiquement, ne ressemble à aucune des variantes de la propriété individuelle. Les gérants des fonds dont est dotée l'institution ne géreront pas pour eux-mêmes, pas plus que pour un autre individu ou

collectivité, mais pour la réalisation du but statutaire. Nous serons en présence d'une propriété qui n'appartient idéalement qu'à sa destination et ne dépend d'aucune volonté individuelle dans le legs *sub modo*, mais qui n'est subordonnée à la mainmise d'aucun propriétaire à titre individuel, qui incarne en elle-même à la fois l'idée de sujet et d'objet. C'est la fondation au sens technique et spécial de ce mot (1).

N° 142. — *Buts poursuivis par la fondation.* — La fondation poursuit toujours la réalisation d'un but d'intérêt général. Elle peut avoir pour objet, soit certains intérêts spécialisés de bénéficiaires indéterminés, comme c'est le cas d'un hôpital ou d'une école, soit la satisfaction d'intérêts n'appartenant à aucun individu en particulier telles les fondations ayant pour but d'encourager le développement de la science, les progrès de l'art, les recherches historiques, etc... Parti de cette double distinction on a divisé les fondations en deux catégories : la fondation-établissement (*Anstalt*) et la fondation-patrimoine (*Stiftung*). L'établissement se caractériserait par ce fait qu'il se manifeste à l'extérieur par un organisme matériel, qui fonctionne comme un ensemble approprié à son but. L'hôpital, l'école, etc... supposent des locaux consacrés à l'œuvre et un personnel qui en fasse le service, le tout constituant un organisme complet, avec tous les rouages nécessaires à son fonctionnement. Au contraire, la *Stiftung* ne dispose pas d'appareil extérieur et elle n'en a même pas besoin pour exister et fonctionner. Dans ce cas, il y a purement et simplement un patrimoine affecté à un but, qui forme à lui seul une personne juridique. C'est une fondation au sens strict du mot.

(1) SALEILLES, *op. cit.*, p. 120 à 126.

Mais si cette distinction devenue classique, répond à un état de fait certain, elle n'en est pas moins dépourvue de fondement au point de vue juridique. Que la fondation dispose ou non d'un appareil extérieur, ou d'un immeuble destiné à servir de siège social, cela ne saurait exercer aucune influence sur sa nature juridique. Dans les deux cas, c'est le patrimoine affecté à la réalisation du but idéal licite et permanent qui compte. En droit, la fondation par simple affectation de patrimoine mobilier et l'établissement sous forme d'œuvre organisée, sont deux phénomènes juridiques identiques, qu'il faut classer dans une seule et même catégorie, celle de la fondation en général (1). C'est cette solution qu'a adoptée le législateur roumain de 1924, qui ne fait pas de distinction entre la fondation-établissement et la fondation-patrimoine. La même voie est suivie par la plupart des législations modernes, notamment par les Codes civils allemand et suisse.

N° 143. — *Distinction entre association et fondation.* — La fondation se rapproche de l'association à but désintéressé par le fait que dans les deux cas il s'agit de satisfaire un intérêt général, à l'aide d'une affectation de patrimoine. Dans l'association à but idéal, les membres entendent presque toujours obliger leurs successeurs à ne pas s'écarter du but qu'ils se sont assigné. Inversement, une fondation, même provenant d'un simple particulier peut avoir certains caractères corporatifs : elle peut par exemple être constituée de telle sorte que les intéressés en aient eux-mêmes plus ou moins complètement l'administration. Les différences entre les associations et fondations restent néanmoins profondes :

(1) SALEILLES, *op. cit.*, p. 128 à 134.

1°/ D'après l'article 31 de la loi du 6 février 1924, l'association est une convention par laquelle plusieurs personnes mettent en commun leurs contributions matérielles et leur activité, pour réaliser un certain but, tandis que la fondation, quoique la loi de 1924 ne le dise pas expressément, est une déclaration de volonté unilatérale, par laquelle le disposant s'appauvrit au profit d'une œuvre idéale, sans rien recevoir en échange ;

2°/ L'élément essentiel de l'association, c'est l'assemblée générale des associés ; au contraire, dans la fondation, les individualités intéressées ne font pas partie organique de l'institution. L'unité se fait autour de l'idée du but à atteindre. Le comité qui lui sert d'organe n'est pas composé des individualités que la fondation a en vue ;

3°/ Dans la fondation l'affectation d'un patrimoine prend un caractère spécial : elle devient comme le dit admirablement Saleilles la « modalité même de la propriété ».

N° 143a. — *Distinction de Michoud.* — D'après Michoud, la fondation comme l'association a pour support réel un groupement humain ; pour elle, ce groupement est celui des destinataires. C'est en eux que réside le premier et le principal caractère du droit subjectif, qui est l'intérêt protégé par le droit. Quant à l'élément volonté, il ne réside plus ici dans l'organisme créé à l'effet d'administrer la fondation ; cette volonté est dirigée par celle du fondateur. La différence entre la corporation et la fondation est donc la suivante : « Dans
« la corporation l'élément intérêt et l'élément volonté se
« trouvent réunis ; c'est le groupe même des intéressés qui
« forme l'organisation destinée à dégager la volonté collec-
« tive du groupe ; dans la fondation, au contraire, les deux
« éléments sont séparés ; ils sont reliés l'un à l'autre par une

« volonté extérieure au groupe lui-même, celle du fondateur.
« On peut donc dire, avec Gierke, que la volonté est ici trans-
« cendante et non immanente ; elle est donnée du dehors et
« non du dedans » (1).

Ainsi, suivant Michoud, doit être traité comme association tout groupe dont le but est déterminé par la volonté des membres mêmes du groupe, et comme fondation, toute institution dont le but est déterminé par une volonté étrangère.

Cette théorie s'écarte radicalement de toutes celles qui refusent de voir dans la fondation un groupement humain et qui n'attachent à ce groupement aucune importance : théorie de la fiction ; théorie du patrimoine sans sujet (Zweckvermögen) ; théorie de la volonté (Zitelmann) ; théories qui ne voient d'autre groupement que celui des volontés réunies pour administrer la fondation (Regelsberger, Gierke) ; théories qui cherchent le groupe-personnalité dans les groupements généraux de l'Etat ou de la commune (Giorgie) ; théories qui le cherchent, non dans l'ensemble des destinataires, mais dans l'ensemble des personnes qui fournissent des ressources à la fondation (Otto Mayer) (2).

N° 144. — *Définition de la loi du 6 février 1924.* — La loi du 6 février 1924, inspirée des Codes civils allemand et suisse, et partant du point de vue que la législation de la Roumanie agrandie doit mettre à la portée des particuliers tous les moyens à même de faciliter et de garantir la création des œuvres indépendantes et rendre ainsi possible la coopération des forces individuelles au progrès social, abolit la technique juridique pratiquée sous le régime du Code civil et consacre le système de la création directe.

(1) MICHOD, *op. cit.*, t. I, p. 207.

(2) *Ibid.*, p. 206-217.

L'article 66 définit la fondation « l'acte par lequel une personne physique ou juridique constitue un patrimoine distinct et indépendant de son propre patrimoine, et le destine, en principe, d'une manière permanente, à la réalisation d'un but idéal, d'intérêt général (Comp. article 80 C. Civ. suisse).

Il résulte de cette définition :

1°. — Que les fondations peuvent être créées tant par les personnes physiques que par les personnes juridiques déjà existantes. Seulement, dans ce deuxième cas, la constitution d'un patrimoine distinct ne doit pas se heurter au principe de la spécialité qui domine toute l'activité des personnes juridiques ;

2°. — Que dans le système de la loi de 1924, la fondation est une institution autonome de droit privé, un sujet du droit qui vit en dehors de toute personnalité humaine ou juridique préexistante. Elle est le résultat d'un acte direct, fondé sur la manifestation de volonté unilatérale du fondateur et reconvenue par décision du tribunal. On est en présence d'un phénomène juridique nouveau, qui ne peut être rangé dans aucune des catégories juridiques établies par le Code civil. C'est la fondation *stricto-sensu*, constituant une modalité même de la propriété. La propriété des biens affectée au but idéal sort du patrimoine du fondateur pour former un patrimoine à part, distinct et indépendant (1).

3°. — Que la définition exclut les fondations d'intérêt spécial, telles les fondations de famille admises dans la législation allemande et traitées avec faveur par l'article 52 du Code civil suisse. Est-ce une omission involontaire du législateur,

(1) Rapprocher la définition de la L. de 1924 de celle donnée par M. Hauriou : « La fondation est une œuvre collective créée par la volonté unilatérale d'un individu, accompagnée de l'affectation d'une valeur pécuniaire, et qui acquiert ainsi la personnalité juridique (*Principes de droit public*, 2^e éd., p. 286).

ou une délimitation de la liberté de fonder ? A bien lire les travaux préparatoires, il en ressort que le législateur n'a fait dans l'occurrence que se plier à l'intransigeance de la commission parlementaire qui, par crainte des fidécummis, prohibés par le Code civil (art. 803 ; franc. 896), avait exigé l'omission du mot « familial » qui se trouvait pourtant dans la rédaction primitive de l'article 66 (1). C'est en ce sens que se prononce à son tour l'exposé des motifs, dont l'auteur ne manqua pas d'exprimer son vif regret pour cette altération manqua pas d'exprimer son vif regret pour cette altération du texte qui enlève à la définition des fondations un élément de précision et devient source de difficultés pratiques (2).

A notre avis, les tribunaux n'ont aucun motif sérieux de ne pas accorder la personnalité juridique aux fondations qui ont pour but de servir exclusivement l'intérêt des membres d'une famille, et qui ne visent pas d'autres buts secondaires. Malgré l'analogie qu'elle peut présenter avec le fidécummis, la fondation de famille n'en reste pas moins une fondation, donc soumise aux règles établies par la loi de 1924.

L'essence du fidécummis étant de régler d'avance la succession du grevé, relativement aux biens substitués, il ne sera touché en rien à la qualité de propriétaire des destinataires, pas plus qu'il ne s'agira de constituer un patrimoine autonome. Au contraire dans la fondation de famille, nous sommes en présence d'un patrimoine indépendant, vis à vis duquel les destinataires n'auront qu'un droit de créance. De plus, dans la fondation de famille, les bénéficiaires sont dé-

(1) « La fondation est l'acte par lequel une personne physique ou juridique constitue un patrimoine distinct et indépendant de son propre patrimoine, et le destine, en principe, d'une manière permanente, à la réalisation d'un but idéal, d'intérêt général, ou familial. »

(2) V. Débats parlementaires Sénat, 29 novembre 1923, *Moniteur officiel*, III, n° 16, p. 222.

terminés d'après un ordre successoral à base plus large que celle du fidéicommiss.

SECTION II

LES CONDITIONS DE VALIDITE DE L'ACTE DE FONDATION

N° 145. — *Définition de l'acte de fondation.* — L'acte de fondation est le moyen juridique par lequel le fondateur crée l'organisme social de la fondation. Cet organisme existe en dehors de toute intervention de l'Etat et le jugement de reconnaissance n'a pour but que de l'investir de la capacité juridique.

L'acte de fondation, pour être valable doit répondre d'abord à un certain nombre de conditions de fond : 1°. Avoir à sa base une volonté manifestée par un fondateur capable, de créer une fondation ; 2° constituer un patrimoine autonome et distinct ; 3° contenir l'affectation de ce patrimoine à un but idéal et généralement permanent.

Reprenons-les successivement.

N° 146. — *La volonté.* — La condition primordiale de l'acte de fondation est l'existence d'une volonté librement émise par le fondateur, de créer une fondation autonome à laquelle il affecte tout ou partie de ses biens. Les effets juridiques qui découlent de cet acte s'expliquent par la théorie allemande de la déclaration de volonté réglementée par les articles 116 à 144 du Code civil, all. et que le législateur roumain fait sienne, sans le déclarer expressément, quoiqu'il eût été utile de le faire, en présence du silence complet sur ce point du Code civil roumain.

D'après le Code civil allemand, l'intention purement interne, même s'il est établi qu'elle soit déjà irrévocable, n'est pas un fait dont la loi tienne compte. Ce n'est pas un fait juridique. Il faut de plus qu'elle soit manifestée à l'extérieur par

des procédés qui lui donnent une expression désormais inef-
façable et indépendante de celui qui l'a émise. Mais cette ma-
nifestation à elle seule ne suffit pas encore ; il faut qu'elle
ait été réalisée avec la volonté spéciale de se produire à l'état
d'acte juridique définitif, ayant une valeur positive aux
yeux de la loi : c'est ce que l'on appelle la *déclaration de
volonté*, constituant la forme juridique donnée à la manifes-
tation extérieure de la volonté.

Mais il ne résulte pas de ce que la volonté sera déclarée,
qu'elle doive forcément être adressée à celui, ou à ceux, à
l'égard de qui elle a à produire ses effets. L'acte de fondation
n'est pas une déclaration de volonté adressée à un tiers ; c'est
une déclaration unilatérale, n'impliquant pas acceptation.
C'est une création par laquelle le fondateur s'oblige envers
lui-même, par opposition à l'obligation envers une autre
volonté étrangère (1).

N° 147. — *Le patrimoine.* — L'obligation fondamentale du
fondateur découlant de sa déclaration de volonté est de
constituer un patrimoine autonome et en mesure de réaliser
les buts visés dans l'acte de fondation. Cette exigence se jus-
tifie largement par les résultats de l'expérience du passé,
quant l'Etat roumain a dû accorder des subventions à la plu-
part des œuvres d'assistance sociale, dont le patrimoine ini-
tial était devenu insuffisant.

La loi ne détermine pas le moment où le fondateur doit
transmettre le patrimoine promis dans l'acte de fondation.
Toutefois, ce transfert, au profit de la fondation, ne peut être
obligatoirement exigé qu'après l'enregistrement de la deman-
de de reconnaissance, de la personnalité juridique de la fon-
date, serait violer le droit de révocation réservé au fondateur

(1) V. M. RADULESCO, *op. cit.*, p. 64 à 73 ; R. SALEILLES, De la déclaration
de volonté, Paris 1901.

et à ses héritiers, par l'article 70 de la loi (Comp. les art. 81 et 82 du C. Civ. allemand).

Lorsque le fondateur vient à mourir avant l'obtention de la personnalité juridique, la validité des libéralités faites au profit de la fondation est assurée par l'effet rétroactif accordé au jugement de reconnaissance, par l'article 71. Pour les fondations par acte entre vifs, les effets de libéralités se produisent dès la confection de l'acte authentique de fondation ; pour les fondations testamentaires, à partir du jour du décès du fondateur (Comp. art. 84 Code civ. allemand).

N° 147 a. — *L'obligation de garantie.* — La loi ne détermine pas l'étendue de l'obligation de garantie du fondateur. En Allemagne les représentants de la théorie de la donation considèrent qu'on ne doit pas appliquer les règles générales de la garantie, à l'obligation du fondateur. Le fondateur n'est pas responsable, conformément aux règles générales, des conséquences de l'inexécution ou des vices de la chose. Il n'est responsable que de son dol ou de sa négligence grave (art. 521) ; il n'est pas obligé de payer les intérêts moratoires (art. 522) et ne répond des vices de la chose qu'en cas de dol (art. 523-524). Mais l'opinion dominante demande une application directe ou tout au moins analogue des règles de la donation à la garantie du fondateur (1).

Que décider pour le droit roumain ? La fondation n'étant pas une donation *stricto sensu*, parce que la donation est toujours un contrat, M. Marius Radulesco propose de ne lui appliquer que par analogie les règles de l'article 828 du Code civil roumain sur la garantie du donateur (2).

(1) V. M. RADULESCO, *op. cit.*, p. 131 à 135.

(2) *Pandectes roumaines*, 1925, IV, p. 17.

N° 148. — *Affectation du patrimoine à un but.* — La constitution d'un patrimoine, concomitante à la déclaration de volonté, ne suffit pas pour donner naissance à la fondation. Cette volonté doit être individualisée par la fixation d'un but d'intérêt général ou spécial et généralement permanent, auquel sera affecté le patrimoine autonome.

Par ce troisième élément, le législateur roumain de 1924 s'écarte de toutes les théories qui admettent à la base de la fondation un groupement humain, celui des bénéficiaires, et se rallie à la théorie du patrimoine affecté à un but. Il réalise par là un progrès important par rapport aux autres législations, y compris celles qui lui servent de modèle, et qui ne définissent pas la fondation.

Dans la conception du législateur, la fondation devant présenter un caractère de perpétuité, n'entreront pas dans le cadre de la loi les affectations de biens à des buts restreints ou passagers, comme la création d'un bazar pour une fête, l'érection d'une statue, secours aux sinistrés, etc... Tous ces cas demeurent soumis à la loi qui règle les appels aux offrandes publiques.

N° 148 a. — *Droit d'action des bénéficiaires.* — La réalisation du but auquel le fondateur affecte un patrimoine autonome, aboutissant en dernier analyse à faire bénéficier des dispositions du fondateur, une certaine catégorie de personnes, il est intéressant de se demander si ces destinataires n'auront pas une action en justice, dans le cas où les organes de la fondation ne se conformeraient pas aux statuts. La loi roumaine, comme les Codes allemand et suisse, est muette sur ce point.

En Allemagne, cette question a fait l'objet de nombreuses discussions tant en doctrine, qu'à l'occasion de la confection

du Code civil; mais toutes les propositions ayant pour but la réglementation expresse de l'action des destinataires, furent rejetées par la Commission du Reichstag. Zitelmann est d'opinion que cette action doit être refusée. Si les lois des Etats ne donnent pas un tel droit aux intéressés, ceux-ci ne seront protégés que par le droit général de contrôle réservé à l'Etat. Mais la majorité des auteurs allemands se rallie à l'opinion opposée, précisant toutefois que l'action ne sera admise que lorsque l'acte de fondation ou les statuts auraient déterminé la personne des destinataires de telle manière que, tout avis subjectif de l'organe de la fondation soit exclu. La Cour suprême d'Empire s'est prononcée dans le même sens, en admettant comme fondement du droit d'action des destinataires la déclaration unilatérale de volonté du fondateur. En effet la loi n'admet-elle pas la possibilité de créer des obligations et de fonder des créances en dehors de tout accord contractuel dans le cas de titres au porteur et de promesse de récompense, par exemple ? Et le droit du légataire d'exiger l'exécution du legs se fonde-t-il pas, lui aussi sur une déclaration unilatérale du testateur ? Tous ces cas présentent une analogie complète avec la fondation : dans toutes ces hypothèses, les droits des bénéficiaires ont à leur base la déclaration unilatérale de volonté du disposant (1).

Nous admettons, avec M. Marius Radulesco (2), la même solution pour le droit roumain.

N° 149. — *Condition de forme.* — La fondation peut être constituée de deux manières : par acte entre vifs, et par disposition à cause de mort. Dans le premier cas, la loi le 1924

(1) V. M. MARIUS RADULESCO, *op. cit.*, p. 135 à 153.

(2) *Pandectes roumaines*, 1925, IV, p. 19.

exige un acte authentique, dans le second, l'une des formes prévue pour les testaments. Les statuts ou tout autre acte accompagnant l'acte de fondation fait en la forme authentique, devront revêtir la même forme solennelle (L. art. 67 ; Comp. Art. 81 al. 1 c. civ. suisse).

N° 150. — *Sanctions.* — La fondation faite par une personne incapable, ou résultant d'une déclaration de volonté viciée, est frappée de nullité absolue. La nullité est de plein droit, lorsque l'acte de fondation ne détermine pas le but à réaliser, ne constitue pas un patrimoine autonome affecté à ce but, ou ne remplit pas les conditions de forme prévues à l'article 67 (L. art. 72).

N° 150a. — *Action des héritiers et créanciers.* — La fondation consistant en une aliénation de patrimoine au profit d'une œuvre, peut entamer la réserve héréditaire ou être faite en fraude des droits des créanciers. Quelque utile que soit son but, la fondation ne pourrait être créée en violation de ces droits, protégés par le Code civil. Pour ces raisons, la loi de 1924 accorde aux héritiers et créanciers du fondateur les mêmes droits, vis-à-vis de la fondation, que vis-à-vis de tout autre libéralité. Les héritiers peuvent attaquer la fondation par l'action en réduction pour atteinte portée à leur réserve, et les créanciers par l'action paulienne, lorsqu'elle est faite en fraude de leurs droits (Comp. art. 82 c. civ. suisse).

SECTION III

LA RÉVOCATION DES FONDATIONS

N° 151. — *Par qui la révocation peut-elle être exercée ?* —

La fondation étant un acte unilatéral est essentiellement révocable. Le fondateur peut s'être gravement mépris sur l'utilité de l'œuvre qu'il voulait créer, ou se repentir de l'injustice qu'il a commise à l'encontre des héritiers, en diminuant le patrimoine héréditaire. Pour ces motifs la loi lui accorde la faculté de révoquer la fondation et ce droit passe à ses héritiers lorsque la fondation constituée par acte entre vifs n'a pas obtenu la personnalité juridique dès le vivant du fondateur. Les biens destinés à la fondation faisant, jusqu'à l'acquisition de la personnalité juridique, partie du patrimoine du fondateur passent aux héritiers, qui, comme leur auteur, pourront exercer jusqu'à cette date le droit de révocation. Il est présumé dans cette hypothèse que le fondateur qui n'a pas demandé la reconnaissance jusqu'au jour de son décès n'était pas complètement fixé sur ses intentions.

Lorsqu'il y a plusieurs fondateurs, le problème se pose de savoir si la révocation doit être faite par tous à la fois, ou si la révocation d'un seul d'entre eux suffit. En Allemagne, Planck et Stintzing sont pour cette dernière opinion. Oertmann, au contraire, croit qu'il faut laisser subsister l'acte de fondation si par les déclarations des fondateurs qui ne révoquent pas les exigences de l'acte de fondation sont satisfaites. Nous approuvons, avec M. Radulesco (1), l'opinion d'Oertmann, parce que si l'un des fondateurs révoque l'acte, il n'y a pas de raison de refuser aux autres le droit de créer la fondation.

(1) *Op. cit.*, p. 159.

La même question se pose dans le cas où il y a plusieurs héritiers. Planck et Hoelder affirment que chacun des cohéritiers a le droit de révocation. D'autres auteurs, tels Dernburg, Stintzing et Oertmann exigent que tous les cohéritiers fassent la révocation en commun (1). Nous croyons cette dernière solution être la bonne : on ne saurait faire dépendre le sort de la fondation de la volonté de chaque cohéritier. Cette façon de voir se trouve confirmée par l'exposé des motifs de la loi de 1924, qui établit, quant au droit de révocation, une solidarité très étroite entre les cohéritiers.

N° 152. — *Forme de la révocation.* — La révocation est, comme l'acte de fondation, une déclaration de volonté unilatérale, mais elle n'implique pas de forme spéciale. Elle peut résulter de tous faits quelconques, comme la destruction de l'acte de fondation ou l'assignation d'un autre but au patrimoine affecté à la fondation. Elle peut être intégrale ou partielle.

N° 153. — *Délais de révocation.* — Le droit de révocation ne peut pas être exercé à tout moment. Ni le fondateur ni ses héritiers ne peuvent plus révoquer la fondation après l'enregistrement de la demande de reconnaissance, introduite conformément à l'article 84 (L. art. 70).

Cet article 70 paraît se trouver en désaccord formel avec l'article 84, auquel il renvoie. Tandis que l'art. 70 parle de la demande de reconnaissance, l'article 84 vise, au contraire, l'inscription du jugement de reconnaissance, ce qui n'est pas la même chose, car la fondation ne devient une personne juri-

(1) V. M. RADULESCO, *op. cit.*, p. 160.

dique qu'après cette dernière opération. A notre avis, il ne peut s'agir ici que d'un défaut de rédaction. L'article 70 vise bien l'enregistrement de la demande de reconnaissance, et non pas l'inscription du jugement. C'est en ce sens que se prononce l'exposé des motifs, et c'est la solution la plus conforme au principe qui justifie le droit de révocation. Le fondateur et ses héritiers sont libres de revenir sur une décision prise à la hâte ou qui serait dommageable pour la famille, mais dès qu'ils auront matérialisé leurs intentions de constituer une personne juridique distincte, par la demande de reconnaissance, la décision deviendra irrévocable.

Lorsqu'il y a plusieurs cohéritiers la fondation devient irrévocable dès le jour de l'enregistrement de la demande de reconnaissance introduite par l'un d'eux.

SECTION IV

LA TRANSFORMATION DE LA FONDATION

N° 154. — *Motifs qui la justifient.* — En principe la fondation doit conserver pendant toute son existence l'organisation et le but déterminés par le fondateur. Sa volonté, loi organique de l'institution, s'impose à toutes les générations successives appelées à l'administrer ou à en bénéficier. Mais ce principe relevant de l'essence de la fondation et qui se justifie par la nécessité d'encourager les actions philanthropiques et par le respect dû à la dernière volonté du disposant, peut difficilement trouver une application intégrale. Les besoins de l'existence sont comme la vie elle-même, mouvants et en perpétuel changement. Le but visé par le fondateur peut, à la suite des transformations d'ordre politique et social, ne plus avoir de raison d'être dans 50 ou 100 ans, et la fondation devenir

ainsi sans objet. D'autre part, la fondation, malgré le but gênereux qu'elle cherche à réaliser peut présenter à de certains moments et dans des circonstances déterminées, un véritable danger politique et social, soit par l'accumulation outre mesure des biens, qui dépassent ainsi les besoins à satisfaire, soit par le fonctionnement défectueux de l'institution dû à un vice initial de son organisation et compromettant le patrimoine. Le législateur de 1924, désireux de prévenir ces dangers, et d'assurer au plus haut degré possible l'exécution de la volonté du fondateur, a admis la possibilité de modifier soit l'organisation, soit le but de la fondation (Comp. les articles 87 c. civ. all. ; 85 et 86 c. civ. suisse ; 28 c. civ. du Brésil).

N° 155. — *Organes compétents.* — Pour que la transformation de la fondation ne soit pas le résultat d'une mesure arbitraire, la loi confie ce soin à la Cour d'appel (art. 78). La décision de la Cour est rendue à la demande des organes de direction et d'administration ou du ministère compétent, pour connaître du but de la fondation, sur avis de la Commission supérieure des personnes juridiques. C'est la Cour d'appel qui fixe le nouveau but de la fondation ou les bases de sa nouvelle organisation.

Les nouveaux statuts ou règlements intérieurs seront confectionnés par les soins des organes de direction ou d'administration, suivant les principes établis par la Cour d'appel. Ils seront transcrits, avec approbation du ministère compétent sur le registre des personnes juridiques.

N° 156. — *Limites de la transformation.* — La transformation n'opérant aucune interruption dans la continuité de la fondation, celle-ci garde son identité juridique antérieure. Elle doit se faire en s'écartant le moins possible des intentions du fon-

dateur surtout quand elle porte sur le but de la fondation. Ainsi les revenus du patrimoine doivent être, autant que possible réservés à la catégorie de personnes visées par le fondateur. La modification du but ne doit pas porter atteinte au principe de la spécialité. (L. art. 80).

Pour les mêmes raisons et suivant la même procédure, on peut modifier, voire même supprimer les charges et conditions fixées dans l'acte de fondation, qui compromettent le but visé par le fondateur (Comp. art. 86 al. II c. civ. suisse). Ainsi, l'endroit fixé par le fondateur pour la construction d'un hôpital, étant marécageux ou malsain, le Ministère de la santé publique pourra, sur la décision de la Cour d'appel, indiquer un autre lieu pour la construction de l'hôpital. Il en sera de même lorsque le fondateur aura fixé, pour la distribution des prix qu'il institue, des conditions ridicules, que nul savant ou artiste ne saurait remplir.

APPENDICE

LA LOI DU 6 FEVRIER 1924 ET LES SYNDICATS PROFESSIONNELS

N° 157. — *Critiques adressées à la loi de 1924, relativement aux syndicats professionnels.* — La loi du 6 février 1924 visant toutes les associations qui ne poursuivent pas la réalisation des buts lucratifs, s'applique également aux syndicats professionnels dont la législation établie en 1921 se trouve ainsi modifiée presque sur tous les points essentiels, notamment quant au mode d'acquisition de la personnalité et au contrôle du fonctionnement du syndicat. A ce propos, de vifs débats s'étaient engagés au Parlement au moment de la discussion des articles 2 et 106, quand on reprocha au gouvernement de l'époque de porter une attaque grave à la loi des syndicats du 26 mai 1921.

En effet, quoiqu'il soit dit dans les articles incriminés, que les droits acquis des syndicats seront respectés et les lois qui ont présidé à leur naissance maintenues en vigueur, pratiquement cette assurance devient illusoire. Car l'article 106, al. II, in fine, ajoute que ces lois spéciales ne s'appliqueront que dans la mesure où elles ne se heurteraient pas aux dispositions d'ordre public de la loi nouvelle. Or, et c'est sur ce point

que portaient les critiques, étant donné que presque tous les articles de la loi du 6 février 1924 sont déclarés d'ordre public, il se trouve que, par ce fait, la loi des syndicats est pratiquement abolie. Il ne reste plus rien des dispositions qui réglementaient la création et la vie des syndicats, c'est la loi de 1924, avec son régime de contrôle policier, et ses voies de dissolution laissées à la libre appréciation du gouvernement, qui leur sera seule applicable. Or, ceci, ajoute-t-on, équivaut à arrêter en pleine marche ascendante le développement de l'esprit associationniste dans les professions, qui ne pouvaient s'épanouir que grâce au régime de protection vigilante de la loi de 1921 (1).

Il serait difficile de nier la part d'exagération de ces critiques. Pourquoi la loi de 1924 sera-t-elle plus rigide à l'esprit d'association lorsqu'il se fonde sur la nécessité de défendre les intérêts professionnels, que lorsqu'il est le résultat d'une pensée généreuse ou des désirs réunis d'un certain nombre d'individus qui se proposent de mettre leurs talents, leur activité et leurs biens au service d'un but humanitaire ? Au contraire, il y a toujours plus à redouter des groupements à but égoïste, et surtout de nos jours, où la liberté d'association n'est plus pour grand nombre de syndicats qu'un prétexte pour travailler à miner les bases de la société. Non, le ministre de la Justice de l'époque, feu G. Marzesco, avait bien raison de s'opposer à ce que le caractère de généralité de la loi sur les personnes juridiques fût ébréché au profit des syndicats. En portant le nombre minimum des membres du syndicat de 10 à 20 (2), en enlevant le droit de reconnaître la personna-

(1) Déb. Parl. Chambre, 30 et 31 janv. 1924, *Moniteur Off.*, III, N° 47 et 48 et spécialement l' discours de M. D. R. Ioanitzesco.

(2) Pour les syndicats ouvriers, l'article 31 de la loi du 26 mai 1921 exigeait déjà un nombre minimum de 25 membres.

lité juridique au juge de paix pour l'attribuer au Tribunal, et en soumettant les syndicats au contrôle prévu par la loi de 1924, on n'a fait que fortifier les garanties contre les errements possibles de ceux pour qui, le syndicat n'est plus ce qu'il devrait être, c'est-à-dire, un simple moyen de défense des intérêts professionnels.

N° 158. — *Modification de certaines dispositions de la loi de 1924 en faveur des syndicats.* — Néanmoins, les critiques adressées à la loi des personnes juridiques n'étaient pas complètement dénuées de fondement. Certaines exigences de cette loi rendaient pratiquement difficile la constitution des syndicats, et plus particulièrement celle des syndicats ouvriers. En premier lieu, les articles 13, al. 2 et 33, al. I de la loi de 1924, exigeant pour l'acte constitutif et les statuts des syndicats la forme authentique, les salariés habitants des communes éloignées du siège du Tribunal compétent étaient obligés de se déplacer, quelquefois à grande distance, pour accomplir ces formalités. Outre les inconvénients et les dépenses nécessitées par ce déplacement, les ouvriers étaient obligés d'interrompre, de ce fait leur travail, au moins pour une journée, ce qui les exposait aux critiques des patrons et leur valait la perte du salaire pour les journées manquantes. Secondement, les Syndicats ouvriers ne disposant généralement pas d'un fond initial considérable, se voyaient le plus souvent dans l'impossibilité de payer les frais de publications au Moniteur officiel et dans les journaux les plus répandus du pays, conformément à l'article 92.

Pour remédier à ces inconvénients, le Ministre du travail de la coopération et des assurances sociales, M. Gr. Tranculasi, déposa au Sénat, le 24 mars 1927, un projet de loi, composé de 2 articles et portant modification des articles 13, al.

2 ; 33, al. 1, et 92, au profit des syndicats ouvriers rentrant sous la surveillance du dit département ministériel. Ce projet, auquel le Sénat eut ajouté par voie d'amendement encore deux articles, est devenue la loi du 22 avril 1927 (1), dont voici la teneur :

ART. 1. — Les associations professionnelles qui seront constituées d'après la loi des syndicats professionnels et la loi des personnes juridiques, pourront, dans les communes où il n'existe pas de justice de paix ou de tribunal, obtenir authentification des actes prévus aux articles 13, al. 11 et 33, al. 1, de la loi du 6 février 1924, par le maire du lieu, assisté du notaire, conformément aux dispositions de la loi sur l'authentification des actes.

ART. 2. — Ces associations sont dispensées de la publication prévue à l'article 92 de la loi sur les personnes juridiques. Elles devront cependant envoyer copie des actes soumis aux formalités de cet article au ministère du travail, qui les publiera gratuitement dans son bulletin.

ART. 3. — Pour accorder la personnalité juridique aux associations professionnelles, le tribunal civil demandera seulement l'avis du ministère du travail, de la coopération et des assurances sociales.

ART. 4. — Toutes dispositions contraires à cette loi sont et demeurent abrogées.



(1) *Lege pentru modificarea unor dispozițiuni din legea persoanelor juridice, privind asociațiile profesionale* (Loi portant modification de certaines dispositions de la loi sur les personnes juridiques, relativement aux associations professionnelles), promulguée le 20 avril 1927 et publiée au *Moniteur Officiel*, I, N° 90, du 22 avril 1927.

CONCLUSION

Arrivé au terme de cette étude, dont nous n'avons garde de méconnaître les imperfections, une conclusion s'impose : la loi du 6 février 1924 a-t-elle complètement réussi à **combler** le vide dont la législation roumaine avait souffert au **détri-**ment de l'orientation des énergies individuelles vers les **réa-**lisations sociales de plus en plus nécessaires au sein des sociétés modernes, et que peut-on attendre d'elle dans l'avenir ?

Cette loi était appelée à donner satisfaction à une triple nécessité : unifier la législation relative à la personnalité juridique, établir un régime propre aux fondations, et abolir le système de la concession de la personnalité juridique par voie législative.

Combinant le principe traditionnel roumain, consacré par la Constitution, avec l'esprit plus libre du droit transylvain, et cherchant des points d'appui dans les législations allemande et suisse, la loi de 1924 nous paraît y avoir complètement réussi. La personnalité juridique est sortie du chaos où l'avaient fait sombrer les lacunes et la diversité des systèmes des législations antérieures, et l'on dispose aujourd'hui d'un instrument juridique de premier ordre pour créer des œuvres idéales. Mais le législateur, tout en consacrant le principe que l'Etat ne peut plus arbitrairement créer des personnes juridiques, n'osa pas aller jusqu'au bout et admettre pleinement les idées réalistes. Et l'eût-il voulu, le législateur n'avait pas la liberté de le faire.

En effet, la loi de 1924 a été votée en application de l'article 29 de la Constitution roumaine du 29 mars 1923, dont voici le texte : « Les Roumains, sans distinction d'origine ethnique, de langue ou de religion, ont le droit de s'associer en se conformant aux lois qui réglementent l'exercice de ce droit.

« Le droit de libre association n'implique pas par lui-même le droit de créer des personnes juridiques.

« Les conditions requises pour obtenir la personnalité juridique seront établies par une loi spéciale ».

Que pouvait faire le législateur en face de l'alinéa II de cet article qui relève directement de la théorie de Savigny ? Borné, par une disposition constitutionnelle formelle, son seul souci pouvait être d'écarter les conséquences fâcheuses de la pratique antérieure, en adoptant quelques-unes des conquêtes précieuses du mouvement doctrinal moderne. C'est ce qu'il fit en introduisant à la place du régime de la concession législative celui de l'autorisation judiciaire, suivie d'inscription, plus souple et plus conforme aux principes démocratiques de la liberté. D'après ce nouveau système, le pouvoir législatif ne se réserve plus le droit d'examiner les faits et d'intervenir individuellement pour la création de chaque personne juridique. On aura désormais un statut général de la personnalité juridique, qui sera accordée par le tribunal à toutes les associations et fondations remplissant les conditions légales.

C'est un progrès indéniable, tant par rapport au passé national, que par rapport à la législation française, qui a inspiré presque toutes les institutions juridiques de la Roumanie moderne, et où le régime des fondations demeure encore à l'état de projet (1). Mais ce n'est que le premier pas vers le

(1) V. le projet français des fondations, élaboré sur le modèle des dispositions allemandes et suisses, par la société d'études législatives, ayant comme rapporteur Saleilles, au Bulletin de la société d'études législatives, 1909, p. 443 et suiv.

régime réaliste intégral qui doit rester l'idéal à atteindre des générations futures.

Le législateur a plutôt essayé de faire une œuvre de transaction entre le principe étatiste de la Constitution et les exigences de la liberté, en empruntant aux législations allemande et suisse toutes les dispositions qu'il croyait pouvoir mettre au service de cette idée. Mais son effort n'a pas toujours abouti à des réalisations très heureuses. La technique juridique de la loi est assez maladroite et les contradictions y sont nombreuses. L'exposé des motifs n'est pas toujours clair et cohérent. On est quelquefois étonné du courage avec lequel les travaux préparatoires affirment les convictions réalistes du législateur (1), mais en revanche certains passages de ceux-ci pourraient être souscrits par les partisans les plus sincères de la fiction (2).

A propos de ces défauts, que nous ne voulons pas exagérer, nous croyons de notre devoir de signaler un mal profond qui vicie et rend parfois stérile le travail parlementaire en Roumanie. Nous concevons très bien qu'un peuple, que les malheurs du passé ont empêché de se développer d'après son génie propre, doive emprunter aux pays arrivés à une haute civilisation les institutions juridiques appelées à diriger sa vie vers plus de lumière et de bonheur. Mais nous entendons que le travail d'adaptation de ces institutions soit fait d'une façon sérieuse et en pleine harmonie avec les traditions popu-

(1) « Il est certain qu'au point de vue juridique, on ne peut pas refuser de reconnaître une réalité, — ne serait-ce, comme on dit, qu'une réalité technique, — à un centre d'activité, auquel les besoins sociaux attribuent nécessairement des droits et des obligations. De ce point de vue, la réalité des personnes juridiques doit être placée, au point de vue de la science du droit, sur le même plan que les personnes physiques (M. M. Djuvara, rapport à la Chambre).

(2) « Le droit de surveillance et de contrôle de l'Etat découle de son droit de créer des personnes juridiques. Ce droit, l'Etat l'a eu de tous temps » (Exposé des motifs).

laïres et le génie national. Le législateur roumain ne semble pas faire preuve de trop de zèle dans cette direction et la conséquence en est le grand nombre de lois restées lettres-mortes, ou incohérentes et difficiles à appliquer. Il devrait pourtant avoir toujours présent à l'esprit ce que disait avec tant de force et compétence, le savant professeur d'histoire du droit, M. Peretz, à propos des codifications des anciens princes et ne pas oublier que le peuple roumain a un sens juridique d'une acuité remarquable, qui dédaigne tous les cadeaux législatifs de nature à le contrarier. Il y a tout un travail à faire sur ce point, qui aurait le mérite d'avoir attiré l'attention sur une des causes profondes des difficultés qui se dressent nombreuses sur la voie du progrès de la Roumanie nouvelle.

Quoi qu'il en soit de cette opinion, la loi du 6 février 1924 est un acheminement réel vers la liberté corporative complète et une consécration partielle de la doctrine de la réalité. Les trop larges pouvoirs accordés au gouvernement sont peut-être de nature à susciter quelques craintes quant à la solidité des garanties offertes aux initiatives sociales des particuliers, mais cette législation en est pas moins heureuse.

En dehors des conséquences juridiques attachées à la thèse de la réalité, celle-ci aura surtout — comme l'a si magistralement dit Mathieu Cantacuzène — une valeur d'orientation et d'éducation. L'initiative privée s'est avérée au cours de l'histoire de la civilisation, non seulement comme un facteur de progrès plus hardi, plus puissant et plus adéquat, que le pouvoir étatique alourdi et subissant les variations des tendances et des intérêts des partis politiques, mais comme constituant une véritable école de solidarité sociale. Le libre essor des énergies individuelles vers la réalisation des buts sociaux,

peut seul garantir le maintien d'une civilisation plusieurs fois séculaire, menacée dans ses bases par les doctrines préconisant l'application intégrale de la contrainte sociale, sous les différentes formes de la dictature personnelle, de l'autocratie capitaliste, du socialisme d'Etat et surtout du bolchevisme destructeur.



ANNEXE N° I

TABLEAU

*DES ASSOCIATIONS & FONDATIONS RECONNUES
COMME PERSONNES JURIDIQUES EN ROUMANIE,
ET INSCRITES SUR LES REGISTRES DES TRIBUNAUX*

AU 1^{er} JANVIER 1925

N°	Nom du tribunal	Assoc.	Fondat.	Totaux
1	Alba Julia	34		34
2	Arad	65	10	75
3	Arges	6		6
4	Bacau	6		6
5	Balti	31		31
6	Bistrita	8		8
7	Botosani	1		1
8	Braila	29		29
9	Brasov	135	23	158
10	Buzau	6		6
11	Caliacra	4		4
12	Cernauti	273	169	442
13	Cetatea-Alba	12		12
14	Chisinau	81	2	83
	Report	691	204	895

N°	Nom du tribunal	Assoc.	Fondat.	Totaux
	Report	691	204	895
15	Cluj	26		26
16	Constanta	14		14
17	Covurlui	26	1	27
18	Dambovita	1		1
19	Dej	22	27	49
20	Deva	37	3	40
21	Dolj	13		13
22	Dorohoi	2		2
23	Durosto	8		8
24	Falciu	2		2
25	Falticeni	5	1	6
26	Gorj	1		1
27	Hotin	27	1	28
28	Ialomita	3		3
29	Iasi	39	3	42
30	Ibasfalau	17	1	18
31	Ilfov	198	8	206
32	Ismail	9	2	11
33	Lugoj	89	7	96
34	Mehedinti	10		10
35	Mercurea Ciuc	12		12
36	Muscel	3		3
37	Neamtu	10		10
38	Odorheiu	27		27
39	Olt	3		3
40	Oradea	23		23
	Report	1.318	258	1.576

N°	Nom du tribunal	Assoc.	Fondat.	Totaux
	Report	1.318	258	1.576
41	Orhei	3		3
42	Prahova	18		18
43	Putna	3		3
44	Roman	8	1	9
45	Romanati	2		2
46	Satu-Mare	20		20
47	St. Gheorghe	25		25
48	Sibieu	96	17	113
49	Sighetul Maramure- sului	11	1	12
50	Sighisoara	59	3	62
51	Soroca	2		2
52	Suceava	131	6	137
53	Targu Mures	52		52
54	Teleorman	7		7
55	Tighina	9		9
56	Timisoara	13		13
57	Turda	27		27
58	Tutova	6		6
59	Valcea	1		1
60	Vaslui	5		5
61	Vlasca	1		1
62	Zalau	29		29
	Totaux	1.846	286	2.132

ANNEXE N° 2

LOI ROUMAINE DU 6 FEVRIER 1924 SUR LES PERSONNES JURIDIQUES

Chapitre I

Dispositions générales

ART. 1. — Les personnes juridiques de droit public ne peuvent être créées que par la loi.

Les associations et fondations sans but lucratif ou patrimonial, créées et organisées par des particuliers, ne peuvent acquérir la personnalité juridique **que dans les conditions prévues** par la présente loi.

Elles sont considérées comme personnes juridiques de droit privé.

Les sociétés et associations prévues par les Codes de commerce et d'autres lois auront le même caractère et demeureront soumises aux dispositions de ces lois.

ART. 2. — Les personnes juridiques de droit privé existant à la promulgation de la présente loi continueront à fonctionner conformément aux lois, décisions ou actes qui les ont constituées à condition qu'ils ne soient pas contraires aux dispositions d'ordre public de la présente loi.

Mais elles sont obligées de communiquer dans les six mois qui suivent la promulgation de cette loi, au greffe du tribunal dans la circonscription duquel se trouve leur administration principale, les titres en vertu desquels elles ont obtenu la personnalité juridique, les statuts ou actes constitutifs et les informations qui seront requises par le règlement d'application de la présente loi.

Le greffe du tribunal est tenu d'inscrire l'organisation ou l'établissement au registre des personnes juridiques.

Les contraventions à cette disposition tombent sous le coup de l'article 94 de cette loi.

ART. 3. — Les associations et établissements sans but lucratif ou patrimonial ne peuvent acquérir la personnalité juridique que par un jugement motivé du tribunal civil dans la circonscription duquel elles se sont constituées.

Ce jugement ne peut être rendu qu'à la demande des intéressés :

a) après avis du ministère auquel ressortit l'association ou l'établissement ;

b) après avoir entendu les conclusions du ministère public et constaté que les statuts ou actes constitutifs, la composition des organes de direction ou d'administration, et les autres conditions ne contreviennent pas aux dispositions de la présente loi.

Les parties intéressées, le ministère compétent et le représentant du ministère public ont le droit d'interjeter appel, conformément à l'article 90.

ART. 4. — La personne juridique n'existera que du jour de l'inscription du jugement définitif de reconnaissance au registre spécial tenu à cet effet par le greffe du tribunal civil.

ART. 5. — La personnalité juridique ne peut être reconnue à une collectivité d'associations ou établissements non reconnus comme personnes juridiques. La personnalité juridique ayant un caractère individuel, ses effets ne peuvent être étendus au-delà de l'association ou de la fondation à laquelle elle a été accordée.

Un établissement créé par une personne juridique ne peut avoir de personnalité distincte de celle de la personne juridique qui l'a créé, que lorsque cette qualité lui est reconnue constitués pour réaliser un pareil but.

ART. 6. — On ne peut reconnaître la personnalité juridique aux associations et établissements ayant un but illicite contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, ou qui sont constitués pour réaliser un pareil but.

ART. 7. — Les personnes juridiques de droit privé sans but lucratif ou patrimonial, ayant leur siège à l'étranger, peuvent bénéficier de leur personnalité juridique sur le territoire de l'Etat roumain, conformément aux lois roumaines, si elles sont reconnues par les lois de leur pays et si elles ont obtenu au préalable l'autorisation du gouvernement roumain.

Les autorisations accordées à ces personnes juridiques seront inscrites à leur demande, sous peine d'une amende de 5.000 à 20.000 lei et, en cas de récidive, sous la sanction du retrait de l'autorisation, au registre du tribunal civil de la circonscription où sera établi le siège de l'administration, la succursale ou le domicile élu.

L'élection du domicile est obligatoire lorsqu'il n'y a pas de succursale. Elle se fait par acte authentique, publié au *Moniteur officiel*, et affiché à la mairie et au tribunal du domicile élu.

ART. 8. — A partir de la promulgation de la présente loi il ne peut être apporté aucune modification aux statuts, organes de contrôle et d'administration, ou au caractère de l'association ou de l'établissement, et nulle dissolution, liquidation ou attribution de biens ne pourra être faite que conformément à cette loi, sans distinguer entre les personnes juridiques de droit privé déjà existantes et celles qui se créeront l'avenir.

Ces personnes sont obligées de se soumettre à toutes les dispositions déclarées d'ordre public par la présente loi.

Les modifications aux statuts ou aux actes constitutifs doivent être vérifiées et approuvées par le pouvoir judiciaire conformément à l'article 3.

ART. 9. — Les personnes juridiques de droit privé prévues par la présente loi ne peuvent jouir que des droits qui leur sont nécessaires pour la réalisation de leur but et de leur destination.

Elles ne peuvent contracter des obligations qu'à ce même effet.

ART. 10. — Elles ne peuvent recevoir des libéralités qu'après y avoir été autorisées par décret royal, rendu sur décision du conseil des ministres.

ART. 11. — Elles ne peuvent exercer leurs droits qu'après avoir été dotées d'organes de direction et d'administration conformément aux statuts, aux actes constitutifs, ou à la présente loi.

ART. 12. — La volonté des personnes juridiques se manifeste par leurs organes.

Les actes juridiques passés par ces organes conformément aux statuts et dans la limite de leurs attributions sont considéré comme passés par la personne juridique elle-même et produisent des effets directs à son égard.

Les actes par lesquels les organes viseraient un but manifestement étranger à celui pour lequel l'association ou la fondation a été créée et reconnue, n'auront pas d'effet à l'égard de la personne juridique.

La personne juridique répond de tous les faits contractuels, délictuels et quasi-délictuels, commis par ses organes dans l'exercice de leurs fonctions.

Les membres constituant les organes de direction et d'administration répondent personnellement et solidairement des dommages causés par leur faute, tant à l'égard des tiers, qu'à l'égard de la personne juridique elle-même.

ART. 13. — La personne juridique a son domicile au siège principal de son administration.

Tout changement de domicile doit être déclaré par acte authentique aux greffes des tribunaux du nouveau et de l'ancien domicile.

Sous la sanction prévue à l'article 94 de la présente loi, mention sera faite de ce changement au greffe du tribunal de l'ancien domicile, et le greffe du tribunal du nouveau domicile inscrira la personne juridique au registre prévu par l'art. 4.

ART. 14. — La personne juridique autorisée conformément à l'article 7 aura son domicile au siège de sa succursale, ou à défaut de celle-ci, au lieu d'élection. C'est ici que seront signifiés tous les actes judiciaires et extra-judiciaires qui la concernent.

ART. 15. — L'Etat a un droit de surveillance et de contrôle à l'égard de toutes les personnes juridiques de droit privé. Il veillera : d'une part, à ce qu'elles soient adminis-

trées et remplissent leur mission en conformité avec les statuts et actes constitutifs, et d'autre part, à ce que leur activité ne soit pas dirigée contre les bonnes mœurs, l'ordre public et la sûreté de l'Etat.

Cette action de surveillance et de contrôle sera exercée par les délégués et inspecteurs du ministère auquel ressortit l'association ou la fondation, et par la Commission supérieure des personnes juridiques.

ART. 16. — Il ne peut y avoir de délégués ministériels qu'auprès des organes de direction et d'administration des associations et fondations subventionnées ou liées à l'Etat par convention.

Les départements et communes ont le même droit de nommer les délégués auprès des associations et fondations se trouvant, par rapport à eux, dans une situation analogue.

Les autres personnes juridiques non subventionnées sont placées sous le contrôle général des inspecteurs ministériels compétents.

ART. 17. — Il ne pourra être nommé qu'un délégué par association ou fondation. Les autorités départementales et communales peuvent charger de cette fonction le délégué du ministère, et inversement. Cette fonction peut être remplie par une seule personne auprès de plusieurs associations ou fondations à la fois.

ART. 18. — Les délégués du ministère, et à leur défaut, ceux des départements ou communes, ont le droit de suspendre l'exécution des décisions des organes de direction ou d'administration, qui se trouveraient contraires aux lois, statuts, règlements intérieurs, bonnes mœurs, à l'ordre public,

à la sûreté de l'Etat et aux conventions passées avec le ministère, le département ou la commune.

En ce cas, il sera dressé procès-verbal, communiqué d'urgence aux organes de la personne juridique.

Les délégués participeront avec voix consultative aux séances des organes de direction et d'administration. Les directeurs ou administrateurs sont obligés de leur envoyer convocation.

Les décisions prises en l'absence des délégués doivent leur être communiquées.

Sous peine de révocation du mandat de direction ou d'administration et de dissolution de l'association ou de la fondation sans préjudice des autres sanctions civiles et pénales de droit commun, les personnes composant les organes de direction ou d'administration sont personnellement et solidairement responsables de l'exécution des décisions visées par cet article, indépendamment du fait que le droit de suspension ait été exercé ou non à leur égard.

Les délégués peuvent publier au *Moniteur officiel* ou dans les journaux les plus répandus de la localité, le numéro, la date et l'objet des décisions suspendues.

ART. 19. — Les organes de direction et d'administration sont obligés de soumettre à une nouvelle délibération les questions faisant l'objet de la décision suspendue conformément à l'article 18, et leur donner la solution conforme aux actes de fondation, statuts, règlements, conventions, Constitution et lois du pays.

Lorsque les organes s'y refusent ou maintiennent la décision suspendue, les délégués du gouvernement porteront immédiatement le cas devant la Commission supérieure des personnes juridiques, instituées auprès du ministère de la justice, qui rendra une décision exécutoire.

Les organes ont le droit d'interjeter appel, dans les trois jours francs à compter de la communication du procès verbal de suspension, devant la Commission supérieure des personnes juridiques statuant en dernier ressort. Ses décisions doivent être exécutées dans les 15 jours qui suivent l'introduction de la demande.

ART. 20. — Le droit de contrôle et de surveillance des délégués s'étend à tous les organes de direction et d'administration de l'association ou de la fondation, quel que soit le nom sous lequel ils seraient désignés : comité, conseil de direction ou d'administration, éphorie, tutelle, assemblée générale, collège, etc..

ART. 21. — Les associations et fondations non prévues à l'article 16, § 1 et suiv. sont contrôlées et surveillées par des inspecteurs ministériels, désignés d'office par le ministère compétent, ou à la demande des organes de direction et d'administration.

Lorsque le but de la personne juridique est de la compétence de deux ou plusieurs ministères, ceux-ci auront tous l'exercice du droit de contrôle et de surveillance.

Les personnes juridiques à buts insuffisamment déterminés relèvent, au point de vue du contrôle et de la surveillance du ministère de l'intérieur.

Les inspecteurs auront seulement à rechercher si les associations et fondations fonctionnent conformément aux actes de fondation ou à leurs actes constitutifs, si les institutions créées satisfont aux conditions fixées par ces actes et aux conditions générales d'ordre public établies par la Constitution et les lois du pays.

Ils ne peuvent faire des observations ni donner des indications directes aux organes. Ils consignent simplement leurs

constatations dans des rapports écrits, qui seront soumis à la décision du ministre compétent ou des organes administratifs ou judiciaires prévus par la présente loi.

Le contrôle de l'Etat ne préjudicie pas celui institué par les statuts ou actes constitutifs.

ART. 22. — Si les organes de direction ou administration s'écarterent des lois du pays, des statuts et de l'acte constitutif, ou s'il est constaté que les biens dont ils ont la gestion sont dilapidés ou détournés de leur destination statutaire, le ministère public ou le ministère auquel ressortit l'association ou la fondation assignera les administrateurs responsables devant la Cour d'appel compétente.

Les administrateurs peuvent être frappés de destitution, sans préjudice des autres pénalités de droit commun.

ART. 23. — Les administrateurs qui, de mauvaise foi, portent atteinte aux personnes ou aux biens confiés à leur direction ou administration encourront une peine d'emprisonnement, allant d'un mois à un an.

ART. 24. — Les organes de direction et d'administration des fondations sont obligés, dans les six mois qui suivent la promulgation de la présente loi, d'envoyer au ministre compétent copies authentiques des actes de fondation, un inventaire de la fortune qu'elles possèdent et les bilans et comptes de gestion de l'année précédente.

ART. 25. — Les associations et fondations perdent leur personnalité juridique de plein droit ou par une décision de justice, dans les cas déterminés par la présente loi.

Les personnes juridiques autorisées conformément à l'article 7 perdent le droit de fonctionner en Roumanie même par simple retrait de l'autorisation.

Ce retrait est prononcé par décret royal, rendu sur décision du conseil des ministres.

ART. 26. — En cas d'urgence, lorsqu'il est constaté qu'une personne juridique déploie son activité contrairement aux bonnes mœurs, à l'ordre public et à la sûreté de l'Etat, le conseil des ministres peut, sur avis de la Commission supérieure des personnes juridiques, suspendre son fonctionnement jusqu'à sa rentrée dans la légalité, voire même prononcer sa dissolution. Dans ce dernier cas, la liquidation ne peut être faite que par l'autorité judiciaire, conformément aux articles 29, 54 et suivants, 82 et 93. Mais, sauf les cas urgents, la dissolution ne peut être prononcée que par la justice.

C'est à la Commission supérieure des personnes juridiques qu'il appartient d'apprécier l'urgence, à la demande du conseil des ministres ou du ministre de la justice.

ART. 27. — Quelle que soit la cause de la cessation de la personnalité juridique ou du retrait de l'autorisation, le patrimoine de la personne juridique recevra la destination indiquée par l'acte de fondation, les statuts ou l'acte constitutif, et pour les associations, en cas de silence de ces actes, celle indiquée par la décision de la dernière assemblée générale.

Cependant, l'assemblée générale ne peut en aucun cas, attribuer les biens qu'à une autre personne juridique nationale de droit privé à but identique ou similaire, ou à la personne juridique de droit public représentant dans l'Etat les mêmes intérêts que ceux que servait la personne juridique dissoute.

A défaut d'indication statutaire, d'une décision de l'assemblée générale ou en présence d'une décision contraire aux dispositions ci-dessus indiquées, les biens de l'association ou de la fondation dissoute iront enrichir le patrimoine des per-

sonnes juridiques de droit privé ou public à but analogue ou similaire, désignées par la Commission supérieure des personnes juridiques, avec l'avis du ministère compétent.

ART. 28. — Le patrimoine des personnes juridiques dissoutes pour l'une des causes prévues aux articles 53 (§ III), § *a* et *b*, et 81 (§ II), est dévolu au fonds d'assistance sociale.

ART. 29. — Le patrimoine des personnes juridiques de droit privé sera liquidé conformément aux articles 55 et suiv. 82 et 83 de la présente loi.

ART. 30. — La radiation des associations et fondations dissoutes, du registre des personnes juridiques, est obtenue en y portant l'inscription intégrale de l'acte de dissolution.

CHAPITRE II

Des associations,

ART. 31. — L'association est la convention par laquelle plusieurs personnes mettent en commun, de façon permanente, leur contribution matérielle, leurs connaissances et leur activité, pour la réalisation d'un but qui ne vise pas des bénéfices pécuniaires ou patrimoniaux.

Le but de l'association peut être purement idéal, correspondre aux intérêts généraux de la collectivité ou d'une certaine catégorie sociale dont les associés font partie, soit rechercher la satisfaction des intérêts personnels non patrimoniaux des membres.

ART. 32. — Pour acquérir la personnalité juridique, l'association doit compter au moins vingt membres, avoir une organisation statutaire capable d'émettre une volonté corporative indépendante de la volonté des associés, et disposer d'un patrimoine social autonome et distinct du patrimoine individuel de chaque associé.

Le patrimoine social de fondation devra être en état de réaliser, au moins partiellement, le but en vue duquel se constitue l'association.

Les contributions ou dotations initiales, les cotisations périodiques et les subventions accordées par l'Etat roumain, les départements, les communes ou toute autre personne de droit public, sont exemptes de l'autorisation de l'article 10.

L'obligation de constituer un patrimoine social initial ne pèse pas sur les associations ou syndicats professionnels.

ART. 33. — L'acte constitutif et les statuts seront faits en la forme authentique.

L'association ne pourra demander la reconnaissance de la personnalité juridique qu'après l'adoption des statuts par les associés et la désignation ou l'élection des organes de direction et d'administration.

ART. 34. — Les statuts contiendront d'une manière obligatoire :

- 1° le nom de l'association ;
- 2° l'objet et le but ;
- 3° le siège principal et les succursales ou filiales, s'il y en a ;
- 4° le montant et la composition du patrimoine initial ainsi que les cotisations ;
- 5° les organes de direction, d'administration et de contrôle.

Les statuts ne peuvent pas déroger aux dispositions d'ordre public de la présente loi.

Lorsque les dispositions statutaires sont insuffisantes pour organiser l'association et régler ses rapports avec les membres on appliquera les règles ci-après.

ART. 35. — L'association a comme organes principaux :

a) Une assemblée générale.

b) Une direction, un comité de direction ou un conseil d'administration.

ART. 36. — L'assemblée générale est l'organe suprême de l'association et se compose des associés remplissant les conditions prévues aux statuts ou à l'acte constitutif.

En cas de silence de ceux-ci, feront partie de l'assemblée générale tous les associés sans distinction.

L'assemblée générale sera convoquée par la personne chargée de la direction suprême de l'association.

La convocation sera obligatoire dans tous les cas prévus par les statuts, toutes les fois que le comité de direction ou d'administration le jugera nécessaire, et à la demande écrite et motivée du cinquième des membres.

La convocation devra indiquer le lieu, la date et l'ordre du jour de l'assemblée.

Sauf urgence dûment constatée par le comité de direction, la convocation doit être communiquée au moins trois jours francs avant la date de la réunion.

ART. 37. — Lorsque les personnes chargées de la convocation, ou leurs représentants, sont absents, empêchés ou n'ont plus la qualité de convoquer, ainsi que lorsqu'ils refusent d'exercer cette fonction, à défaut de dispositions contraires des statuts ou de l'acte constitutif, le tribunal com-

pétent pourra autoriser les associés qui auront porté le cas à sa connaissance, à faire la convocation, et charger le plus âgé d'entre-eux ou le représentant du ministre auquel ressortit l'association de présider l'assemblée générale, en dressant procès-verbal de ses décisions. A défaut d'un pareil représentant, cette charge peut incomber à un représentant du ministère public.

ART. 38. — L'assemblée générale est compétente pour :

- a) fixer les prestations et cotisations des associés ;
- b) décider, conformément aux statuts, de l'admission et de l'exclusion des membres ;
- c) fixer les formalités de sa convocation ;
- d) déterminer le mode du vote ;
- e) fixer le quorum et la majorité ;
- f) nommer les organes de direction, d'administration et de contrôle ;
- g) déterminer les attributions de ces organes ;
- h) contrôler leur activité et leur gestion ;
- i) révoquer individuellement ou collectivement, le mandat des membres constituant les organes, lorsque par leur faute ou leurs actes ils compromettraient les intérêts de l'association.

Tous les actes qui ne sont pas attribués par les statuts ou l'acte constitutif aux organes de direction, d'administration et de contrôle, sont de plein droit de la compétence de l'assemblée générale, qui les accomplira conformément aux statuts.

ART. 39. — Tous les associés ont un droit de vote égal

Sauf les exceptions ci-après, et à défaut d'autres dispositions expresses, aucune décision ne pourra être prise si la majorité plus, ou la majorité absolue, des membres au moins n'a pas répondu à la convocation.

A la deuxième convocation, les décisions seront valablement prises à la majorité absolue des membres présents, quel que soit leur nombre.

Les décisions relatives à la dissolution de l'association ou à la transformation du but social doivent réunir au moins les deux tiers du nombre total des associés présents et absents.

ART. 40. — Les associations pourront gérer accessoirement des entreprises économiques qui seraient en liaison avec le but principal à atteindre.

Pareilles entreprises ne peuvent cependant être décidées que par l'assemblée générale.

ART. 41. — Les propositions ou actes écrits, signés par l'unanimité des associés, auront, sans délibération, force de décision.

ART. 42. — L'associé qui a soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire de sa femme, de ses descendants ou ascendants directs, ses frères ou sœurs, un intérêt lié à la question soumise à la décision de l'assemblée générale ou d'un organe, ne pourra participer au vote.

Les membres composant les organes de direction et d'administration seront au moins dans leur majorité absolue de nationalité roumaine.

ART. 43. — La direction, le comité ou le conseil d'administration représentent l'association dans tous les actes de sa vie juridique, conformément aux statuts et décisions de l'assemblée générale. Ces organes gèrent les affaires de l'association même après l'expiration du terme de leur mandat jusqu'à la nomination des nouveaux organes.

ART. 44. — Les organes de direction et d'administration sont obligés de dresser le budget annuel de l'association, qu'ils soumettent à l'approbation de l'assemblée générale et éventuellement aux organes supérieurs constitués par des lois spéciales.

Le budget sera établi par chapitres et articles, en distinguant les sommes affectées au personnel, au matériel et aux diverses dépenses.

Lors de l'approbation et de l'ordonnancement des dépenses on tiendra compte de la destination des allocations budgétaires.

Les personnes juridiques subventionnées par l'Etat, les départements et les communes peuvent être, au moment de l'ordonnancement, obligés par l'autorité compétente de justifier de l'emploi de la dernière subvention ordonnancée.

ART. 45. — Ces organes sont également tenus de présenter à l'assemblée générale, à la fin de chaque année sociale, le bilan de leur gestion.

Un exemplaire du budget et du bilan sera envoyé au ministère auquel ressortit l'association.

ART. 46. — Lorsque les organes de direction, d'administration et de contrôle sont empêchés dans l'exercice de leur fonction par l'absence, la maladie ou toute autre cause d'empêchement de l'un de leurs membres, le tribunal pourra les compléter d'office ou à la demande des intéressés, en donnant une délégation provisoire, dans les conditions prévues par les statuts, l'acte constitutif ou la loi, aux associés qu'il jugera les plus aptes à remplir pareille mission. Cette délégation sera prolongée jusqu'à la convocation, conformément aux articles 36 et 37, de la prochaine assemblée générale appelée à décider.

ART. 47. — La qualité d'associé est personnelle et inaliénable, elle n'est pas transmissible héréditairement.

ART. 48. — L'associé est libre de se retirer à tout moment de l'association sur un préavis communiqué aux organes de direction et d'administration six mois avant la fin de l'année sociale.

ART. 49. — L'exclusion des associés, sa procédure et les organes appelés à la prononcer seront déterminés par les statuts. L'associé exclu par une décision de l'organe de direction et d'administration a un droit d'appel devant l'assemblée générale qui décide en dernier ressort.

En cas de silence des statuts, l'exclusion ne peut être prononcée conformément à la présente loi que par l'assemblée générale, à la majorité des deux tiers.

ART. 50. — Les associés démissionnaires ou exclus perdent tous les droits sur l'actif social.

Cependant, ils sont obligés de payer les cotisations non encore versées.

ART. 51. — L'association sera tenue en raison des droits qu'un associé a acquis à son encontre, tant que celui-ci n'y a pas expressément renoncé par écrit.

ART. 52. — Dans les dix jours qui suivent la publication d'une décision prise en son absence, l'associé peut s'en désolidariser, lorsqu'il la juge contraire aux statuts, à l'acte constitutif ou à la loi.

A cet effet, il fera une notification par acte d'huissier aux organes de direction et d'administration et au ministère compétent.

Les décisions prises par l'assemblée générale peuvent être attaquées devant les tribunaux par le ministère compétent, le ministère public ou les parties intéressées, pour des motifs d'ordre public ou violation du but statutaire.

ART. 53. — L'association perd sa personnalité juridique dans les cas ci-après :

I. — *Par décision de l'assemblée générale, conformément à l'article 39.*

II. — *De plein droit : a) à l'expiration du terme ou lorsque le but social a été réalisé ;*

b) lorsque le but ne peut plus être atteint ;

c) lorsque l'association, devenue insolvable, ne peut continuer son activité, étant obligée de liquider ;

d) lorsque les organes de direction et d'administration ne peuvent plus être constitués conformément aux statuts ;

e) lorsque le nombre des associés devient inférieur au chiffre fixé par les statuts ou la loi.

III. — *Par jugement :*

a) quand le but ou l'action de l'association est devenu illicite, contraire aux bonnes mœurs et à l'ordre public ;

b) quand on cherche la réalisation du but par des moyens illicites, contraires aux bonnes mœurs et à l'ordre public ;

c) quand l'association, sans avoir respecté les formalités de l'article 39, poursuit un but autre que celui qu'elle a déclaré au moment de sa constitution ;

d) quand les dispositions de l'assemblée générale ont été prises en violation des statuts, de l'acte constitutif ou de la loi.

IV. — *Par décision du pouvoir exécutif, dans les cas des articles 25 et 26.*

ART. 54. — Lorsque l'association est dissoute conformément à l'article 53, § 1, son patrimoine sera liquidé par les organes de direction et d'administration, ou les personnes désignées par l'assemblée générale.

En cas de dissolution judiciaire, les liquidateurs seront nommés par le jugement de dissolution.

Lorsque la dissolution a lieu de plein droit, les liquidateurs seront nommés à la demande du ministère public ou de tout autre intéressé par le tribunal civil du domicile de l'association, siégeant en chambre du conseil.

ART. 55. — Les liquidateurs sont tenus d'accomplir toutes les formalités légales concernant l'inscription et la publicité de la liquidation.

Les publications auront pour objet :

a) de faire connaître les noms et les bureaux des liquidateurs, si le local de l'ancienne administration ne pourra être conservé ;

b) d'inviter les créanciers à produire leurs créances.

Les créanciers connus doivent être invités en même temps par des notifications individuelles.

Cinq jours francs après la dernière insertion, les formalités de la publication seront réputées être terminées.

ART. 56. — Dès leur entrée en fonction, les liquidateurs sont obligés de dresser, d'accord avec les organes de direction et d'administration, l'inventaire et le bilan du patrimoine collectif, en faisant ressortir la situation exacte de l'actif et du passif.

L'inventaire et le bilan seront contresignés par les liquidateurs et représentants de la direction et de l'administration en liquidation.

Les liquidateurs porteront les opérations qu'ils accomplissent sur un registre-journal.

Les registres et actes de l'association seront confiés aux liquidateurs par les soins des organes de direction et d'administration.

Le mandat de ces organes prend fin avec la nomination des liquidateurs.

ART. 57. — Cependant, l'association ne cessera d'exister qu'à la clôture des opérations de liquidation.

ART. 58. — Les liquidateurs sont obligés de continuer les affaires en cours, réaliser les créances, payer les dettes et s'ils ne disposent pas de numéraire suffisant, transformer tout l'actif en argent liquide en commençant par vendre aux enchères l'avoir mobilier.

Ils sont autorisés à faire toutes les opérations nouvelles exigées par la liquidation des affaires en cours.

ART. 59. — La somme due au créancier connu qui ne produit pas sa créance, sera consignée à son profit.

Si le paiement ne peut être immédiatement effectué ou si la créance est contestée, la liquidation restera ouverte jusqu'à ce que les créanciers aient obtenu des garanties.

ART. 60. — En aucun cas, les liquidateurs ne peuvent terminer les opérations et remettre à qui de droit le compte de gestion qu'après l'expiration du délai d'un an à compter du jour de la publication de l'acte de dissolution de l'association.

ART. 61. — Les liquidateurs qui contreviendront aux obligations ci-dessus, seront solidairement responsables à l'égard des créanciers, pour les dommages causés par leur faute.

ART. 62. — Dans leurs rapports avec l'association et les associés, les liquidateurs sont soumis aux règles du mandat.

ART. 63. — Les liquidateurs sont tenus de dresser, après la clôture des opérations, un bilan, d'en déposer un exemplaire au greffe du tribunal et au ministère compétent, et le publier au *Moniteur Officiel* et dans les journaux les plus répandus. De plus, la fin des opérations et le dépôt du bilan seront portés à la connaissance du public par affiches apposées au tribunal, à la mairie et à la porte du siège de l'administration.

En outre, les liquidateurs déposeront au greffe et au ministère compétent, un mémoire contenant la description détaillée des opérations de liquidation et leur résultat.

Ils déposeront en même temps leur registre journal au tribunal.

ART. 64. — Des contestations contre le bilan des liquidateurs peuvent être portées par toutes personnes intéressées devant le tribunal du siège de la liquidation.

Toutes seront jugées en premier et dernier ressort, par un seul et même jugement du tribunal.

CHAPITRE III

Des fondations

ART. 66. — La fondation est l'acte par lequel une personne physique ou juridique constitue un patrimoine distinct et indépendant de son propre patrimoine, et le destine, en principe, d'une manière permanente, à la réalisation d'un but idéal d'intérêt général.

ART. 67. — La fondation entre vifs se constitue par acte authentique, la fondation testamentaire suivant l'une des formes prévues pour les testaments.

Les statuts ou tout autre acte accompagnant l'acte de fondation fait en la forme authentique, doivent revêtir la même forme solennelle.

ART. 68. — Les fondations acquièrent la personnalité juridique suivant les dispositions de l'article 3. La demande de reconnaissance n'est recevable qu'après l'institution et la nomination des organes de direction et d'administration.

ART. 69. — Les héritiers et créanciers du fondateur ont, vis-à-vis de la fondation les mêmes droits que vis-à-vis de toute autre libéralité.

ART. 70. — Ni le fondateur, ni ses héritiers ne peuvent révoquer la fondation après l'enregistrement de la demande de reconnaissance faite conformément à l'article 84 de la présente loi.

ART. 71. — Si la fondation n'est reconnue comme personne juridique qu'après le décès du fondateur, les effets des libéralités faites à son profit antérieurement au jugement de reconnaissance, se produiront pour les fondations entre vifs du jour de l'acte authentique de fondation, et pour les fondations testamentaires du jour du décès du fondateur.

Les libéralités faites du vivant du fondateur mais antérieurement à la reconnaissance de la personnalité juridique auront le même effet.

ART. 72. — L'acte de fondation sera nul de droit et ne pourra donner lieu à la reconnaissance de la qualité de per-

sonne juridique s'il ne détermine pas le but, ne constitue pas le patrimoine ou ne remplit pas les conditions essentielles exigées par la présente loi.

L'acte de fondation peut déterminer les organes de direction et d'administration, leur composition, le recrutement des administrateurs, leur mode de fonctionnement ou celui des institutions à créer dans l'avenir.

Le défaut de ces stipulations n'entraîne pas la nullité de l'acte. Dans ce cas, la fondation sera administrée suivant les dispositions de la présente loi.

ART. 73. — Chaque fondation doit avoir ses organes de direction, d'administration et de contrôle institués conformément à l'acte de fondation, aux statuts ou aux dispositions ci-après.

ART. 74. — Lorsque l'acte de fondation n'a pas déterminé les organes de direction et d'administration, le ministère auquel ressortit la fondation demandera à la Cour d'appel du siège de la fondation ou du domicile du fondateur, de nommer les administrateurs nécessaires.

ART. 75. — La Cour d'appel, à la requête du ministère public, du ministère compétent ou de l'une des parties intéressées, procèdera de même à la nomination des administrateurs, lorsque la direction et l'administration instituées par le fondateur, ne peuvent plus, pour un motif quelconque continuer être remplacées ou complétées.

ART. 76. — Lorsque la fondation n'est pas suffisamment organisée, la Cour d'appel peut décider le changement de son règlement intérieur, suivant les dispositions de la présente loi.

Le nouveau règlement sera établi par les organes de direction et d'administration, approuvé par le ministère compétent et publié au *Moniteur officiel*.

La direction décide de l'administration et nomme le personnel nécessaire.

Lorsque la fondation ne peut être organisée de façon à correspondre à son but, ou lorsque son patrimoine est insuffisant, la Cour d'appel décidera, sur avis de la Commission supérieure des personnes juridiques et si l'acte de fondation ne s'y oppose, que le patrimoine ira à une autre fondation nationale de droit privé, ou à une autre institution de droit public ayant un but identique ou similaire. On aura soin que la nouvelle destination donnée au patrimoine ne s'écarte pas trop des intentions du fondateur.

ART. 77. — Les organes de direction et d'administration de la fondation ont les droits et obligations prévus aux articles 35 et suivants.

ART. 78. — La Cour d'appel pourra décider, sur avis de la Commission supérieure des personnes juridiques, et à la demande des organes de direction et d'administration, la modification de l'organisation établie par le fondateur, si cela est indispensable pour la conservation des biens et la réalisation du but de la fondation.

En pareil cas, c'est la Cour d'appel qui fixera les bases de la nouvelle organisation dont s'inspireront les organes pour la confection du nouveau règlement intérieur. Ce règlement sera soumis aussi à l'approbation du ministre chargé de protéger les intérêts généraux servis par la fondation.

Les organes de direction et d'administration, le ministère compétent et l'autorité judiciaire donneront aux dispositions

obscurès de l'acte de fondation l'interprétation la mieux appropriée à assurer la réalisation du but.

ART. 79. — Suivant la même procédure, et sur avis de la Commission supérieure des personnes juridiques, la Cour d'appel pourra modifier le but de la fondation, partiellement réalisable, lorsqu'il est constaté que ce but a perdu son caractère primitif et que la fondation n'est plus à même de satisfaire les besoins sociaux visés par les intentions expresses ou présumées du fondateur.

ART. 80. — Nulle modification ne peut porter atteinte à la spécialité de la fondation.

Aucune modification n'est admise lorsque le but est intégralement réalisable.

Il en sera de même en cas de suppression ou modification des charges et conditions prévues par l'acte de fondation et susceptible de compromettre la réalisation du but.

Dans toutes ces hypothèses, la décision sera rendue après citation du fondateur ou de ses héritiers en ligne directe.

ART. 81. — La personnalité de la fondation disparaît :

I. — De plein droit :

- a) quand son but a été atteint ;
- b) quand son but ne peut plus être réalisé, et
- c) quand elle est devenue insolvable.

II. — Par jugement et par décision du pouvoir exécutif dans les cas prévus aux articles 26 et 53.

ART. 82. — La liquidation du patrimoine se fera conformément aux règles des articles 54 à 65.

ART. 83. — Quand la dissolution aura lieu par voie judiciaire, les liquidateurs seront nommés par le même jugement qui aura décidé ou prononcé la dissolution.

Quand la dissolution a été opérée sans intervention judiciaire, ainsi que dans le cas de l'al. c de l'art. 81, les liquidateurs seront nommés par le tribunal civil du domicile de la fondation, siégeant en chambre du conseil, à la requête du ministère public ou de tout autre intéressé.

CHAPITRE IV

De l'inscription des personnes juridiques

ART. 84. — L'inscription des personnes juridiques s'opérera sur des registres spéciaux, tenus au greffe du tribunal civil de leur siège principal.

Il y aura des registres distincts pour les associations et fondations.

Les personnes juridiques prévues par l'article 7 seront inscrites au greffe du tribunal de leur siège en Roumanie, ou du domicile élu.

Si l'acte de fondation n'indique pas leur siège, les fondations seront inscrites au greffe du tribunal du domicile ou du dernier domicile du fondateur.

Après la constitution de la fondation et l'institution de ses organes de direction et d'administration, les inscriptions ultérieures, prévues par l'article 93, seront faites au greffe du tribunal du siège de la fondation.

ART. 85. — La demande d'inscription devra contenir :

- 1° le titre ou le nom de la personne juridique ;
- 2° l'objet et le but ;
- 3° son siège principal et les succursales, s'il y en a ;
- 4° le nom, la profession et le domicile des personnes chargées, à un titre quelconque, de la direction ou de l'administration ;

5° la date des actes constitutifs et des statuts.

ART. 86. — Pour les associations, la demande doit être faite par les fondateurs, les membres de la direction ou sept associés.

Pour les fondations, elle sera signée par le fondateur seul lorsque la fondation a été créée par acte entre vifs, ou après sa mort et pour les fondations testamentaires, organes de direction et d'administration, ou le ministère représentant l'intérêt général que la fondation se propose de servir.

ART. 87. — Les signataires de la demande ou l'un d'eux, la présenteront au tribunal en y annexant :

a) une copie certifiée de l'acte constitutif de la personne juridique ;

b) une copie des statuts et de l'acte de constitution de l'organe de direction et d'administration, si elle a eu lieu après coup ;

c) un duplicata du procès-verbal de séance, lorsque l'adoption des statuts ou la nomination des organes de direction et d'administration a été faite par l'assemblée générale.

ART. 88. — Si le tribunal constate que les formalités prévues par les articles précédents ont été accomplies et que la fondation ou l'association mérite d'être investie de la capacité juridique, décidera conformément à l'article 89 et ordonnera l'inscription.

ART. 89. — Le tribunal examine en Chambre du conseil si les actes déposés remplissent les conditions légales.

Les conclusions du ministère compétent et du représentant du ministère public sont obligatoires. Le jugement sera prononcé en audience publique, en leur présence.

La non présentation des conclusions du ministère compétent constitue une présomption en faveur de la personne juridique à créer.

Le tribunal peut demander, le cas échéant, des éclaircissements aux parties.

ART. 90. — Le jugement est rendu sans droit d'opposition, mais avec droit d'appel dans les dix jours francs à compter du prononcé.

Le jugement définitif sera inscrit par les soins du greffier sur le registre des personnes juridiques. Les actes déposés seront gardés aux dossiers respectifs.

L'appel est introduit au greffe du tribunal.

Les parties intéressées, le ministère public et le ministère compétent pourront interjeter appel contre le jugement du tribunal.

La Cour jugera l'appel dans les 15 jours au plus tard, suivant la procédure indiquée ci-dessus.

La décision sera rendue sans voie d'opposition. Les mémoires écrits sont admis.

Le pourvoi doit être fait dans les quinze jours à compter du prononcé.

ART. 91. — L'inscription reproduira le contenu des déclarations prévues à l'article 85, ainsi que la date et le numéro de la décision qui a admis l'inscription.

Mention sera faite de cette inscription sur l'original des actes constitutifs et des statuts.

ART. 92. — Le texte de cette inscription sera publié sans retard, par les soins du greffier, à la demande et aux frais des intéressés, au *Moniteur officiel* et dans les journaux les plus répandus.

Après l'inscription du jugement définitif, le greffe du tribunal est obligé, sous la sanction de l'article 94, d'envoyer au ministère compétent la décision ordonnant la publication au *Moniteur officiel* et une copie du jugement de reconnaissance.

Chaque ministère doit inscrire dans un registre spécial les associations et fondations reconnues, et soumises à son contrôle et à sa surveillance.

ART. 93. — Toutes modifications relatives à la composition des organes de direction, d'administration et de contrôle, ou touchant les statuts, l'organisation et le but, ainsi que les changements de domicile, la dissolution, la liquidation, la nomination et la révocation des liquidateurs doivent être immédiatement déclarées au greffe, afin d'inscription et de publication.

On annexera à la demande d'inscription tous les actes justificatifs qui seront attachés aux dossiers respectifs.

Ces mêmes déclarations suivies des publications nécessaires doivent être faites par les organes de direction et d'administration ou le liquidateur, relativement à toutes les opérations de liquidation.

Les déclarations peuvent être faites par toute personne intéressée.

En cas de changement de domicile, toutes les inscriptions et tous les enregistrements requis par la loi seront faits au greffe du tribunal du nouveau domicile.

ART. 94. — Tout acte soumis à l'inscription et qui n'a été inscrit ni publié sera inopposable aux tiers.

Il le sera néanmoins lorsqu'il sera constaté que les tiers en auront pris connaissance par une autre voie.

Les personnes tenues de faire les déclarations et publications de l'article 86, ne seront déchargées de leurs obligations qu'après l'exécution effective des travaux, à moins qu'il ne soit prouvé que l'inexécution est due à la faute du greffier.

L'infraction à ces dispositions est punie d'une amende de 500 à 10.000 lei.

Les fonctionnaires qui auront omis de faire ou retardé les enregistrements, inscriptions et publications prévues par la loi, encourront la même peine, sans préjudice de la peine de destitution.

CHAPITRE V

Compétence et procédure

ART. 95. — La Cour d'appel dans la circonscription de laquelle se trouve l'association ou la fondation aura pour compétence de :

a) nommer les membres du conseil de direction et d'administration des fondations dans les cas et suivant les règles des articles 75 et 76.

Ces nominations se feront en chambre du conseil, à la demande des organes, du ministère public ou du ministère intéressé ;

b) révoquer les organes de direction et d'administration dans les cas prévus par la présente loi.

Les révocations seront prononcées après discussion contradictoire, la décision étant rendue d'urgence et sans voie d'opposition ;

c) modifier l'organisation, le but, les conditions des charges des fondations conformément à l'article 80.

Dans tous ces cas, la Cour indiquera dans sa décision les modifications à apporter.

La procédure se déroulera en Chambre du conseil, à la demande des organes du ministère public ou du ministère intéressé.

La Cour pourra ordonner la citation des organes de direction et d'administration ou de toute autre personne qu'elle jugera nécessaire, et avoir recours à tous les moyens de preuve et d'information prévus par le code de procédure civile. Ses décisions doivent être motivées et rendues en audience publique, sans voie d'opposition, après avoir entendu les conclusions du représentant du ministère public ;

d) désigner l'association ou l'établissement appelé à recueillir le patrimoine de la personne juridique disparue conformément aux articles 79 et suivants.

Dans ce cas, comme dans les autres, la juridiction sera gracieuse et la décision rendue à la demande des organes de direction, d'administration et du ministère intéressé.

ART. 96. — Les cas de dissolution judiciaire relèvent du tribunal civil du domicile de la personne juridique.

C'est ce même tribunal qui est compétent lorsque la personne juridique qui a perdu sa capacité persiste dans son activité.

La demande introductive d'instance peut être faite par toute personne intéressée.

On appliquera la procédure urgente. La première audience aura lieu dans les quinze jours francs, à compter de la date de réception de la citation au plus tard.

Le jugement n'est pas susceptible d'opposition, mais il peut être attaqué par voie d'appel, interjeté dans les vingt jours à compter du prononcé.

L'appel sera jugé avec priorité, suivant la procédure d'urgence et sans voie d'opposition.

ART. 97. — Les litiges de l'association avec ses membres sont de la compétence du tribunal du siège principal.

Tous les autres litiges survenus pendant le fonctionnement ou au cours de la liquidation, seront jugés d'après le droit commun, mais en appliquant les articles 901 à 905 du code de commerce actuel de l'ancien royaume, relatif à l'abréviation des termes devant toutes les instances, qui seront ainsi étendus à tout le territoire de l'Etat roumain.

ART. 98. — Le ministère public présentera des conclusions comme partie adjointe dans toutes les questions qui intéressent la personne juridique, excepté les cas où il doit figurer, de par la loi, comme partie principale. Devant la Commission supérieure des personnes juridiques, le ministère public sera représenté par le procureur général près la Cour de cassation.

CHAPITRE VI

La Commission supérieure des personnes juridiques

ART. 99. — Il est institué auprès du ministère de la justice une Commission supérieure des personnes juridiques qui aura à remplir les attributions prévues par les articles : 19, 26, 27, 76, 78, 82, 101, 102 et 103 de la présente loi et toutes celles qui lui seront accordées par les lois et règlements.

Le secrétariat de la Commission inscrira sur un registre général toutes les personnes juridiques du pays, visées par la présente loi. Dans ce but, chaque département ministériel

est tenu de lui communiquer un tableau des personnes juridiques qui relève de lui, ainsi que les modifications qui doivent y être apportées à la suite des inscriptions nouvelles ou des radiations des personnes juridiques dissoutes.

ART. 100. — La Commission supérieure des personnes juridiques exercera ses fonctions sous la présidence de sa très Haute Sainteté le Métropolitain Primat, ou à son défaut sous la présidence du ministre de la justice. Elle comprendra :

1° le ministre de la justice ;

2° le ministre ou les ministres des départements intéressés ;

3° le premier président de la Cour de cassation ou en cas d'empêchement, le président de section de la même Haute Cour, ayant le plus grand nombre d'années de service ;

4° le président de la Cour des comptes ou un conseiller délégué par celui-ci ;

5° le directeur général ou l'administrateur de l'institution d'Etat qui sert un intérêt analogue à celui visé par l'association ou la fondation ;

6° le président de l'Académie roumaine ou un membre délégué par lui ;

7° un éphore délégué par l'éphorie des hôpitaux civils ;

8° deux administrateurs des personnes juridiques les plus importantes du pays, nommés par les soins du ministre de la justice, par décret royal ;

9° le directeur des affaires judiciaires du ministère de la justice qui remplira l'office de secrétaire de la Commission ;

10° un recteur d'Université nommé par le ministre ;

11° deux juristes parmi les plus réputés du pays.

Le procureur général près la Cour de cassation fait partie de la Commission seulement avec voix consultative. Le

mandat des membres nommés par le ministre de la justice est valable pour une durée de cinq ans.

ART. 101. — Les décisions de la Commission sont rendues à la majorité des membres présents, conformément au règlement d'application de la présente loi.

Elles doivent être écrites et motivées.

La Commission doit envoyer citation au représentant autorisé de la personne juridique intéressée. Le défaut de comparution ne donne pas droit à une deuxième citation.

Pour faciliter la marche de ses travaux, la Commission peut élire dans son sein une délégation permanente composée de trois membres au maximum.

Elle peut constituer, dans les mêmes conditions une seconde délégation permanente et ayant pour but de faire des enquêtes, recueillir des informations et veiller à l'exécution des décisions.

En aucun cas, cependant, cette délégation permanente ne pourra empiéter sur le domaine de la Commission plénière.

CHAPITRE VII

Unions, fédérations ou groupements de personnes juridiques

ART. 102. -- Deux ou plusieurs personnes juridiques pourront se constituer en unions ou fédérations.

Ces unions ou fédérations ne peuvent acquérir la personnalité juridique que de la Cour d'appel dans la circonscription de laquelle elles établissent leur siège principal.

L'avis de la Commission supérieure des personnes juridiques est obligatoire dans tous les cas.

On ne peut reconnaître la personnalité juridique de ces groupement que s'il est constaté qu'au point de vue de la réalisation du but général à atteindre, l'union ou la fédération est nécessaire.

ART. 103. — La personnalité juridique sera acquise suivant la procédure prévue à l'article 3.

Les représentants de l'union ou de la fédération doivent indiquer le numéro, le nom et le siège des personnes juridiques adhérentes, et annexer à la demande de reconnaissance copies des jugements qui les ont reconnues.

ART. 104. — Les statuts des unions, fédérations ou groupements juridiques doivent contenir les règles d'après lesquelles les personnes juridiques adhérentes seront représentées au Conseil d'administration et aux assemblées générales de ces unions fédérations ou groupements.

Les statuts fixeront également les conditions de l'adhésion.

Faute d'avoir observé ces dispositions, la demande d'inscription sera irrecevable.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS FINALES

ART. 105. — Un règlement déterminera les détails d'application de cette loi.

• ART. 106. — Les dispositions des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 38, 39, 44, 45, 53, 68, 69, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 79, 80, 81, 82, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103 et 104 sont d'ordre public.

Les lois spéciales relatives aux associations ou syndicats professionnels restent en vigueur, autant qu'elles ne contreviennent pas aux dispositions d'ordre public de la présente loi.

ART. 107. — Toutes dispositions contraires à cette loi, sont et demeurent abrogées.

Vu : *Le Président de la Thèse,*

Henri LÉVY-ULLMANN.

Vu : *Le Doyen,*

H. BERTHÉLEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLETY.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

<i>Bibliographie</i>	I à V
<i>Avant-Propos</i>	4
<i>Chapitre préliminaire. — Le concept de la personnalité juridique</i> ..	5
<i>Section I. — La genèse et la classification des personnes juridiques</i>	5
§ 1. — La genèse des personnes juridiques	5
N° 1. Leur fondement social.	
§ 2. — La classification des personnes juridiques	7
N° 2. Personnes juridiques de droit public et de droit privé. — N° 3. Sociétés, associations, fondations.	
<i>Section II. — Les principales théories</i>	15
§ 1. — Le système de la fiction	15
N° 5. Exposé. — N° 6. Conséquences.	
§ 2. — Les systèmes qui nient la personnalité	17
N° 7. Caractères. — N° 8. Théorie de l'association. — N° 9. Théories se rattachant à l'idée de copropriété. — N° 10. Théorie d'Ihering.	
§ 3. — Les systèmes de la réalité	18
N° 11. Traits caractéristiques. — N° 12. Théories de la volonté. — N° 13. Théorie institutionnelle de M. Hauriou. — N° 14. Théorie de Gierke. — N° 15. Théorie de Saleilles. — N° 16. Théorie de Michoud. — N° 17. Etat de la doctrine en Roumanie.	
 TITRE PREMIER. — <i>La personnalité juridique avant la loi du 6 février 1924</i>	35
<i>Chapitre premier. — L'Histoire de la Législation</i>	35
<i>Section I. — Les sources du droit roumain</i>	35
N° 18. Introduction des lois romaines. — N° 19. Code d'Alexandre le Bon. — N° 20. Code de Basile Loupou. — N° 21. Code de Mathieu Bassarabe. — N° 22. Sort de ces codifications. — N° 23. Code Thomas Carra. — N° 24. Code d'Andronaki Donitch. — N° 25. Code d'Alexandre Ipsilanti. — N° 26. Codes Calimaque et Caragea. — N° 27. Règlement Organique. — N° 28. Code civil.	
<i>Section II. — La personnalité juridique et les textes jusqu'au Code Calimaque</i>	40

N° 29. Silence des textes. — N° 30. Explication du silence des textes.	
<i>Section III.</i> — La personnalité juridique dans le Code Calimaque	43
§ 1. — Les sources du Code Calimaque par rapport aux personnes juridiques	43
N° 31. Enumération. — N° 32. Droit romain. — N° 33. Code civil autrichien.	
§ 2. — Le système du Code Calimaque	47
N° 34. Textes. — N° 35. Economie du système.	
<i>Section IV.</i> — La période du Code civil	49
N° 36. Enumération des textes principaux.	
 <i>Chapitre II.</i> — Les personnes juridiques les plus importantes, leur nature et mode de création	53
N° 37. Rôle des personnes juridiques dans le développement de la Société roumaine.	
<i>Section I.</i> — Les plus anciennes personnes juridiques roumaines	54
§ 1. — Les fondations ecclésiastiques	54
N° 38. Rôle temporel de l'Eglise. — N° 39. Monastères et couvents. — N° 40. Monastères soumis à l'étranger. — N° 41. Personnalité juridique des monastères.	
§ 2. — Les corporations	60
N° 42. Origines. — N° 43. Rôle et organisation. — N° 44. Inconvénients et fin. — N° 45. Période antérieure à la loi des syndicats de 1921.	
<i>Section II.</i> — La nature et le mode de création	64
§ 1. — Le système de la fiction légale	64
N° 46. Principe. — N° 47. Applications. — N° 48. Exemples confirmant la théorie de la fiction. — N° 49. Procédure et instrument de la création des personnes juridiques dans l'ancien droit. — N° 50. Variations de la jurisprudence.	
§ 2. — La création des fondations sous le Code civil	72
N° 51. La voie oblique. — N° 52. Libéralités faites à une personne juridique déjà existante. — N° 53. Création d'un établissement nouveau. — N° 54. Jurisprudence. — N° 55. Critique de M. Lévy-Ullmann au procédé de création des fondations par legs universels.	
 <i>Chapitre III.</i> — La personnalité juridique en Transylvanie	79
N° 56. Etat de la législation.	
<i>Section I.</i> — Le droit des associations	79
N° 57. La liberté d'association. — N° 58. Visa des statuts. — N° 59. Contrôle. — N° 60. Dispositions obligatoires des statuts. — N° 61. Acquisition de la personnalité juridique. — N° 62. Système de la réalité.	
<i>Section II.</i> — Le droit des fondations	82

N° 63. Création des fondations. — N° 64. Textes. — N° 65. Contrôle et surveillance. Le Directoire des fon- dations. — N° 66. Oscillations de la jurisprudence.	
Section III. — La cessation de la personnalité juridique	86
N° 67. Cas de cessation et d'évolution des biens.	
TITRE II. — <i>L'étude de la loi du 6 février 1924</i>	87
Chapitre premier. — Généralités	89
Section I. — L'importance de la loi du 6 février 1924	89
§ 1. — Sa nécessité	89
N° 68. Nécessités d'ordre politique et social. — N° 69. Nécessités d'ordre juridique. — N° 70. Inconvénients du système de la concession législative. — N° 71. Ten- tatives d'établir un régime général de la personnalité juridique.	
§ 2. — Son objet	92
N° 72. Associations à but non lucratif et fondations. — N° 73. Situation des personnes juridiques existantes.	
Section II. — Les sources principales de la loi de 1924 ..	94
N° 74. Choix du législateur.	
§ 1. — Le Code civil allemand	94
N° 75. Textes relatifs à la personnalité juridique. — N° 76. Les associations. — N° 77. Fondations.	
§ 2. — Le Code civil suisse	100
N° 78. Exposé des règles générales concernant la per- sonnalité juridique.	
Chapitre II. — Les règles communes aux associations et fondations	103
Section I. — La reconnaissance des personnes juridiques	103
§ 1. — Les conditions d'existence communes aux associa- tions et fondations	103
N° 79. Énumération.	
A) L'objet licite	103
N° 80. L'objet licite.	
B) La reconnaissance de l'autorité judiciaire	104
N° 81. Innovation fondamentale de la loi de 1924. — N° 82. Rôle du tribunal. — N° 83. Procédure de la reconnaissance.	
C) L'inscription des personnes juridiques	108
N° 84. Objet de l'inscription. — N° 85. Importance de l'inscription.	
§ 2. — La condition des personnes juridiques étrangères ..	109
N° 86. Problème de la personnalité juridique en droit international privé. — N° 87. Système de la jurispru- dence roumaine avant la loi du 6 février 1924. — N° 88. Système de la loi du 6 février 1924.	
Section II. — La jouissance et l'exercice des droits civils	116
N° 89. Effets de la personnalité juridique.	
§ 1. — La théorie de la spécialité	117

N° 90. Enoncé. — N° 91. Sanctions du principe de la spécialité.	
§ 2. — Les conditions de validité des dans et legs adressés aux personnes juridiques	120
A) L'autorisation administrative	120
N° 92. Motifs de l'autorisation. — N° 93. Origine de la règle. — N° 94. Etendue du droit d'autorisation. — N° 95. Sanction de la règle.	
B) La personne juridique gratifiée doit être reconnue ..	124
N° 96. La personne juridique gratifiée doit être reconnue.	
§ 3. — Les organes	124
N° 97. Innovation. — N° 98. Nature des organes. — N° 99. Conséquences de la théorie de l'organe. — N° 100. Rôle de l'organe. — N° 101. Distinction de l'organe et du préposé.	
§ 4. — La responsabilité	129
A) La responsabilité civile	129
N° 102. Solution de la pratique avant 1924. — N° 103. Loi de 1924. — N° 104. Responsabilité subsidiaire des organes. — N° 105. Responsabilité en raison du fait des préposés.	
B) La responsabilité pénale	131
N° 106. La responsabilité pénale.	
Section III. — Le contrôle et la surveillance	133
N° 107. Organes et limites du contrôle.	
§ 1. — Les délégués ministériels	133
N° 108. Définition. — N° 109. Pouvoirs.	
§ 2. — Les inspecteurs	135
N° 110. Rôle.	
§ 3. — La Commission supérieure des personnes juridiques	136
N° 111. Organe supérieur de contrôle. — N° 112. Composition. — N° 113. Attributions. — N° 114. Fonctionnement.	
Section IV. — La fin de la personnalité juridique	139
§ 1. — Les causes de dissolution	139
N° 115. Énumération. — N° 116. Dissolution de plein droit. — N° 117. Dissolution par décision judiciaire. — N° 118. Dissolution par décision du pouvoir exécutif. — N° 119. Dissolution par décision du groupe. — N° 120. Extension des causes de dissolution aux personnes juridiques étrangères.	
§ 2. — La destination des biens	143
N° 121. La destination des biens. — N° 122. Dévolution des biens par la volonté institutionnelle. — N° 123. Dévolution des biens par la Commission supérieure des personnes juridiques.	
§ 3. — La liquidation des biens	145
N° 124. Renvoi.	
Chapitre III. — La nature juridique des associations	147
Section I. — Définition de l'association	147

N° 125. Définition de la loi de 1924. — N° 126. Critique de la définition. — N° 127. La notion d'établissement d'utilité publique.	
<i>Section II.</i> — Le caractère et les éléments constitutifs de la personnalité des associations	151
N° 128. Énumération.	
§ 1. — L'acte constitutif et les statuts	152
N° 129. Forme authentique et dispositions obligatoires. N° 130. — Nature juridique des statuts.	
§ 2. — Les associés	153
N° 131. La qualité d'associé. — N° 132. Rapports juridiques entre l'association et les membres.	
§ 3. — L'organisation	154
N° 133. Sa nécessité. — N° 134. Assemblée générale. — N° 134a. Compétence de l'assemblée générale. — N° 135. — Direction, comité, ou Conseil d'administration.	
§ 4. — La volonté collective	158
N° 136. Nature et rôle.	
§ 5. — Le patrimoine	159
N° 137. Nécessité du patrimoine. — N° 137a. Avantages de cette disposition par rapport à la loi française. — N° 138. Caractère du patrimoine social.	
<i>Section III.</i> — Les groupements de personnes juridiques	162
N° 139. Conditions de leur constitution. — N° 140. Droit français.	
<i>Chapitre IV.</i> — Les règles propres aux fondations	165
<i>Section I.</i> — La notion juridique de la fondation	165
N° 141. Les deux sens du mot fondation. — N° 142. Buts poursuivis par la fondation. — N° 143. Distinction entre associations et fondations. — N° 143a. Distinction de Michoud. — N° 144. Définition de la loi du 6 février 1924.	
<i>Section II.</i> — Les conditions de validité de l'acte de fondation	173
N° 145. Définition de l'acte de fondation. — N° 146. La volonté. — N° 147. Le patrimoine. — N° 147a. L'obligation de garantie. — N° 148. Affectation du patrimoine à un but. — N° 148a. Droit d'action des bénéficiaires. — N° 149. Conditions de forme. — N° 150. Sanctions. — N° 150a. Actions des héritiers et créanciers.	
<i>Section III.</i> — La révocation des fondations	179
N° 151. Par qui la révocation peut-elle être exercée. — N° 152. Formes de la révocation. — N° 153. Délais de révocation.	
<i>Section IV.</i> — La transformation de la fondation	181
N° 154. Motifs qui la justifient. — N° 155. Organes compétents. — N° 156. Limites de la transformation.	

APPENDICE. — La loi du 6 février 1924 et les syndicats professionnels N° 157. Critiques adressées à la loi de 1924, relative- ment aux syndicats professionnels. — N° 158. Modi- fications de certaines dispositions de la loi de 1924, en faveur des syndicats.	185
CONCLUSION	189
Annexe N° 1. — Tableau des associations et fondations reconnues comme personnes juridiques en Roumanie et inscrites sur les registres des Tribunaux au 1 ^{er} janvier 1925 ..	195
Annexe N° 2. — Loi roumaine du 6 février 1924, sur les personnes juridiques	199



